

alliance



« Amoco-Cadiz » : amère victoire

Il est des victoires qui laissent un goût amer. Celle qui a été remportée, vendredi 24 avril, par l'Etat français et les communes bretonnes sinistrées, au terme de quatorze ans de procédure contre la compagnie pétrolière américaine Amoco, s'inscrit dans ce douteux palmarès. Se voir accorder un peu plus de 1 milliard de francs d'indemnités pour 220 000 tonnes de brut épuisées, lorsque les Américains d'Alaska en ont obtenu 7,5 milliards après la marée noire de l'« Exxon-Valdez » (36 000 tonnes), c'est évidemment une maigre consolation. Elle arrive aussi bien tard pour les victimes de la catastrophe de 1978 : lorsque les premiers chèques commenceront à être distribués, il y aura beau temps que le préjudice financier aura été absorbé par les victimes - ostréiculteurs, pêcheurs, hôteliers d'une part, Etat et collectivités d'autre part.

Cependant, le préjudice moral subsistait. Le renoncement d'Amoco à faire appel du jugement du tribunal fédéral de Chicago répare en partie une injustice. Une compagnie pétrolière, par définition richissime, pouvait ruiner en quelques heures, impunément, le milieu de vie et de travail de milliers de modestes habitants d'un pays étranger.

La décision de poursuivre en justice la compagnie américaine chez elle, devant une cour fédérale, était un pari risqué, fondé sur cette exigence morale de réparation d'une faute. L'Etat français et les communes sinistrées auraient pu se contenter d'une transaction amiable, qui leur aurait peut-être rapporté plus d'indemnités, et surtout plus vite, comme ce fut le cas après la pollution du Rhin par le groupe chimique suisse Sandoz, en 1986. Ils ont voulu un procès exemplaire, qui fasse jurisprudence devant l'opinion internationale. Ils l'ont eu.

Même si les Bretons ont été finalement bien mal payés de leur peine, ils ont réussi à imposer une idée neuve dans la communauté internationale : tout pollueur, fût-il un puissant groupe multinational, doit payer ses erreurs, les victimes fussent-elles des citoyens sans défense.

EN 1984, après la catastrophe de Bhopal, l'Inde avait choisi d'attaquer Union Carbide devant ses propres tribunaux. La société américaine a été condamnée à verser 3 milliards de francs d'indemnités aux victimes, ce qui est peu au regard des milliers de morts et de blessés. Mais l'image du groupe en a tellement souffert qu'il a dû vendre nombre de ses actifs en Inde et ailleurs.

Quand, le 24 mars 1989, la marée noire de l'« Exxon-Valdez » est venue frapper les côtes de l'Alaska, le géant Exxon n'a pas attendu d'être traîné en justice pour accepter de verser aux habitants de l'Alaska une somme beaucoup plus importante qu'aux Bretons, pourtant plus nombreux et touchés par une marée noire de plus grande ampleur. Si les Américains d'Alaska ont été si bien indemnisés deux ans seulement après la catastrophe, c'est un peu aux Bretons qu'ils le doivent. La France, dans l'affaire de l'« Amoco-Cadiz », n'a peut-être pas touché son dû, mais elle a montré la voie. Tous en profitent aujourd'hui.

Lire page 8
l'article de notre correspondant
GABRIEL SIMON

M0146 - 0427 0 - 6.00 F



Transition à Kaboul

Un Conseil islamique intérimaire devrait remplacer l'ancien régime communiste

Issu d'un accord réalisé vendredi 24 avril au Pakistan entre la plupart des factions de la résistance, un Conseil islamique intérimaire devrait remplacer à Kaboul l'ancien régime communiste. Il serait présidé par un dignitaire musulman modéré, M. Mojaddedi. Cependant, des groupes de moudjahidins rivaux avaient pris position samedi autour du palais présidentiel.



Lire nos informations page 4
ainsi que les articles de JEAN-PIERRE CLERC et de BRUNO PHILIP

La Cour de cassation et l'affaire Touvier

Le premier président lance
un appel au calme.

page 7

L'adieu à Khomsiny

La République islamique
d'Iran dédaigne peu à peu
l'héritage de son fondateur.

page 5

Le congrès de Force ouvrière

Depuis trois ans à la tête de
FO, Marc Blondel a donné à
son syndicat un style plus
combatif, quitte à paraître se
reprocher de la CGT.

page 15

Mme Simone Veil au « Grand Jury RTL-le Monde »

Mme Simone Veil, ancien
ministre, député européen,
invitée de l'émission hebdomadaire
« Le grand jury RTL-
le Monde » dimanche
26 avril, à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 18

Les exilés du Fleuve

Wolofs, Toucouleurs ou Soninkés, ces émigrants africains partis « faire la France » vivent un retour difficile

LE LONG DU FLEUVE SÉNÉGAL
de notre envoyé spécial

Leurs maigres champs de sorgho ne les nourrissent plus. Une épouse, souvent deux, dix enfants, vingt enfants. Le désert qui s'étend. Le soleil qui brûle tout. L'exil comme destin.

Ils partent en masse « faire la France ». Sans illusions sur « Waala Fennodo, le pays où l'eau gèle la nuit ». En ont-ils jamais eu ? Le fleuve Sénégal longe leurs pauvres villages. Mauritanais, Maliens ou Sénégalais, ils sont d'abord Wolofs, Toucouleurs et surtout Soninkés. Près de 70 % des Noirs africains installés en France sont de cette ethnie. Immigrés de toujours, toujours ils émigrent. Il n'est que d'arpenter les terres arides qui les ont vu naître et se désespérer pour le vérifier. L'Europe peut verrouiller ses frontières et se bercer d'illusions. Ils continueront de partir. Ils n'ont guère le choix.

Agnam-Sivou, dans le département de Matam (Sénégal), porte les stigmates de la terrible sécheresse qui, depuis près de vingt ans, fait fuir ses enfants. L'âge d'or ne reviendra plus qui voyait, au mois d'août, le grand fleuve s'épancher pour une crue bienfaisante. Les marigots sont taris, les troupeaux squelettiques, le maïs et le mil incertains. Le long de la route qui, de Saint-Louis, suit le fleuve Sénégal, l'herminette fait tourbillonner une poussière rouge qui assèche le gosier et dénude les collines. L'émigration a d'abord pour ressort ce désastre écologique.

Dans son grand bouyou turquois, Demba Ka, le chef du village, se remémore ce jour-là les malheurs des siens. Sans l'argent des émigrés, le village serait exsangue.

BERTRAND LE GENDRE
Lire la suite page 8

Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

« Si nous ne ratifions pas le traité de Maastricht, nous risquons d'assister à un démantèlement progressif de la Communauté »

Le débat sur la révision constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité de Maastricht s'engage avec la réunion publique de la commission des lois de l'Assemblée nationale le 28 avril. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Valéry Giscard d'Estaing réaf-

firme son approbation de la procédure parlementaire retenue par M. Mitterrand. L'ancien président de la République souligne que si le traité sur l'Union européenne était rejeté, on assisterait au « démantèlement progressif de la Communauté ».

Engager le débat à l'Assemblée nationale dans la deuxième quinzaine de mai, puis au Sénat dans la première quinzaine de juin, de façon à aboutir à un texte conforme dans les deux assemblées pour la fin juin ou le début juillet, me paraît être le bon calendrier.

« Malgré l'insistance du RPR, la procédure référendaire n'a toujours pas votre agrément ? »

« Le recours au référendum comporterait deux inconvénients. Je vois mal comment on pourrait dissocier le vote pour l'Europe de celui sur l'action du président de la République. Nous n'échapperions pas à l'ambiguïté de la réponse. Il impliquerait aussi la disparition du travail parlementaire, seul moyen pratique d'améliorer le texte, et d'aider au progrès collectif. Les élus doivent apporter leur pierre à la pédagogie collective. »

« Prenons l'exemple du droit de vote des étrangers européens aux élections municipales. Au départ l'opinion était hostile. Elle accepte maintenant l'idée d'en

discuter. Il n'y a plus de refus de principe. On a progressé. Sur l'affaire de l'union monétaire, les esprits peuvent également évoluer si on pose devant les Français la vraie question : faut-il subir la loi des autres dans un système de parités de change fixes ou vaut-il mieux gérer en commun le système avec eux ? Le débat peut faire progresser notre attitude nationale. Mais, de toute façon, nous sommes engagés maintenant dans la voie parlementaire. »

« Dans le texte adopté par le conseil des ministres est-il judicieux d'inclure la référence à Maastricht ? »

« Le gouvernement propose d'ajouter un titre XIV, intitulé « De l'Union européenne », en laissant en place le titre XII qui s'appelle « De la Communauté », et qui vise en fait la communauté franco-africaine des années qui ont suivi l'indépendance. »

Propos recueillis par
DANIEL CARTON
Lire la suite page 6
et la chronique d'ANDRÉ LAURENS

Duel à Cinéville

Deux exploitants de salles s'affrontent à Aix-en-Provence, la ville de France où l'on va le plus au cinéma

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Aix-en-Provence est une ville où il fait bon aller au cinéma, entre deux pastis sirotés aux Deux garçons, à l'abri du soleil, sous les platanes du cours Mirabeau. Face au café, le Renoir et son logo tria « Dernière Séance ». A deux pas, le Mazarin où les figures de Marilyn Monroe, Charlie Chaplin, Jean Gabin et Michel Simon accueillent le spectateur. En bas du cours, le complexe imposant du Cézanne avec ses neuf salles et ses grosses affiches, de Dien Bien Phu à Kafka.

Les Aixois vont beaucoup au cinéma, plus que partout en France. Avec vingt-cinq mille entrées par semaine pour une population de 125 000 habitants, la ville arrive en tête du box-office de fréquentation des salles en fonction du nombre d'hab-

tants. Et si Aix veut oublier que la Dernière Tentation du Christ de Martin Scorsese a été interdit des écrans aixois, les exploitants rappellent qu'il n'y a pas de salles porno ou karaté et que leur public a plutôt bon goût, préférant la « qualité française » - l'Amant, Tous les matins du monde, la Gloire de mon père, le Grand Bleu - aux films américains violents, Terminator en tête.

Cet engouement tient en quelques formules : « Aix-en-Provence, banlieue chic d'une Marseille sinistrée » ou « vingt-et-unième arrondissement de Paris ». « Ville d'eau-ville d'art », préfère-t-on dans cette municipalité PS, qui souligne que le budget de la culture a doublé entre 1988 et 1991, passant de 18 à 36 millions de francs.

MICHEL GUERRIN
Lire la suite page 13

L'HERMÈS

l'essentiel à savoir sur les Conseils de
PRUD'HOMMES

Claude ORLIAC expose clairement et simplement, d'après la loi, le fonctionnement de cette juridiction d'exception, électorale et paritaire, à la veille des élections prud'hommes de décembre 1992.

82 F

éditéur
dans la même collection :

- CONTRAT ET RELATIONS DE TRAVAIL. C. ORLIAC 148 F
 - DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. P. GUHO 79 F
 - H. VRAY :
 - LA PROCÉDURE CIVILE 95 F
 - LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES FRANÇAISES 78 F
 - LE PROCÈS CIVIL 82 F
 - A. CABANIS et M. MARTIN :
 - HISTOIRE POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE DE LA FRANCE 86 F
 - HISTOIRE DES INSTITUTIONS DE LA FRANCE DE 1875 A NOS JOURS 86 F
 - P. DUBOUCHET :
 - HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES, tome 1 (88 F)
 - Tome 2 (98 F)
 - MÉTHODES DES SCIENCES SOCIALES 77 F
- Diffusion MEDILIS SA, 9, rue Séguier, 75005 Paris.
Tél. : 46-34-07-70 - Fax : 43-25-26-18

revue juridique
européenne

LEGIS
Le droit de la documentation
juridique européenne

HEURES LOCALES

■ Strasbourg, Lorient, Cherbourg : l'armée déménage, les élus protestent ■ Les îles du Ponant menacées par le tourisme ■ La polémique sur la taxe d'habitation ■ Budgets, modes d'emploi
pages 9 à 11

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

page 17

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 201.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lescaur, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lescaur, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les abonnements et
tarifs du Monde au (1) 40-65-25-30

TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Types LEMONDE
ou 35-15 - Types LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	STRASBOURG LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CSE
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 125 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 080 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande,
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP, Paris RP 201 MON 01

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaur, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gault
directeur de la gestion
Marcel Labeyrie
secrétaire général

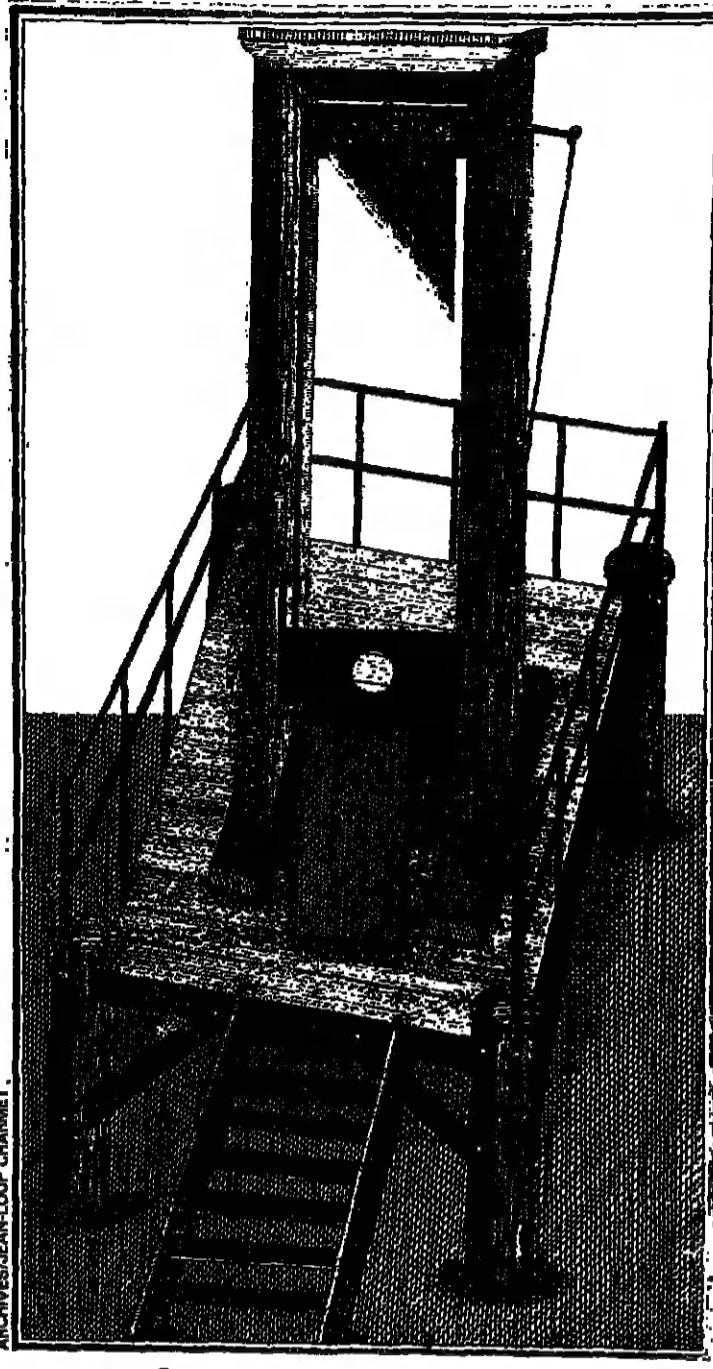
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thierry Ferey
Philippe Herremann
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a deux cents ans La première guillotine



Gravure de 1793, Musée Carnavalet.

UN cri parcourut la foule, mas-
sée depuis des heures jus-
que sur les toits, le mercredi
25 avril 1793, dès que la charrette
du condamné déboucha place de
Grève (aujourd'hui place de
l'Hôtel-de-Ville). Nicolas Pelletier,
pauvre diable coupable d'avoir, six
mois plus tôt, attaqué un passant à
coups de gourdin pour lui voler un
portefeuille bourré de misérables
assignats, avait l'honneur d'inaugurer
la guillotine.

Montée sur une estrade, pour
que les assistants puissent plus
confortablement voir du spectacle,
la machine dressait ses « bois de
justice » dans le soleil printanier.
L'opération fut menée de main de
maître par Charles-Henri Sanson,
quatrième titulaire de l'office
d'exécuteur de Paris appartenant à
cette dynastie séculaire, rompue, si
l'on peut dire, à des supplices
d'une technique plus exigeante :
décollation à la hache, pendaison,
bûcher, roue, écartèlement, parfois
agrémentés de tortures ultimes,
mutilations aussi accessoires que
cruelles.

Saisi par les aides, plaqué sur
une planche qui bascule, le cou pri-
sonnier d'un demi-collier de fer,
Nicolas fut décapité sans bavure,
chance que tous ses successeurs
n'auront pas. Sanson lâcha les
cordes qui retenaient le couperet.
La tête tomba dans un sac de cuir
tendu ouvert sous le menton : le
corps fut roulé en un instant dans
le coffre qui l'attendait, béant, à
côté du nouvel instrument. Les
spectateurs, qui ne se privaient
pas de jurer, se précipitèrent
pour jeter dans le coffre les
bourreaux maladroits obligés de s'y
reprendre à plusieurs fois pour
achever leur patient, ne cachèrent
pas leur déception d'une cérémonie
si expéditive. Le lendemain, la
Parisienne chantonnière : « Ren-
dez-moi ma potence de bois ! Ren-
dez-moi ma potence de bois ! »

La guillotine, invention française
qui allait devenir le symbole uni-
versel de la mise à mort légale et
qu'aucun musée français ne voulait
exposer quand elle fut mise au
rebut de l'Histoire, ne fut pas à
l'origine objet de réputation.

La Révolution héritait de l'An-
cien Régime un système de répres-
sion terrible qui n'avait de justice
que le nom. On suppliciait et exé-
cutait pour un oui ou pour un non,
et ce n'était pas spécifique à la
France. Pendant les trente-huit ans
du règne de Henry VIII d'Angle-
terre, soixante-douze mille de ses
sujets furent condamnés à la pen-
daison. À supposer qu'ils fussent
étalés (ce qui n'était pas la préoc-
cupation première de tribunaux
qui, jusqu'en 1780, se satisfaisaient
comme preuves d'aveux et dénon-
ciations extorquées par un arsenal
de tortures), les crimes ne rece-
vaient pas les mêmes qualifications
et sanctions partout dans le
royaume de France ni, surtout,
pour tous les justiciables. Selon
que vous serez puissant ou misé-
rable, les jugements de cour vous
feront blanc ou noir. En deux
vers, La Fontaine a tout dit. « La
qualité du supplice est réglée par les
juges suivant l'atrocité des circon-
stances, les personnes et autres »,
écrit en 1756 l'avocat Rousseau de
la Combe recensant les trente
motifs d'inculpation passibles de
mort, les délits sexuels et la per-
sonne des domestiques étant par-
ticulièrement visés. En 1762 fut pen-
dée à Paris une domestique,
Jeanne-Marie Honillon, déclarée
coupable d'avoir volé une serviette.

L'égalité mécanique des châtiments

Sans doute parce que la mort
prompte est moins douloureuse, la
décapitation, peine non infamante,
était, sauf circonstances exception-
nelles, privilège de la noblesse.
« La hache au noble, la corde au
vilain », précisait un dicton. On
pendait encore des enfants au dix-
septième siècle, mais c'était... sous
les aisselles, châtiment prétendu-
ment symbolique qui n'en
entraînait pas moins fréquemment
une mort atroce.

Plus attaqué encore par les intel-
lectuels (Voltaire obtenant la réha-
bilitation de Jean Calas trois ans
après sa mise à mort) que dans les
calibres de doléances, un système
aussi dévoyé de son objet ne pou-
vait survivre à la tourmente révo-
lutionnaire. Ce n'est pas un effet
du hasard si l'événement qui passa
pour fondateur de la Révolution
fut le saccage d'une prison, suivi
de l'adoption d'une Déclaration
des droits de l'homme. Dans la
foule, la Constituante s'attaqua à
la réforme de l'institution entière.

Rarissimes étaient ceux qui,
comme Robespierre (dont la
conviction ne résista pas à l'exer-
cice du pouvoir), remettaient en

une activité inlassable. Le 6 octo-
bre 1789, il fut de ceux qui escor-
tèrent le roi quasi prisonnier de
Versailles à Paris. Quatre jours
plus tard, il monta à la tribune
pour réclamer l'égalité des peines,
mais la discussion tourna court. Il
intervint derechef le 1^{er} décembre,
avec un discours dont le texte a
disparu, mais dans lequel il
demandait la décapitation de tous
les condamnés à mort « par un
simple mécanisme ».

L'idée d'une machine à décapiter
n'était pas nouvelle. Une telle
machine est décrite dans un des
romans de la Table ronde (treizi-
ème siècle), et de nombreux
documents attestent qu'il avait été
fait usage de ces instruments, de
conceptions variées, dans beaucoup
de pays. Mais le docteur Guillotin
s'en fit, avec chaleur, l'avocat, pour
des raisons humanitaires, et ter-
mina par ces mots : « Le couperet
siffle, la tête tombe, le sang jaillit,
l'homme n'est plus. Messieurs, avec
ma machine, je vous fais sauter la
tête en un clin d'œil, et sans que
vous éprouviez la moindre dou-
leur » (ou, selon une autre ver-
sion : « Vous ne sentirez qu'une
légère fraîcheur sur le cou »). Péro-
raison saluée d'un immense éclat
de rire.

« Un Allemand, facteur de charcins »

Ce jour-là, la Constituante
décida l'égalité des peines « quel-
que soit le rang et l'état des cou-
pables » ainsi que la suppression
de l'infamie qui marquait les
familles des condamnés, mais elle
ne se prononça pas sur le mode
d'exécution. L'égalité mécanique
des châtiments, sans considération
de l'atrocité du crime, était mal
acceptée. En outre, les malades
de Guillotin, son humour involon-
taire et peut-être la spécificité
occulte de son nom frappèrent
l'opinion. Le rire des Constituants
et les chansons gagnèrent la France
entière : « Le député Guillotin !
Dans la médecine ! Très expert et
très malin ! Fit une machine pour
purger le corps français ! De tous les
gens à projets ! C'est la guillotine, ô
gu ! C'est la guillotine. »

Le médecin philanthrope ne s'en
releva pas. Il rencontra à tout rôle
politique, fera quelques jours de
prison après Thermidor et mourra
dans l'indifférence, en 1814.

La question qu'il avait soulevée
restait cependant sans réponse. En
attendant, on pendait, tradition
d'autant plus pénible qu'elle res-
tait, dans l'opinion, marque d'infamie.
En juin 1791, en adoptant un
nouveau code, les Constituants
décidèrent que, noble ou roturier,
« tout condamné à mort aura la
tête tranchée ». Restait à préciser
comment. L'expert numéro un,
Sanson, estima qu'il avait son mot
à dire.

A peine mieux considéré que sa
« chignole », le bourreau redoutait
les effets d'un spectacle sanglant

qui ne serait plus exceptionnel.
« Pour que l'exécution puisse se ter-
miner suivant l'intention de la loi,
écrit-il au ministre de la justice,
il faut que, sans aucun obstacle de
la part du condamné, l'exécuteur se
trouve être très adroit, le condamné
très ferme, sans quoi l'on ne par-
viendra jamais à terminer cette exé-
cution à l'heure sans qu'il arrive des
scènes dangereuses. » Le ministre
fut de son avis. Force était de
recourir à ce qu'on appelait déjà la
« guillotine ».

Chargé de sa réalisation, Roeder-
er, procureur général, mena l'affaire
ronde. Après avoir
consulté Guillotin, il s'adressa à la
sommité en médecine légale, le
docteur Louis, secrétaire perpétuel
de l'Académie de chirurgie. Souli-
gnant dans sa lettre du 10 mars
1792 que Sanson « ne peut promettre
de couper la tête » au sabre et
« fait craindre qu'il ne la scie », il
demanda au médecin de lui proposer
« des moyens ». En quelques
jours, l'homme de l'art établit un
projet, en posa les principes
« trancher oblique, croissant de fer
embrassant le col du patient » et en
chiffra les mesures. Seule la
hauteur fut portée en cours de
construction de 10 à 14 pieds
(4,50 m).

Le docteur Louis proposa même
un fabricant, « un Allemand, fac-
teur de clavicans », Tobias
Schmidt. Le charpentier des
domaines pressenti, arguant que
ses ouvriers deviendraient « des
espèces de prosaïtes » qu'il faudrait
« payer exorbitamment », deman-
dait la somme astronomique de
5 660 livres pour un prototype.
Schmidt proposa un devis de
960 livres et enleva le marché le
10 avril. Après quelques essais sur
des bêtes de paille et un mouton
vivant, la machine décapitait trois
cadavres le 17 avril à l'hôpital de
Bicêtre devant Louis, Guillotin et
un parterre de leurs confrères.
« Un dîner simple et frugal » suivit
la cérémonie. Huit jours plus tard,
avec Nicolas Pelletier, la guillotine
commençait sa carrière.

Sous tous les régimes

Louis, qui comme Guillotin
avait voulu faire acte d'humanité,
et dont les détracteurs tentèrent
vainement d'attacher le nom à
l'œuvre (la Louisette, la Louison),
mourut dans son lit le mois sui-
vant, à soixante-neuf ans. Quant à
Schmidt, esprit fertile qui se préva-
lait de toutes sortes d'inventions,
sa fortune était faite. Comme jadis
chaque seigneur avait son exécuteur,
il fallut pourvoir les quatre-
vingt-trois départements.

D'ailleurs, la Terreur n'était pas
loin. Malgré la concurrence qui
s'était élevée, Schmidt conserva le
marché français, mais ne put
emporter celui des neuf départe-
ments belges annexés ni, comme il
le tenta, faire breveter son travail.
Il mourut sous l'Empire, de dei-
rium tremens.

On guillotina sous tous les
régimes. Sous l'Occupation, l'État
français guillotina des résistants.
Après avoir fait tomber les têtes de
neuf communistes à la Santé le
1^{er} mai 1944, le bourreau Desfour-
neaux reprit du service en 1946
(entre-temps, on fusillait) pour exé-
cuter le docteur Petiot, condamné
pour l'assassinat de vingt-sept per-
sonnes. Le maréchal Pétain, rom-
pant une tradition quasi cinquante-
naire, envoya cinq femmes à la
guillotine : le président Aurélien
maintint cet usage en refusant en
1947 et 1949 la grâce de deux
femmes, condamnées pour l'assas-
sinat de leur mari. On guillotina
fines membres du FLN pendant la
guerre d'Algérie.

Les présidents Fauriol (entre
1906 et 1909) et Pompidou (entre
1969 et 1972) gracièrent systéma-
tiquement, mais finirent sous la
pression de l'opinion par mettre
fin l'un et l'autre à cette rémission
avec une quadruple et une double
exécution. On guillotina cepen-
dant de moins en moins. De deux
et plus par mois en moyenne à la
fin de la III^e République, le nom-
bre des exécutions tomba à deux
une par an au début de la
V^e République. Le dernier guillo-
tiné fut Hamida Djandoubi, le
10 septembre 1977, à Marseille,
pour l'assassinat d'une jeune fille.
A l'initiative du président Mitter-
rand, la peine de mort fut abolie le
10 octobre 1981.

MAURICE DELARUE

* Cet article est basé sur le livre très
documenté de Jacques Delarue : *Le Méter
de bourreau* (Payot, 1979).

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

SIMONE VEIL

ANNE-POL
JEAN-PIERRE DETRAIN

18h30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

كتاب من القصص

ÉTRANGER

RUSSIE : en dépit des avertissements du FMI

Le gouvernement décide d'adoucir sa politique économique

Le gouvernement russe s'est réuni, vendredi 24 avril, pour la première fois depuis la tenue du Congrès des députés, en l'absence du président Eltsine. Il a reporté les remaniements partiels promis aux députés, mais a confirmé les allègements de l'austérité monétaire. Des mesures que le vice-premier ministre Egor Gaidar est parti aussitôt après défendre auprès du groupe des Sept à Washington.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Régions les choses tranquillement de manière réfléchie, afin de ne pas répéter les erreurs du passé. » En faisant cette déclaration, vendredi 24 avril, à l'issue de la réunion du gouvernement russe, M. Egor Gaidar a voulu montrer que l'exécutif restait maître de son destin et de son emploi du temps. Un avertissement à l'intention des députés qui avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'égard du gouvernement au cours des dernières semaines. On suppose en effet que ce premier conseil des ministres après le Congrès des députés précéderait à plusieurs semaines la mise en œuvre de la réforme de son service. Or, selon un conseiller économique du gouvernement, M. Alexei Ouloukaïev, ces modifications interviendront seulement « dans deux ou trois

semaines ». Une nouvelle « petite » victoire psychologique pour M. Boris Eltsine dans le conflit qui l'oppose à des parlementaires déboussolés.

Le gouvernement a toutefois tenu compte des souhaits de la majorité des députés et de la population en concrétisant ses promesses d'adoucir la politique économique dans les mois à venir. Pour rendre le passage au libéralisme plus acceptable, il a ainsi prévu de relâcher un peu le crédit d'accroître le déficit budgétaire et d'augmenter - de 80 % - les salaires des fonctionnaires. Pour le deuxième trimestre, le déficit budgétaire, qui était quasiment nul au premier trimestre, passerait ainsi à 7 % environ du produit national brut. L'exécutif accordera plus facilement des prêts aux entreprises et augmentera les dépenses sociales. Le pouvoir a aussi proposé la création d'un fonds non gouvernemental chargé d'attirer les investissements en vue de réaliser la réforme agraire.

Crise des liquidités

Autre mesure annoncée : une hausse substantielle des prix du pétrole - de 350 à environ 2 000 roubles la tonne - et du gaz naturel - de 1 100 à 1 600 roubles le mètre cube. Il faudra attendre le milieu de l'été pour que les prix dans ce secteur soient totalement libérés.

L'annonce de ce plan, surtout pour ce qui concerne le salaire des fonctionnaires et les dépenses

sociales pour une population aux conditions de vie en chute libre, risque de faire grincer les dents des responsables du Fonds monétaire international. Son directeur général Michel Camdessus avait averti jeudi (le Monde du 25 avril) qu'il faudra « plus de temps » à son institution pour donner son accord au plan de réforme de l'économie russe si Moscou « adoucissait » son programme. M. Gaidar est parti samedi pour Washington afin de négocier avec les responsables des sept pays les plus industrialisés les conditions d'octroi de l'aide internationale à la Russie. « Nos partenaires du FMI et des autres organisations internationales font preuve de compréhension à notre égard, et nous sommes convaincus que l'adhésion de la Russie au FMI aura lieu dans les délais prévus », néanmoins affirmait M. Ouloukaïev.

Il reste que ce relâchement, même léger, de la rigueur budgétaire va rendre encore plus aiguë la crise des liquidités, un des problèmes majeurs que se posent aujourd'hui en Russie. Le gouvernement ne va-t-il pas être obligé, malgré ses engagements, de faire fonctionner à nouveau la planche à billets, ce qui pourrait précipiter la chute du rouble et, partant, rendre caduc tout le processus de réforme ? Quant à M. Gorbatchev, de retour du Japon, il a déclaré : « Il faut aller de l'avant, mais pas avec des méthodes de cowboy. » Tout en précisant, bien entendu, que ce commentaire ne visait personne particulièrement.

JOSÉ-ALAIN FRALON

A New-York

L'ONU appelle au respect de la trêve en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé, vendredi 24 avril, à un respect immédiat et total du cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine (conclu la veille entre les belligérants en présence de Lord Carrington, président de la Conférence pour la paix en Yougoslavie) et à la cessation de toute ingérence dans cette République. Dans une déclaration solennelle lue en séance formelle, le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. S. Chigwedere, a indiqué que « les membres du Conseil (prisaient) les trois communautés de Bosnie-Herzégovine (Croates, Musulmans, Serbes) à participer activement et d'une manière constructive aux conversations auxquelles elles ont donné leur accord en vue de conclure et de mettre en œuvre les arrangements constitutionnels discutés dans le cadre des négociations tripartites ».

Le Conseil, a ajouté le président,

« exige que cesse immédiatement toute forme d'ingérence extérieure à la Bosnie-Herzégovine » et demande aux pays voisins de la Bosnie « d'exercer leur influence en vue de mettre un terme à ces ingérences ». Par ailleurs, il « condamne publiquement et sans réserve l'usage de la force et appelle toutes les forces régulières et irrégulières à se comporter en accord avec ces principes ».

Auparavant, la France avait officiellement demandé l'envoi d'une force de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine. L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, avait remis au président en exercice du Conseil une lettre invitant cette instance à se réunir d'urgence à propos de la situation en Bosnie-Herzégovine. Mais, dans un rapport rendu public, vendredi, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a estimé que l'envoi de « casques

bleus » en Bosnie n'était actuellement pas réalisable. Aucune des conditions au déclenchement d'une nouvelle opération de maintien de la paix dans cette République n'est, selon lui, actuellement remplie. Les États-Unis n'y sont également pas favorables.

Par ailleurs, le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est reparti, vendredi soir, à Paris après une mission en Bosnie-Herzégovine. L'avion du ministre, en provenance de Sarajevo, avait à son bord cent dix-neuf femmes et enfants bosniaques qui devaient être répartis entre différentes familles françaises ou yougoslaves installées en France. « C'est une guerre cruelle, scandaleuse et meurtrière », a notamment déclaré M. Kouchner à son arrivée à Roissy. - (AFP, Reuters)

La France, l'Allemagne et la Pologne demandent au Conseil de sécurité de revoir sa position

Les ministres français, allemand et polonais des affaires étrangères ont demandé, vendredi 24 avril, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il étende la mission des « casques bleus » en Yougoslavie à la Bosnie-Herzégovine. Par cette démarche, les trois ministres appellent donc le Conseil de sécurité à revoir sa position, après qu'un rapport du secrétaire général, M. Boutros-Ghali, eût écarté l'idée d'une telle intervention en Bosnie-Herzégovine (lire ci-dessus).

MM. Roland Dumas, Hans Die-

trich Genscher, et Krzysztof Skubiszewski, ont eu vendredi à Trémolet, en Dordogne, plus d'une heure d'entretiens consacrés notamment à la Yougoslavie, au Haut-Karabakh et à l'Afghanistan. « Nous condamnons tout usage de la force comme règlement des crises en Europe et dans le monde. Il faut prévenir la résurgence des nationalismes », ont-ils déclaré dans un communiqué publié à l'issue de la réunion.

Les trois ministres, qui avaient décidé l'année dernière de se rencontrer ainsi réguliè-

ment, ont dit notamment soutenir les efforts de la CSCE, dont ils espèrent qu'elle connaîtra une étape importante de son développement lors du prochain sommet d'Heilinkki en juillet. M. Roland Dumas a mis l'accent sur l'éventuelle création d'une « commission d'arbitrage et de conciliation » du type de celle créée pour la crise yougoslave.

Le ministre polonais a quant à lui souligné l'importance pour son pays de la prochaine ratification par les Douze du traité de Maastricht. - (Reuters)

POLOGNE

Grande manifestation de Solidarité à Varsovie

Une marche réunissant des dizaines de milliers de personnes réunies par les militants de Solidarité et venues de toute la Pologne s'est achevée dans le calme, vendredi 24 avril, aux pieds du palais présidentiel à Varsovie. Cette manifestation, la plus importante depuis l'éclosion des communistes en 1989, se déroulait avec des slogans tels que « professionnels au pouvoir, politiciens à la poubelle ! », deux jours après le nouvel échec des pourparlers pour un gouvernement de plus large coalition (le Monde du 24 avril). Le président Walesa, sorti pour s'adresser à la foule, a été accueilli par des sifflets, mais a fini par dominer la situation en annonçant qu'il participerait, « aux côtés des syndicalistes », aux pourparlers qu'ils doivent entamer avec le premier ministre Jan Olszewski le 4 mai. Au même moment, ce dernier gagnait un répit au Parlement, qui décidait - à la faveur d'une querelle de procédure - de reporter de deux semaines un vote crucial sur les revenus des retraités et employés de l'Etat, susceptible de ruiner les promesses faites au FMI sur l'adoption d'un budget de rigueur. - (AFP, Reuters)

ITALIE

Le cabinet a démissionné après les élections législatives

Le président du conseil, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien) a annoncé, vendredi 24 avril, la démission de son gouvernement, le cinquième cabinet italien de l'après-guerre. Cette démission était rendue nécessaire par la Constitution, après les élections législatives des 5 et 6 avril.

En revanche, le président de la République, M. Francesco Cossiga, dont le mandat vient normalement à échéance début juillet, envisageait lui aussi de démissionner. Selon le secrétaire du Parti libéral, M. Renato Altissimo, qui s'est entretenu, vendredi, avec M. Cossiga, le chef de l'Etat aurait l'intention de se retirer « pour faciliter la solution du problème de la formation d'un nouveau gouvernement ».

Le gouvernement sortant de centre gauche, composé de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste, et de deux petites formations, le Parti libéral et le Parti social-démocrate, était devenu minoritaire, avec moins de 49 % des voix, aux dernières élections. - (AFP)

□ BULGARIE : un ex-premier ministre communiste arrêté. - M. Georgi Atanasov, chef du dernier gouvernement de l'ère Jivkov, a été arrêté, vendredi 24 avril, et accusé d'avoir détourné des fonds destinés aux orphelins en faveur de responsables communistes « ayant participé à la résistance antifasciste en 1943-44 ». M. Atanasov est le second responsable accusé dans le cadre d'une enquête juridique sur la crise économique du pays, après la condamnation à deux ans de prison, en 1991, de l'ex-ministre de l'Economie Stelian Ovcharov. - (AFP)

□ FINLANDE : nouveau ministre de la santé. - M. Jorma Huhtanen, centriste, a été nommé, vendredi 24 avril, ministre de la santé et des affaires sociales, en remplacement de M. Eero Ruuska, centriste également. Celui-ci avait annoncé, mercredi 22 avril, qu'en désaccord avec les mesures d'austérité récemment décidées, notamment dans le secteur de la santé et des affaires sociales, elle quittait le gouvernement de coalition de centre droit, dirigé depuis un an par M. Esko Aho. - (AFP, Reuters)

□ GRANDE-BRETAGNE : la princesse Anne a divorcé. - La princesse Anne et le capitaine Mark Phillips ont officiellement divorcé, jeudi 23 avril. Ce divorce avait été annoncé le 13 avril par le Palais de Buckingham (le Monde du 15 avril). - (AFP)

DIPLOMATIE

Alors que M. Miyazawa est attendu à Paris et à Bonn

Tokyo souhaite obtenir le soutien du G7 dans son conflit territorial avec Moscou

Quelque peu isolés dans les négociations sur l'aide financière internationale à la CEI, les Japonais vont chercher, lors de la réunion des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, qui se tient dimanche 26 avril à Washington (lire page 18 l'article de notre envoyé spécial François Lazare), à convaincre leurs partenaires de soutenir leur revendication territoriale à l'égard de la Russie et d'exercer des pressions sur Moscou pour que la détente qui prévaut en Europe se fasse également sentir en Extrême-Orient ex-soviétique. Ces problèmes seront abordés par le premier ministre nippon, M. Kiichi Miyazawa, au cours de sa visite en France et en Allemagne la semaine prochaine.

TOKYO

de notre correspondant

Lors de la dernière réunion du G7, le mois dernier, Tokyo avait émis des réserves sur les engagements annoncés par Bonn et Washington de fournir à l'ex-URSS une aide de 24 milliards de dollars.

Tout en précisant qu'il n'était pas opposé au principe d'une telle aide, le Japon en contestait le montant ainsi que les modalités (le Monde du 9 avril).

Ces réticences nippones s'expliquent par la crainte de perdre un levier précieux dans leurs négociations avec Moscou en vue de la restitution des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques à la fin de la seconde guerre mondiale, s'ils souscrivent sans contrepartie au programme d'aide à la Russie. « Nous sommes prêts à contribuer à l'aide multilatérale à la Russie, mais il y a un seuil que nous ne sommes pas disposés à franchir », nous a déclaré un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

Tant à Washington que, la semaine prochaine, lors de sa visite à Paris et à Bonn, M. Miyazawa entendra de faire admettre à ses partenaires la nécessité de ne pas dissocier entièrement aide et compromis sur ce que Tokyo estime être ses « territoires du Nord », et une démission progressive de la Sibirie orientale.

Les récentes déclarations du premier ministre et du chef de la diplomatie nipponne, M. Watanabe, sont symptomatiques de la flexibilité dont entend faire preuve les Japonais. Sur le fond, ces déclarations n'apportaient rien de nou-

veau : Tokyo serait d'accord pour récupérer, dans un premier temps, deux des quatre îles, laissant les deux autres sous administration russe, à condition que Moscou s'engage à les restituer plus tard. Un tel compromis permettrait la conclusion d'un traité de paix nippo-russe, ouvrant la voie à une coopération économique entière entre les deux pays.

Ce sont là, en fait, les termes du compromis soviéto-nippon de 1956, qui n'avait pu se concrétiser alors en raison de l'opposition des États-Unis et qui fut aussi, pour les Japonais, la base de négociation lors de la visite, infructueuse, de M. Gorbatchev à Tokyo en mai 1991.

Ces initiatives visent à montrer à ses partenaires que le Japon est prêt à participer à l'aide à la Russie pourvu qu'il y ait de leur part une prise en compte du problème particulier auquel il est confronté. Elles ont aussi pour objectif d'atténuer l'hostilité des populations locales à la restitution des îles, en prévision de la visite que doit effectuer en septembre à Tokyo M. Boris Eltsine. Disposés à une certaine flexibilité, les Japonais attendent un geste de Moscou qui, pour l'instant, tarde à se concrétiser. Ils espèrent convaincre leurs partenaires de les soutenir et d'exercer une pression sur les Russes.

PHILIPPE PONS

La ratification des accords de Schengen par les Pays-Bas reste incertaine

LA HAYE

de notre correspondant

Les huit pays signataires de l'accord de Schengen et de sa convention d'application (1) envisagent de confier à un comité de juristes une étude sur la possibilité d'étendre la compétence de la Cour européenne de justice à l'interprétation et au contrôle de l'application de ces deux textes. C'est ce qu'annonce le gouvernement néerlandais dans un mémoire transmis récemment à la Chambre des députés.

En février dernier, une majorité parlementaire s'était dégagée pour poser plusieurs préalables à la ratification des documents de Schengen. La « promotion » de la Cour européenne de justice, à Luxembourg, comme organe juridictionnel suprême de l'espace Schengen était l'une des exigences formulées par les députés. Il n'est pas sûr que

l'annonce d'une simple étude à ce sujet les satisfasse.

En revanche, la Chambre obtient satisfaction sur un autre point : les projets de décision du comité exécutif de Schengen lui seront « en principe » soumis afin qu'elle en discute avec le gouvernement. La date de la ratification des accords de Schengen par le Parlement néerlandais n'est toujours pas fixée. Au ministère des affaires étrangères, on attend toujours l'avis définitif du Conseil d'Etat, on s'attend pas que le vote n'ait lieu que l'année prochaine, ce qui empêcherait l'entrée en vigueur des accords à la date prévue du 1^{er} janvier 1993.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Allemagne, pays du Benelux, France, Italie, Portugal et Espagne. La Grèce a un statut d'observateur et le Danemark envisagerait de rallier l'espace Schengen.



MICHEL BRAUDEAU

Le Livre de John

ROMAN

EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

ASIE

HONGKONG : jusqu'alors président du Parti conservateur

M. Chris Patten est nommé gouverneur de la colonie britannique

Le président du Parti conservateur britannique, M. Chris Patten, a été nommé, vendredi 24 avril, nouveau gouverneur de Hongkong. Il doit conduire en douceur le processus de transition qui verra la colonie britannique revenir à la Chine, en juin 1997. Notre envoyé spécial à Hongkong, Francis Daron, nous indique que les milieux politiquement actifs de la colonie britannique ont accueilli avec circonspection cette nomination.

Plusieurs figures publiques de la colonie se sont félicitées de voir succéder un « poids lourd » plus politique à lord David Wilson of Tillyorn, un éminent représentant de la tradition des sinologues du Foreign Office. D'autres personnalités, notamment proches des milieux libéraux qui forment l'opposition locale, ont regretté que ce « poids lourd » ait été « allié » par sa récente défaite électorale personnelle aux élections parlementaires britanniques du 9 avril.

LONDRES

de notre correspondant

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a rappelé, en commentant la nomination de M. Chris Patten au poste de gouverneur de Hongkong, que celui-ci a, en outre, « un accès direct » auprès du gouvernement, c'est-à-dire qu'il pourra en référer « à tout moment » à lui-même et au premier ministre, M. John Major, dont il est l'un des proches. Tel n'était pas le cas du gouverneur sortant.

Ce choix en faveur de l'un des cinq ou six hommes politiques les plus influents de l'établissement britannique souligne, de façon spectaculaire, l'attention que porte Londres au devenir de l'une des dernières colonies de l'empire. Au moment où Pékin se casse d'accroître ses pressions politiques sur le territoire, le « message » n'est pas anodin.

M. Patten devra trouver un subtil équilibre entre deux exigences : d'une part, donner suffisamment de gages à la population de Hongkong, qui souhaite l'entourer du maximum de garanties démocratiques avant d'être « rendue » à la Chine ; d'autre part, conserver les meilleures relations possibles avec Pékin, afin de ne pas hypothéquer l'avenir, c'est-à-dire, en particulier, le maintien de la stabilité et de la prospérité du territoire.

M. Patten est l'homme d'un succès et d'un échec spectaculaire. Le succès est celui, contre toute attente, du Parti conservateur lors des élections parlementaires du 9 avril, victoire dont il fut l'un des principaux artisans ; le second est sa défaite cuisante dans sa propre circonscription de Bath, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où il n'est pas parvenu à se faire réélire. Cet échec l'empêchait de rester au gouvernement, où il exerçait les fonctions de chancelier du duché de Lancashire (dont les revenus financiers en partie l'institution monarchique).

M. Patten a longuement hésité avant d'accepter cet exil doré à Hongkong, qui l'éloigne de la vie politique pendant cinq ans. Mais le président du Parti conservateur (un poste qu'il occupait depuis novembre 1990, et qui devrait revenir à Sir Norman Fowler) n'aura que cinquante-trois ans en 1997.

Catholique, ancien élève d'Oxford, M. Patten a été le collaborateur de lord Carrington (lors président du Parti conservateur), avant d'être élu, en mai 1979, à la Chambre des communes. Devenu membre du gouvernement en 1983, il a occupé différents postes ministériels dans les gouvernements de trois premiers ministres : M. Edward Heath, M. Thatcher et M. Major. Un moment écarté du pouvoir par M. Thatcher (il est l'auteur d'un livre très critique contre la « Dame de fer »), M. Patten a la réputation, paradoxale, d'un « homme extrêmement agréable et sympathique devenu un politicien tout ce qu'il y a de déplaisant... » pour ses adversaires politiques.

LAURENT ZECCHINI

AFGHANISTAN : pour le quatorzième anniversaire du coup d'Etat communiste

Un conseil intermédiaire islamiste doit s'installer à Kaboul

Sauf coup de théâtre, un conseil islamiste de cinquante et un membres devait s'installer à Kaboul au cours du week-end, ou au plus tard lundi 27 avril, jour du quatorzième anniversaire de la sanglante prise de pouvoir par le Parti démocratique afghan (PDA, communiste). Le général Abdul Rahim Hafiz, qui avait été élu le 18 avril par le Parlement de l'ancien régime pour succéder à l'ex-président Najibullah, a confirmé qu'il transmettra tous les pouvoirs à M. Sigatullah Modjaddedi, désigné vendredi 24 avril à Peshawar (Pakistan) à la tête de cette instance intermédiaire.

Une semaine de négociations « à l'afghane » — sans désenclaver et avec nombre de ruptures et retournements — ont été nécessaires aux factions islamistes pour aboutir à un compromis qui devrait désormais permettre l'entrée officielle dans Kaboul des moudjahidins. La transition devrait être pacifique, estime-t-on généralement dans la capitale, malgré les difficultés de

dernière heure soulevées par le chef du Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar. Celui-ci a, en effet, déclaré n'être que « partiellement » d'accord avec le compromis de Peshawar — une formulation qui ressemble à un désaveu de ses subordonnés qui ont négocié au Pakistan.

L'accord du 24 avril scelle une alliance temporaire de la majorité des vainqueurs. M. Hekmatyar s'est vu sauver la face en obtenant que le futur premier ministre soit issu des rangs de son parti. Mais le commandant Massoud recevra, sans doute personnellement, la charge plus substantielle de ministre de la défense. Et le chef de sa formation Jamiat-i-Islami, l'intellectuel islamiste tadjik Borhanuddin Rabbani, doit prendre, avant l'été, la tête d'un « conseil suprême », avec le rang de chef d'Etat. L'autorité de cette instance, composée des « grands commandants » moudjahidins, sera supérieure à celle du gouvernement. Dans le cabinet à venir, les affaires étrangères reviendront à un royaliste, l'éducation à la

dissidence du Hezb (dirigé par M. Yunus Khalis) et l'intérieur au Ittehad (intégriste) de M. Rasoul Sayyaf.

Le conseil des cinquante et un qui doit recueillir le pouvoir du régime de Kaboul n'aura qu'une durée de vie très brève : deux mois. Sa composition, qui exclut toute représentation de l'ancien régime, fait une part belle aux chefs militaires de la résistance, qui y comptent trente représentants. Les ulémas (dignitaires religieux) y seront dix, tout comme les partis de Peshawar.

Chaque des dix formations politiques qui ont participé aux négociations — y compris les chiites — auront un nombre égal de représentants dans chacune de ces trois catégories. Cette disposition a été dénoncée par les chefs du Wahdat (front unifié de sept factions chiites de la mouvance de Téhéran), qui estiment inacceptable une représentation inférieure au quart des sièges (les chiites regroupent un peu plus de 15 % de la population). Mais, selon M. Rabbani, qui a présidé vendredi dans la nuit à Peshawar une

conférence de presse commune, l'accord ne devrait pas soulever de contestations violentes.

Des interprétations contradictoires sont cependant déjà données sur le point de savoir si des élections, ou toute consultation plus traditionnelle du peuple afghan, auront lieu. Mais l'accord du 24 avril a surtout pour vertu de mettre fin à la situation dangereuse qui régnait, depuis une semaine, aux abords de Kaboul, cernée, et même déjà infiltrée, par des groupes moudjahidins rivaux (voir le reportage de Bruno Philip).

L'entente de Peshawar s'est concrétisée au moment où arrivait à Islamabad le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali — une « coïncidence » qui doit beaucoup à la volonté unanime des islamistes de régler les problèmes de pouvoir « entre Afghans », sans interférence étrangère. Les premières réactions internationales n'en ont pas moins été positives.

J.-P. C.

Des milliers de moudjahidins sont déjà dans la capitale

KABOUL

de notre envoyé spécial

Les moudjahidins sont de plus en plus nombreux à s'installer dans la capitale, prenant le contrôle de la ville avant même la passation des pouvoirs entre l'ancien régime et le nouveau Conseil de cinquante et un membres, créé après l'accord, vendredi 24 avril, au Pakistan entre les factions de la guérilla islamiste. « Ils sont de deux mille à trois mille », selon le ministre de l'Intérieur, M. Paktin. A en croire certains commandants de la résistance rencontrés vendredi à la périphérie de Kaboul, ils seraient déjà « une dizaine de milliers ».

Quoi qu'il en soit, à Dost-e-Pachi, quartier excentré du Sud-Ouest, un nombre impressionnant de rebelles en armes, appartenant à la coalition chiite pro-iranienne du Wahdat, ont pris position. Ils ont installé leurs mitrailleuses sur les toits en terrasse. Au nord, dans la banlieue de Khalkhela, les hommes du commandant Massoud campent désormais très ouvertement. En ville, on commence à rencontrer leurs « jeeps » russes. Les soldats du « lion du Panjshir » sont en tenue camouflée, le « pakol » (bêret de laine rouille) vissé sur la tête. Leurs véhicules sont reconnaissables à un autocollant apposé sur les portes arrière « I love Jihad » (« j'aime la guerre sainte »), avec le cœur rouge remplaçant le mot « love ».

Vendredi soir, à Dost-e-Pachi, un traditionnel combat de coqs à Bagh-e-Behar, près de la tombe de marbre où est enterré l'empereur moghol Babur, originaire de Kaboul, un commandant du Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar déclinait son identité à plusieurs journalistes.

■ INDE : douze étrangers blessés dans un attentat à New-Delhi. — Un attentat à la bombe dans un restaurant de New-Delhi a fait quatre blessés — douze ressortissants étrangers et deux serveurs — le jeudi 23 avril. L'établissement visé est un restaurant à bon marché pour touristes situé près de la principale gare de la capitale indienne. Quatre Israéliens, trois Néerlandais, deux Britanniques, deux Allemands et un Canadien ont été blessés. La police soupçonne les séparatistes sikhs. — (Reuters).

■ SRI-LANKA : douze morts dans une explosion au nord de l'île. — Une puissante explosion survenue à Kombaddy, dans le nord de Sri-Lanka, a fait au moins douze morts et neuf blessés jeudi 23 avril. La déflagration a eu lieu dans une zone sous contrôle des Tigres de libération de l'Eléphant tamoul (LTTE). Il pourrait s'agir d'un accident, peut-être dans une fabrique de bombes du LTTE. — (AFP).

Le nouveau
afrique
asie

En quatre dans tous les magazines

● SÉNÉGAL. Interview exclusive d'Abdou Diouf

● MALI. Pas de risque de coup d'Etat

● NIGER. Volée d'armes

● NIGER. Un Premier ministre différent

● CONGO. Atmosphère trouble

● PALESTINE. Marche forcée vers la paix

12 des articles de l'hebdomadaire, les autres de la semaine

Le magazine, le journal et le livre

Spécialiser sur demandeur

2, rue de la Harpe
75013 Paris

Tous contre Hekmatyar

De fait, M. Hekmatyar fait ici l'unanimité contre lui, tant du côté de l'opposition que des « autorités » de la capitale. L'annonce de la formation d'un conseil de cinquante et un membres qui prendra le pouvoir rassure ici. La question qui demeure évidemment est : les moudjahidins obtiendront-ils des décisions de leur leader en exil depuis tant d'années au Pakistan ? Les chefs des sept formations sunnites de Peshawar n'ont en effet guère à gagner

en crédibilité. M. Hekmatyar, de son côté, a continué à jouer la confusion, par ses déclarations contradictoires. Il a ainsi annoncé n'être que « partiellement » d'accord avec la formation du conseil des cinquante et un, à la naissance duquel les siens ont travaillé au Pakistan. Le commandant Massoud, quant à lui, prend au sérieux son adversaire. Depuis son fief de Charikar, il vient d'envoyer en hélicoptère plusieurs centaines de ses combattants autour de Maidan-Shar, cette ville du sud de Kaboul, capitale de la province du Wardak, où sont massées les troupes du Hezb-i-Islami. « Si Hekmatyar ne veut pas entendre raison, six mille de mes hommes entreront dans Kaboul », a-t-il menacé.

BRUNO PHILIP

LOIN DES CAPITALES

Guerre des castes dans le Bihar indien

PATNA

de notre envoyé spécial

RÉPUTÉE « terre de toutes les corruptions », contrainte du sous-développement et de la violence, le Bihar, État surpeuplé (1) de la plaine ganétique, symbolise aujourd'hui le « mal indien ». Dans cette région infestée de bandes de grands chemins (dacoits), les attaques de bandes ne se comptent plus, les enlèvements sont monnaie courante.

Ici, on bourne les urnes, les policiers échangent leur poste, le dessous-de-table est une pratique banale. Mais il y a plus : depuis deux décennies, cette région est le théâtre de conflits sanglants entre propriétaires et paysans sans terre. Le bilan de cette « guerre des castes » ne cesse de s'alourdir : près de 8 000 morts depuis 1950.

Pendant la nuit du 12 au 13 février, des centaines d'individus armés jusqu'aux dents firent irruption dans le village de Bara, dans le Bihar central. Après avoir dynamité les portes des fermes et incendié plusieurs maisons, les agresseurs entraînèrent une trentaine de paysans au bord d'une mare voisine. « Nous allons vous tuer parce que vous êtes des Bhumiya » (Bhumiya : caste de propriétaires terriens), hurlaient les assaillants. A la lueur de la lune, les « condamnés » eurent la gorge tranchée à la faucille.

Depuis des temps immémoriaux

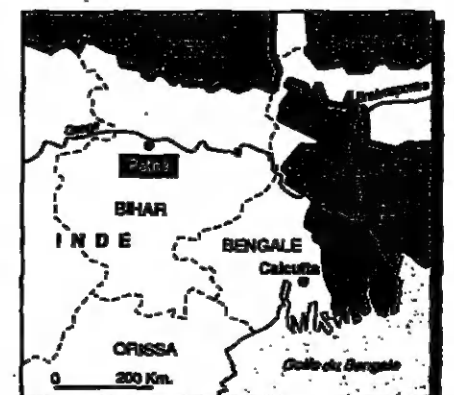
« Nous les avons suppliciés de nous épargner », raconte Sanjay Kumar, l'escapé du massacre. « J'étais pieds et poings liés. Je me souviens de cet homme penché au-dessus de moi. Il sentait l'alcool ; sa faucille a dérapé et m'a coupé l'oreille. J'ai senti le sang couler ; j'ai fait le mort. Le tueur m'a laissé pour aller en égorger d'autres. » On a retrouvé trente-trois cadavres dans les champs de blé. Deux autres paysans ont combattu à l'épée.

Quelques semaines plus tard, les trois castes Bhumiya de Bara n'ont plus sorti du village. Ils désignent, incrédules encore, les impacts de balles sur les murs, les débris de maisons calcinées : « Notre tort, c'est d'être des gens de haute caste, mais qu'y pouvons-nous ? » Un paysan nous attend sur la piste, loin des oreilles indiscrettes : « Nous connaissons les noms de certains criminels et de leurs chefs », confie-t-il.

Pour lui, les coupables sont des « intouchables » (hors caste) des villages voisins, militants du Maoïst Communist Center. Le MCC, qui déclare se battre pour la défense des droits des « opprimés », est l'un des groupes qui terrorisent le centre du Bihar. Mais l'affaire de Bara n'est que l'un des épisodes d'une vendetta : les Bhumiya ont, semble-t-il, été tués en représailles d'un mas-

sacre perpétré quelques mois plus tôt contre les hommes d'une milice d'indous de haute caste, qui avaient eux-mêmes assassiné des intouchables.

L'histoire est tragiquement répétitive : en décembre, des dizaines d'hommes âgés avaient débarqué à Mein et à Baran, deux hameaux de cette Inde éternelle qu'aucune route carrossable ne relie au monde extérieur. Dix membres supposés du MCC, tous des harjans (2), furent alors abattus d'une balle dans la tête. A Mein, la turie eut lieu dans la périphérie du bourg, domaine réservé depuis des temps immémoriaux aux intouchables, afin que leur contact ne souille pas le périmètre réservé aux brahmanes, « purs entre les purs ».



« Ils sont arrivés vers minuit. Ils ont emmené mon mari et mon fils, et ils sont allés les tuer un peu plus loin », raconte Rad Kumar Dev. Les femmes, assises devant des masures de pisé, parlent d'une voix à peine perceptible. Les hommes, eux, font des déclarations contradictoires. Personne, bien sûr, n'a entendu dire que Mein puisse être un foyer d'extrémisme. « Nos rapports avec les brahmanes sont bons », affirme un jeune homme. Pourquoi nous tueraient-ils ? Ils ont besoin de nous pour labourer leurs champs.

Même discours parmi les hautes castes, où l'on assure avoir vécu depuis des générations « en harmonie avec les intouchables ». Et un vieillard de rétorquer : « La guerre des castes n'existe pas. Tous les Biharis en sont les victimes. Les armées n'ont pas de caste. » Voilà ! Le massacre des harjans de Mein aurait été organisé par un certain Ramadhar Singh, alias Diamant, chef d'une sans (milice) de Bhumiya. Après la turie, des députés de basse caste ont été vus poussant au crime : « Régions leur compte à ces salauds de haute caste ! », aurait ainsi vociféré M. Papu Yadav, connu pour ses liens avec les « maotistes ». Au Bihar, la population est composée à 85 % de

gens de castes inférieures ou d'aborigènes, également méprisés. Les affrontements entre castes remontent aux années 20. Face aux zamindars, les grands propriétaires absentéistes du Nord, les Yadavs — la caste la plus nombreuse — ont peu à peu relevé la tête. Certains sont allés jusqu'à porter à l'épée le cordon sacré, symbole des brahmanes. A la suite de l'indépendance, les Yadavs ont récupéré les terres des zamindars musulmans qui avaient fui vers le Pakistan. Après la révolte de Naxalbari — village du Bengale où les maotistes, depuis lors dénommés « naxalites », avaient organisé leurs premières jacqueries en 1967 — les « damnés de la terre » biharis se sont organisés.

Dans cette région où certains harjans se nourrissent encore de rats, et où les paysans sans terre ont toujours été taillables et corvéables à merci, les maotistes ont évidemment trouvé un terrain favorable. Des milices sont nées. Des propriétaires ont à leur tour créé des armées privées, pour en finir avec cette « peste rouge ». En 1990, avec l'élection du Janata Dal, parti au credo socialiste, l'heure de la revanche parut avoir sonné pour les Biharis de basse caste et les intouchables. Aujourd'hui, la roue de la violence tourne éperdument.

Dans Patna, ville d'une puissante leideur, règne M. Laloo Prasad Yadav, le très controversé « ministre en chef » du Bihar. Il est accusé par ses adversaires d'attiser la rébellion contre les Bhumiya, afin de promouvoir les intérêts de sa propre caste des Yadavs et, surtout, ceux des castes encore inférieures à la sienne, dont le soutien est nécessaire à sa « révolution sociale », et à sa réélection. Les accusations pleuvent contre lui : « Nous avons les preuves qu'il travaille main dans la main avec des organisations criminelles », nous assure un responsable de la police, pour qui « la mafia a créé un gouvernement parallèle ».

« Le vieil ordre brahmanique est remis en question et rien ne sera plus jamais comme avant », conclut M. D. D. Guru, professeur d'économie à l'université de Patna. Mais s'il fut un temps où les groupes maotistes exprimaient de vagues revendications, ce n'est plus toujours le cas. A présent, certains harjans préfèrent travailler dans d'autres États s'ils estiment leurs salaires insuffisants. Le rapport de forces a changé. Une regrettable conséquence est que les groupes d'extrême gauche sont tombés aux mains de bandits, avec la bénédiction de politiciens. La guerre des castes est devenue une guerre de gangs !

BRUNO PHILIP

(1) Avec 80 millions d'habitants, le Bihar est l'État le plus peuplé de l'Inde après l'Uttar-Pradesh.

(2) Gandhi utilisait le terme de harjan (fils de Dieu).

هكمان النحل

PROCHE-ORIENT

Iran : l'adieu inavoué à Khomeiny

Oubliant sa vocation « sociale », la République islamique délaisse peu à peu l'héritage de son fondateur et se rapproche, sous la houlette de M. Rafsandjani, du modèle saoudien

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Dans la capitale iranienne, l'heure est à l'ouverture. Le voyageur qui débarque à l'aéroport de Téhéran est, dès sa descente d'avion, agréablement surpris. Alors qu'il y a quelques années il fallait passer plusieurs heures dans des queues interminables et humiliantes, en butte aux tracasseries des comités révolutionnaires et des gardiens de la révolution, tout est désormais prévu pour faciliter les différentes formalités d'entrée.

Certains de ces derniers ont été purement et simplement supprimés : plus de fouilles des valises, plus de déclarations de devises, exemptés à la loupe, si l'on emprunte le « passage vert » surmonté de l'inscription « Rien à déclarer ». Les sources et la courtoisie sont de rigueur et tout est bouclé en moins d'une demi-heure.

Le grand portrait de Khomeiny qui trônait dans le hall de l'aéroport a été remplacé par une immense publicité pour la compagnie allemande AEG. Nulle trace non plus du traditionnel et vindicatif « Down with the USA », ni des graffitis et caricatures anti-impérialistes et anti-américains qui ornaient le long mur de l'aéroport longeant la route qui conduit à Téhéran. Ils ont été remplacés sur les places de la capitale par des panneaux publicitaires vantant les mérites de tel ou tel produit « capitaliste ». On a même pu voir récemment en plein centre de la ville, la publicité (entièrement rédigée en anglais) d'un western omé (film portrait de Gary Cooper).

Le grand Satan américain reste cependant fustigé dans son ombre de l'ancienne ambassade dont les murs conservent l'inscription : « We will make America face a severe defeat » (« Nous infligerons une sévère défaite à l'Amérique »). Si les visiteurs du ministère de l'orientation ne font plus aux pieds le drapeau américain jadis peint au sol, on peut toujours voir dans les hôtels l'incontournable « Down with the USA », un mot d'ordre que représentent en chœur les fidèles aux prières du vendredi, à l'université de Téhéran.

Pour combien de temps encore ? Il ne fait pas de doute que ces dernières manifestations anachroniques d'anti-américanisme sont condamnées à disparaître rapidement dans un pays où le dollar est roi. Dans le quartier des antiquaires de Ferdousi, face à l'ambassade de Grande-Bretagne, les vendeurs de devises n'ont que le mot de « dollar » à la bouche. Ils cèdent le billet vert

aux Iraniens au taux de change flottant de 1.450 rials (contre 70 rials au tarif officiel), soit presque le taux consenti par les banques aux étrangers.

Sans la distribution de cette masse en devises, tolérée par les autorités, l'économie de marché préconisée par le président Rafsandjani ne serait pas possible. Le résultat de la « dollarisation » de l'économie iranienne se remarque dans les magasins qui regorgent de produits importés, c'est-à-dire à des prix inabordablement pour le commun des Iraniens.

Un pouvoir d'achat laminé

D'où les griefs de l'homme de la rue qui se plaint de gagner sa vie en rials et de payer ses achats en dollars. Avec un taux annuel d'inflation généralement estimé à plus de 40%, le pouvoir d'achat des couches défavorisées de la population est laminé. Pour un fonctionnaire, dont le salaire moyen avoisine 60 000 rials, le kilo de viande, qui approche 5 000 rials, constitue presque un produit de luxe. Il en est de même pour la plupart des autres produits alimentaires de première nécessité, à l'exception de celui du pain maintenant autoritaire-

ment à un prix abordable. D'autres produits tels que le riz, le sucre, l'huile ou le tabac sont subventionnés par l'État et distribués en quantité limitée par les réseaux des mosquées.

Mais les subvides coûtent cher à l'économie iranienne - près de 15 % du budget de l'État - et les autorités soignent à les supprimer sérieusement. Les responsables font montre cependant d'une extrême prudence en la matière et ne procèdent que graduellement, avec le souci évident de prévenir une explosion sociale.

En attendant, pour pouvoir survivre, les Iraniens se débrouillent comme ils peuvent. Ceux qui ne se livrent pas à une spéculation très fructueuse cumulent plusieurs emplois pour boucler le budget familial. Cela n'est pas l'apanage des déshérités. Un ingénieur qui gagne près de 300 000 rials par mois - soit pourtant un excellent salaire ici - a vu consacrer son après-midi à un autre emploi qui lui rapporte près de 200 000 rials. C'est le seul moyen, dit-il, de payer le loyer de sa modeste demeure - deux pièces et un séjour (400 000 rials). Il lui reste tout juste 100 000 rials pour nourrir et vêtir sa famille.

« Mangez des carottes. Elles sont bon marché », conseillait récemment un des candidats de droite aux habitants du quartier de Yafah, dans le sud déshérité de Téhéran, qui se

plaignaient de la cherté de la vie. Une remarque malheureuse car il y a belle lurette que les *mostaghil* (les déshérités) - et ceux qui le sont moins - ont pu mesurer la tentation corruptrice que n'a épargnée aucun des deux camps politico-religieux en présence lors des récentes élections législatives.

La défaite des radicaux à ce scrutin n'aura surpris personne. Elle était « programmée » de longue date par M. Rafsandjani qui souhaitait se débarrasser d'un Parlement rétif et qui a tout fait pour atteindre son objectif. Le Majlis sortant, dominé par les khomeinistes purs et durs était devenu le dernier obstacle au pouvoir absolu du président. En août 1989, après son élection à la tête de l'État, il avait constitué un « cabinet introuvable » composé de technocrates triés sur le volet parmi lesquels figuraient de nombreux cadres apolitiques formés en Occident, en particulier dans les universités américaines.

« Islam à l'américaine »

Débarassé de tous ses adversaires radicaux, il disposait déjà de pouvoirs presque illimités afin de mener à bien la tâche qu'il s'était fixée :

reconstruire l'économie du pays et ouvrir l'Iran vers l'étranger. Chassés du gouvernement, les radicaux le furent bientôt, en octobre 1990, de l'Assemblée des experts, cette institution qui décide, théoriquement du moins, le droit de démettre le « guide de la République », l'ayatollah Khomeini.

En outre, les six religieux, membres du Conseil de surveillance de la Constitution, soigneusement choisis par M. Khomeini parmi les plus conservateurs du clergé traditionnel, avaient désigné à l'avance l'issue d'un examen humiliant les candidats radicaux, dont des dignitaires religieux de haut rang, sous prétexte qu'ils n'avaient pas les connaissances théologiques nécessaires et la réputation de vertu requises pour faire partie de cette docte assemblée d'experts. Une opération que ces mêmes gardiens de la Constitution viennent de rééditer en reculant près de quatre-vingt candidats radicaux avant même le premier tour des élections (le second tour aura lieu en mai).

L'élimination des radicaux du Parlement est cependant une arme à double tranchant. Le troisième Majlis, qui en fin de compte n'a pas sérieusement entravé les projets de M. Rafsandjani, offrait un exutoire au mécontentement populaire. Celui-ci risquait désormais de s'exprimer sur la place publique. En outre, les détenteurs actuels du pouvoir ne

pourront plus rejeter sur l'opposition parlementaire la responsabilité de l'échec éventuel de leurs projets.

Il est vrai que le président Rafsandjani, solidement appuyé par l'ayatollah Khomeini, disposera d'une plus grande marge de manœuvre pour mener à bien son entreprise que certains ici qualifient de « déthéocratisme rampant », qui n'est pas dire son nom. Mais il devra aussi tenir compte de l'avis de ses alliés du clergé traditionnel ultraconservateur et du Bazar qui font aidé à remporter la bataille électorale et qui constituent sa nouvelle base sociale.

La libéralisation de la société iranienne n'est donc pas pour demain. Le grand ayatollah Golpaygani, appuyé par la toute-puissante Ligue des théologues de Qom, organisme qui regroupe tout ce que l'Iran compte de religieux ultraconservateurs, avait donné le ton en lançant à la veille des élections un avertissement à peine déguisé au président Rafsandjani.

Soulignant qu'il participait au scrutin dans le seul but de préserver « les acquis islamiques de la révolution », cet influent dignitaire avait insisté sur le strict respect des prescriptions du Coran dans la vie quotidienne (charia, port du tchador, interdiction de l'alcool, etc.). De son côté, M. Asghar-Awadi, l'un des chefs de file de l'association économique du Bazar, tout aussi attachée au rigorisme religieux, s'adressait devant des journalistes étrangers qu'aucun loi opposée à l'Islam ne devrait être tolérée à moins d'être approuvée par le Conseil de surveillance de la Constitution.

L'amélioration du sort des « déshérités », pour qui s'est faite la révolution khomeiniste, ne semble plus à l'ordre du jour. Ainsi que l'affirmait récemment M. Jaleddine Farsi, l'un des idéologues de la nouvelle droite ultraconservatrice : « Pour l'Islam, la richesse n'est pas un mal en soi et il n'y a aucune raison de qualifier les riches de mauvais, d'indigents et d'arrogants ». En somme, « l'enrichissement n'est pas un mal d'ordre intermédiaire par le Coran ».

Ainsi ceux que l'imam Khomeiny qualifiait de tenants de l'« islam à l'américaine » ont le vent en poupe à Téhéran. « Tout indique, note un fin observateur des affaires iraniennes, que nous nous acheminons vers un régime religieux, selon le modèle saoudien : ouvert à l'Occident, mais conservateur et rigoureux sur le plan social et religieux ».

JEAN GUEYRAS

La reprise des négociations de paix israélo-arabes

Washington accorde des visas à quatre membres de l'OLP

Les délégations jordanienne et palestinienne aux négociations bilatérales de paix israélo-arabes ont quitté Amman le vendredi 24 avril pour Washington, où doit s'ouvrir lundi la cinquième session de ces pourparlers.

Entre-temps, les États-Unis ont annoncé avoir accordé des visas à quatre membres de l'OLP pour suivre cette session en dérogation à la loi qui empêche les membres de la centrale palestinienne de se rendre aux États-Unis. MM. Nabil Chahat, proche conseiller de M. Yasser Arafat, Tayssir Atouti, Akram Haniye et Azmi Schwaib ont déjà suivi une ou plusieurs sessions de négociations sur le Proche-Orient qui se sont tenues dans la capitale fédérale. Cer-

tains d'entre eux font partie de la « commission d'orientation » de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix.

En revanche, les autorités israéliennes ont interdit à l'un des conseillers de cette délégation, M. Mohamed Hourani, résident de Hébron (sud de la Cisjordanie), de quitter les territoires occupés. M. Hourani a affirmé qu'il s'était vu signifier cette interdiction le jeudi 23 avril, sans explication, alors qu'il s'apprêtait à quitter la Cisjordanie pour Amman par le pont Atef sur le Jourdain. Les Israéliens l'accusent d'être un activiste du Fatah, principale composante de l'OLP. (AFP, Reuters)

A l'occasion de l'anniversaire du génocide de 1915

Grande affluence à la manifestation des Arméniens à Téhéran

La rivalité et les tensions actuelles entre l'Iran et la Turquie ont coïncidé avec une affluence particulière à la traditionnelle manifestation des Arméniens à Téhéran marquant l'anniversaire du génocide de 1915. Les organisateurs ont estimé à 80 000 le nombre des manifestants qui ont écouté, sous une pluie battante, un discours de l'archevêque Ardak Manoukian. La communauté arménienne en Iran compterait quelque 200 000 personnes. Brandissant les portraits du président Rafsandjani, du « Guide de la révolution », Ali Khamenei, et de l'imam Khomeiny, les manifestants expriment leur solidarité avec les Arméniens du Haut-Karabakh en dénonçant l'« hé-

gémonisme » d'Ankara, « mercenaire des États-Unis et du régime sioniste ».

Alors que le conflit du Haut-Karabakh ne connaît aucun répit avec son cortège quotidien de morts, les dirigeants arméniens de l'enclave ont refusé cette semaine de participer à une rencontre entre responsables d'Erevan et de Bakou proposée par la Russie, réclamant d'être auparavant reconnus comme interlocuteurs à statut égal. La médiation de la CSCE est aussi au point mort, sans date annoncée pour la conférence prévue à Minsk. Mais l'Iran, dont la médiation aurait ces jours-ci la faveur des Arméniens, a annoncé qu'il relance ses efforts. (AFP, UPI, Tass)

AFRIQUE

SOMALIE

L'ONU a décidé d'envoyer cinquante observateurs à Mogadiscio

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité, vendredi 24 avril, à New York, le déploiement immédiat dans Mogadiscio de cinquante observateurs non armés, pour surveiller l'application du cessez-le-feu, conclu le 3 mars, par les deux principales factions en conflit dans la capitale somalienne. En revanche, l'envoi de cinq cents soldats armés, chargés d'escorter les convois humanitaires et d'assurer la sécurité lors de la distribution des secours, n'a reçu qu'un accord de principe.

Les quinze membres du Conseil, tout en estimant que l'envoi de cette mission militaire devait avoir lieu « le plus tôt possible », ont souhaité qu'il soit d'abord approuvé par les factions somaliennes. Les effectifs de cette « force de sécurité » feront l'objet de négociations avec le « président » intérimaire, M. Ali Mahdi, et son rival, le général Mohammed Aliid. Ce compromis a été adopté après plusieurs heures de consultations, jeudi, au sein du Conseil. Les États-Unis n'ont pas caché leurs réticences devant le coût de cette nouvelle opération - estimé à 23 millions de dollars pour les six premiers mois.

Certains membres du Conseil ont également exprimé leur crainte que ce contingent de soldats ne soit que l'avant-garde d'une vaste opération de maintien de la paix, qui deviendrait nécessaire, par la suite, pour venir à bout du conflit somalien. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali,

souhaitant, quant à lui, que la situation de la Corne de l'Afrique soit traitée avec la même urgence que d'autres régions du monde, comme, par exemple, la Yougoslavie.

Afflux de réfugiés au Kenya

Sur le terrain, le sort de dizaines de milliers de réfugiés, fuyant l'insécurité et la famine qui sévissent en Somalie, mais aussi en Éthiopie et au Soudan, est devenu catastrophique. Selon le Haut-Commissariat chargé des réfugiés auprès des Nations unies (UNHCR), le nombre de ces réfugiés, affluant désormais au Kenya au rythme de huit mille personnes par jour, atteint les cent quatre-vingt mille. Dans le camp de Walda, qui abrite, dans le nord du Kenya, près de quarante mille civils, le nombre des décès, recensés la semaine dernière, était

de cent cinquante-deux - dont 80 % d'enfants, âgés de moins de cinq ans.

Le HCR prévoit que, d'ici le début de l'été, quelque trois cent cinquante mille réfugiés seront arrivés au Kenya, dont les capacités d'accueil sont déjà sérieusement éprouvées. Pour faire face à la situation, le HCR, qui dispose de 15 millions de dollars, estime qu'il lui faudra 35 millions de dollars supplémentaires.

La situation paraît tout aussi désastreuse dans l'est de l'Éthiopie, notamment dans la région de l'Ogaden, où une cinquantaine de personnes meurent de faim chaque jour, a indiqué, vendredi, le relais éthiopien. Le pronostic n'est guère meilleur en Ouganda, où quelque quatre-vingt mille Soudanais ont trouvé refuge depuis le début de l'année, selon les estimations du HCR à Kampala. (AFP, Reuters)

□ DJIBOUTI : l'opposition dénonce l'« intransigence » du régime. - Les opposants du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) ont dénoncé, vendredi 24 avril, la « totale intransigence » du régime, protestant, notamment, contre la récente décision du Parlement de proroger de cinq ans le mandat des députés. Le FRUD a accusé le gouvernement d'avoir « sabordé la mission de M. Paul Djoudj (directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay) en remettant en prison le porte-parole du FRUD », à Djibouti, le Dr Abbès

Ebo Adou, et « en maintenant le blocus alimentaire » dans les régions contrôlées par la guérilla. (AFP)

□ CONGO : les élections locales sont reportées au 3 mai. - Les élections locales et municipales, prévues dimanche 26 avril, ont été reportées au 3 mai, a-t-on annoncé, vendredi, de source officielle, à Brazzaville. Cette décision a été prise pour des raisons pratiques, de nombreuses cartes d'électeurs n'étant pas encore parvenues dans les circonscriptions, notamment dans le nord du pays. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

L'ANC a rejeté les propositions du président De Klerk

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a rejeté, samedi 25 avril, les propositions faites, jeudi, par le président Frederik De Klerk, prévoyant l'élection au suffrage universel d'un conseil exécutif transitoire (le *Mandate* du 25 avril).

Selon M. Mandela, ces propositions montrent que le Parti national (NP, au pouvoir) et le chef de l'État « ne sont toujours pas prêts à accepter les conséquences d'un système véritablement démocratique ». Le dirigeant de l'ANC a renouvelé sa demande de l'élection d'une Assemblée constituante, chargée de gouverner le pays pendant la phase de transition. (AFP)

BIRMANIE

Le nouveau chef de la junte annonce un dialogue avec l'opposition

Le nouveau chef du conseil militaire de Rangoun, le général Than Shwe, a été nommé premier ministre le vendredi 24 avril. Le radio birmois a annoncé que la nouvelle junte ouvrira dans les deux mois des discussions avec les chefs de l'opposition. Une convention nationale sera ensuite convoquée dans les six mois pour élaborer une nouvelle Constitution. Enfin, le pouvoir serait transféré à des

civils. Le général Than Shwe a succédé le 23 avril au général Saw Maung, démissionnaire « pour raisons de santé ».

La radio a également annoncé la prochaine libération de prisonniers politiques. Elle a précisé que les bénéficiaires de cette mesure seraient des personnes considérées comme peu susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale. Il s'agit des premières libérations depuis la prise du pouvoir par les militaires en septembre 1988, survenue après la sanglante répression d'un mouvement démocratique. Le conseil militaire n'avait jamais reconnu l'existence de détenus politiques.

La principale prisonnière de conscience est M^{me} Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis juillet 1989. M^{me} Suu Kyi a obtenu en 1991 le prix Nobel de la paix, pour son opposition pacifique à « un régime caractérisé par la brutalité », selon les termes du comité Nobel. (AFP, Reuters)

MALI

Le procès de Moussa Traoré devrait s'ouvrir le 30 avril

L'ancien président Moussa Traoré, déposé en mars 1991, sera jugé à partir du 30 avril, à Bamako, a annoncé, vendredi 24 avril, l'hebdomadaire indépendant les Échos. L'ancien chef d'État et une trentaine de dignitaires de son régime devront répondre de l'accusation de « crimes de sang », perpétrés contre environ deux cents personnes.

L'identité des trois magistrats

désignés pour ce procès n'a pas été révélée, pas plus que le lieu du procès. De source judiciaire, on indique qu'il pourrait se tenir dans la minuscule salle du palais de justice de Bamako, qui dispose d'à peine deux cents places. Un avocat français, M^{me} Jacques Vergès, devrait participer à la défense. L'annonce de ce procès a été publiée deux jours avant le second tour de l'élection présidentielle, prévu dimanche 26 avril. (Reuters)

NICARAGUA

Trois morts lors d'affrontements entre la police et d'anciens sandinistes

Trois personnes sont mortes et plusieurs autres ont été blessées, après une intervention de la police nicaraguayenne, vendredi 24 avril, à Esteli (nord du pays), où s'étaient retranchés quelque cinq cents anciens combattants. Les victimes font partie d'un groupe de soldats sandinistes démobilisés, qui ont fait alliance avec d'anciens combattants de la Contra pour réclamer au gouvernement des terres, du travail et des crédits bancaires, promis à la fin de la guerre civile. Ensemble, ils bloquaient pacifiquement depuis mercredi l'accès à la localité, ainsi que celles de deux communes voisines.

Le mouvement avait pris naissance le mois dernier à Ocotal, ville qui avait été occupée pendant une semaine. Les incidents de vendredi se sont produits quand les forces de l'ordre ont tenté de disperser les anciens combattants. Ces derniers ont, selon la police, tiré les premiers. (AFP, UPI)

POLITIQUE

Le débat sur la révision de la Constitution et sur la ratification du traité de Maastricht

M. Barre met en garde « ceux qui seraient tentés pour responsables d'un échec » de l'Union européenne

M. Raymond Barre, député (apparenté UDC) du Rhône, a déclaré, vendredi 24 avril, devant l'Association de la presse anglo-américaine à Paris, que la révision constitutionnelle et la ratification du traité de Maastricht, qu'il appelle de ses vœux, devraient passer sans « difficultés majeures » l'épreuve du Parlement, « qui suppose une large approbation des partis de l'opposition ». M. Barre, qui a indiqué dans le *Monde* du 25 avril sa préférence pour un référendum sur la révision et la ratification, estime que la droite votera en faveur du traité, même s'il y a actuellement « beaucoup de discussions confuses », parce que « tous ceux qui ont des espoirs, des intentions, auraient des problèmes ultérieurs s'ils étaient tenus pour responsables d'un échec ».

Mme Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, qui aurait préféré, elle aussi, « que l'on puisse faire un référendum et qu'il y ait un long débat pendant plusieurs semaines », a déclaré vendredi, sur France-Inter, que « le texte du gouvernement pour la révision constitutionnelle est satisfaisant ». « Très étonné » des positions de M. Jacques Chirac, président du RPR, sur le référendum, Mme Veil, favorable à la ratification, estime qu'un débat parlementaire, s'il est bien repris par les médias, permettra d'informer les Français et de faire en sorte que l'on se prononce sur Maastricht et pas sur autre chose ».

Egalement favorable à une procédure référendaire, Mme Christine Boutin, députée (UDC) des Yve-

lines, a fait entendre une note discordante au sein de la famille centriste en indiquant, vendredi, que, si M. François Mitterrand avait proposé « une consultation par voie de référendum sur la réforme constitutionnelle et la ratification du traité de Maastricht », elle aurait « voté contre ». M. Boutin, qui figure parmi les proches de M. Barre, a émis « les plus grandes réserves » sur le traité relatif à l'Union européenne, qui installe, selon elle, « le déséquilibre entre l'Europe des riches et celle des pauvres » et qui « porte en lui des germes de tension ».

Du côté du Parti socialiste, M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, se prononce, dans le bulletin hebdomadaire *A gauche* (daté 23 avril), en faveur de la ratification du traité de Maastricht. animateur du courant Gauche socialiste, qui s'était rapproché, après la guerre du Golfe, du courant de M. Jean-Pierre Chevènement, Socialisme et République — hostile à Maastricht et dont certains membres sont signataires d'un manifeste demandant la renégociation du traité, — M. Mélenchon ironise sur « les gesticulations de ceux qui veulent renégocier un compromis international (...) pour plaire aux clients de leurs petites cantines ». Il estime qu'avec le traité « c'est la lutte pour la citoyenneté européenne qui est à l'ordre du jour ». « C'est bien en fondant l'Europe comme nation de citoyens que nous retrouverons une prise réelle sur le marché », conclut M. Mélenchon.

EN BREF

■ M. Bérégovoy gagne seize points dans le baromètre IPSOS-Le Point. — Une enquête effectuée par IPSOS et publiée par le *Point* (daté 25 avril-1^{er} mai) indique que 35 % des Français « se sentent proches » de M. Pierre Bérégovoy, soit une hausse de 16 points par rapport au mois précédent. Une majorité de Français (45 %) se déclarent, en revanche, « éloignés » du premier ministre. M. Bérégovoy bénéficie dans une large mesure de « l'effet d'exposition » lié à sa nomination à Matignon. Ce sondage a été réalisé du 6 au 9 avril — quelques jours seulement après cette nomination, le 2 avril — auprès de mille personnes.

■ M. Barre critique la suspension des essais nucléaires. — M. Raymond Barre, député (apparenté UDC) du Rhône, invité de l'Association de la presse anglo-américaine, vendredi 24 avril, a déclaré que, « sur le plan de la procédure », le chef de l'Etat avait eu tort de suspendre les essais nucléaires dans le Pacifique. « Je ne pense pas que le président a eu raison [de prendre] sa décision de manière unilatérale, sans attendre que les autres pays aient répondu », a-t-il expliqué, en se demandant, sans vouloir faire de « mauvais esprits », si le succès des écologistes aux élections régionales « n'a pas quelque lien avec la décision qui a été prise ».

LIVRES POLITIQUES

A LORS que se dessine un nouvel ordre mondial, dominé par les Etats-Unis, et un nouvel ordre européen, qui risque de l'être par l'Allemagne, que devient « l'exception française », dont nous avons fait une composante de notre identité ? La question est posée par Christian Saint-Etienne, qui, dans une brillante et sévère démonstration, affirme que cette fameuse exception, illustrée par une vision étatique, latente et universaliste de l'action politique nationale « s'est effondrée dans les années 80 ». La plus grave, selon lui, est que l'Etat-nation français s'achemine, comme si de rien n'était, vers « une mutation de son rôle et une réduction de sa puissance sans équivalent dans notre pays », alors qu'il faudrait préparer et inspirer « une exception européenne ».

L'auteur met en accusation « le modèle de pensée et d'action des élites françaises », toutes couleurs politiques confondues, qui, après les crises de 1973 et de 1979, furent incapables de passer « d'un modèle de croissance quantitative et dirigiste, à profitabilité structurelle faible de l'activité productive, qui était pertinent durant les Trente Glorieuses, à un modèle de croissance qualitative et stratégique, à profitabilité structurelle forte (...), alors que triomphait l'ordre libéral, l'économie de marché et l'anti-étatisme économique dans le monde et que vont tomber les frontières physiques, techniques et fiscales en Europe ». Il dénonce le système de gestion paritaire qui a abouti aux impasses actuelles dans le domaine social, la cogestion (avec les syndicats d'enseignants) qui a écartelé le primaire et le secondaire entre leurs missions d'intégration et de sélection et engagé le supérieur

S'il s'agit de réformer...

dans des orientations qu'il juge absurdes.

Christian Saint-Etienne souhaite que l'Etat cesse de gérer pour devenir le coordinateur et le stratège des autorégulations sociales, locales et professionnelles. Il ébauche un programme de gouvernement mettant notamment en œuvre la privatisation des nationalisations (dont l'Etat conserverait 35 % des parts gérées par une holding) ; une décentralisation au niveau des régions de toutes les fonctions étatiques, avec une régionalisation à ce même niveau des actions collectives locales ; l'introduction de l'impôt à la source sur tous les revenus et la réduction des charges des entreprises ; la décentralisation de la gestion des personnels de l'enseignement (la définition des programmes restant nationale et fondant la sélection sur une base technique et professionnelle avec une formation générale minimale mais susceptible de se transformer en facteur de promotion) et l'autonomie des universités et centres de recherche.

A partir de cette rénovation de l'Etat et de « la promotion d'une modernité humaniste et universaliste » se dessinerait, selon Christian Saint-Etienne, une nouvelle exception française qui pourrait prendre une dimension européenne à travers une confédération franco-allemande fondant « une République du Rhin ».

Sans aller aussi loin que ce projet ambitieux, d'autres auteurs avancent leurs analyses et leurs propositions pour remédier à ce qui ne va pas en France, pour

Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

(Suite de la première page)

Il serait plus sage d'abroger tout simplement le titre XII qui n'a plus de raison d'être et de n'avoir désormais qu'un seul titre qui s'appellerait « De la Communauté européenne ». De même, le titre XIII concernant les accords d'association ne paraît plus nécessaire. Une toilettage pourrait être entrepris.

« Ce toilettage pourrait-il être effectué à l'occasion de la révision de la Constitution, que M. Mitterrand nous annonce pour la fin de l'année ? »

Oui, sans doute. Mais l'inconvénient de cette méthode serait de changer deux fois au cours d'une même année la structure de notre Constitution et la numérotation de ses articles.

« Une confusion entre compétence et souveraineté »

« Revenons-en à la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Le projet gouvernemental vous paraît-il satisfaisant ? »

Le nouvel article de la Constitution qu'on nous propose est à la fois précis dans sa référence au traité de Maastricht et vague dans la définition des transferts de compétence. Sans doute trop limité et trop vague à la fois. Il évoque en effet « le traité sur l'union européenne signé le 7 février 1992 ». Notre Constitution est un texte permanent et solennel qui ne renvoie à aucun traité particulier. On le définit quelque peu en y introduisant cette référence à un traité. On le fait de surcroît en des termes relativement flous qui peuvent donner à l'opinion l'idée que l'on prépare des « transferts de compétence » très importants.

On établit une confusion entre deux notions : s'il y a nécessité d'une modification constitutionnelle, ce n'est pas à cause des transferts de compétence mais à cause des transferts de souveraineté. Les transferts de compétence, lorsqu'il s'agit de compétences administratives, sont la conséquence normale de nombreux traités internationaux et n'exigent pas de modification constitutionnelle.

Lorsque nous signons par exemple un traité international sur l'organisation du trafic aérien ou sur le fonctionnement du système international des télécommunications, nous acceptons des transferts de compétence administratifs.

Le cas du traité de Maastricht est particulier. C'est la contradiction qui surgit entre ce traité et l'article 3 de notre Constitution, aux termes duquel le droit de vote est le privilège exclusif des citoyens français, ou encore la disposition de l'article 105 A du traité qui réserve à la Banque centrale européenne le droit d'autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté, droit qui était jusqu'ici exercé librement par la Banque de France, qui nous oblige à réviser la Constitution.

On, le texte présenté par le gouvernement parle d'une manière globale des « transferts de compétence nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire », sans se limiter à ceux qui contredisent explicitement notre Constitution. Il me semble que, si nous devons rester dans cette voie, il faudrait restreindre davantage le texte de l'article proposé en ne visant que les transferts de compétence du traité de Maastricht qui comportent un véritable transfert de souveraineté. Il n'y aurait, je crois, en matière monétaire, que deux dispositions du traité à entrer dans ce cas : l'article 105 A, qui stipule que la Banque centrale européenne sera seule habilitée à autoriser l'émission des billets de banque dans la Communauté, et les articles relatifs au passage à la monnaie unique. Pour tout le reste, nous en resterions à la procédure normale utilisée pour les traités internationaux.

Si le gouvernement ne se précipite pas à une réflexion de ce type, l'opposition, très sournoise sur cette affaire de la monnaie commune, peut-elle envisager une autre solution ?

On aurait pu imaginer une autre approche : celle d'un article de la Constitution réaffirmant la souveraineté générale du peuple français, mais introduisant la possibilité, dans le cadre de l'union de l'Europe, d'exercer en commun certains nombre de compétences, dans les limites strictes des accords signés et ratifiés, et renvoyant à un texte de loi organique les modalités

d'exercice de ces compétences. Dans le cas de la monnaie, par exemple, on accepterait le principe de la monnaie unique, en stipulant que les dispositions particulières à prendre concernant les conséquences à en tirer sur le fonctionnement de notre système monétaire seraient appréhendées par une loi organique. Un système comme celui-ci affirmerait dans notre Constitution le caractère éminent de la souveraineté nationale, tout en prévoyant le cas où des dispositions des accords d'union européenne nous amèneraient à exercer en commun cette souveraineté. Ce qui pourrait se concevoir aujourd'hui pour la monnaie pourrait également l'être demain pour la défense ou les institutions.

« Un consensus sur le droit de vote »

« Une loi organique concernant la monnaie devrait-elle être élaborée rapidement ou être présentée le moment venu ? »

Le moment venu ! Etant clairement entendu que ces lois organiques ne pourraient jamais se mettre en contradiction avec les obligations convenues dans les traités. Il doit être bien clair que ces lois ne rendraient pas conditionnels les engagements du traité.

D'autres questions sont aujourd'hui posées. Faut-il introduire le principe de subsidiarité dans la Constitution ?

Le traité est satisfaisant sur ce point, puisqu'il reprend intégralement la disposition que j'ai défendue au nom du Parlement européen. Si nous entrons dans le cadre juridique nouveau dont je parle, nous pourrions inclure ce principe dans les lois organiques, voire dans l'article de la Constitution, et permettre de cette façon aux instances judiciaires — la Cour de justice européenne et le Conseil constitutionnel français — de se prononcer sur le cas échéant sur le respect de ce principe, qui limite, comme vous le savez, le développement abusif des compétences au niveau de l'Union.

La question de l'éligibilité des ressortissants de la Communauté reste un point de divergence sérieux entre le RPR et l'UDF. Comment l'aborder-vous ?

Une sorte de consensus se dessine sur le droit de vote des Européens aux élections municipales et européennes. Par contre, la question de l'éligibilité, dans l'état de notre culture, n'est pas à l'heure actuelle généralement acceptée pour ceux qui exercent un pouvoir local. Le texte du gouvernement exclut les maires et les adjoints, ce qui est sage. On peut se demander s'il est nécessaire de maintenir l'éligibilité pour des conseillers municipaux d'une sorte de deuxième collège. Le Parlement devra en débattre. Juridiquement, le gouvernement a des arguments de son côté. Car, pour les maires et les adjoints, nous pouvons nous appuyer sur un fondement juridique pour demander l'exception au traité de Maastricht, ce qui n'est pas le cas pour les conseillers municipaux. En revanche, l'élection au Parlement européen ne soulève, à mon sens, aucune difficulté.

Le RPR a mis en avant aussi le problème des visas. Y a-t-il vraiment problème ?

Cette question devra également être approfondie. Elle ne se pose pas dans les termes que beaucoup imaginent. Ce qui est sensible à l'opinion, ce sont les titres de séjour permanents, permettant aux étrangers de s'installer et de travailler dans un pays de la Communauté européenne. Or ces titres de séjour permanents ne sont pas visés par le traité qui ne porte que sur les visas d'entrée. Il faut bien admettre que le texte, là encore, n'est pas très clair. Constatons que ce qu'on imagine, l'objectif du texte est de décider que des visas sont obligatoires pour pénétrer dans la Communauté. De ce point de vue, il apparaît plutôt restrictif.

Il est vrai qu'ensuite, à partir d'un certain délai, les modalités de ces visas pourront être décidées à la majorité des pays participants, et donc échapper à la règle de l'unanimité, et par conséquent, au pouvoir strictement national. Cette disposition a été introduite en réalité par les pays, comme l'Allemagne, qui désiraient imposer une politique restrictive des visas aux pays jugés par eux trop laxistes. Mais on peut craindre que ce dispositif ne puisse un jour jouer en sens contraire. A condition qu'il soit précisé de façon solennelle qu'il s'agit effectivement de visas d'entrée dans la Communauté, et non pas des titres de séjour qui restent de la compétence nationale, les dispositions du traité me paraissent acceptables.

« Avez-vous le sentiment que les enjeux de ce débat soient parfaitement mesurés par les Français ? »

Je crois qu'à la fin des fins, il faudra dire aux Français deux choses essentielles. D'abord que l'idée de l'union de l'Europe est une idée française. Si nous refusons finalement d'approuver le traité qui fait franchir une nouvelle étape à l'union de l'Europe, nous donnerons le signal d'un coup d'arrêt à ce qui a été pendant quarante ans une idée constante de la France. Ensuite leur expliquer que si nous ne ratifions pas le traité de Maastricht, nous risquons d'assister à un démantèlement progressif de la Communauté.

Il faut être conscient que le pays pour lequel la ratification de Maastricht représente l'effort le plus grand, ce n'est pas la France. C'est l'Allemagne ! Nous demandons à l'Allemagne, très attachée à la réussite et à la suprématie du deuschemark, d'y renoncer pour se rallier à la monnaie européenne. Si nous disions que, nous-mêmes, nous n'en voulons pas, l'écho sera tel de l'autre côté du Rhin qu'il n'y aurait plus de base pour repartir dans une nouvelle négociation.

« Des négociations conduites dans un esprit ouvert »

« L'opposition, elle-même, en est-elle véritablement consciente ? »

Dans cette affaire, je veux servir deux causes : aboutir à la ratification du traité de Maastricht, nécessaire au progrès de l'union de l'Europe, et maintenir l'union de l'opposition, indispensable au succès de la prochaine alternance politique en France. Cela veut dire que l'UDF doit se montrer capable d'entraîner et de convaincre ses partenaires. Ce qui suppose, de notre part, une grande force de conviction mais aussi une grande capacité d'écoute, afin de tenir compte des réticences et des arguments exprimés par nos partenaires du RPR et d'aider à ce que les textes adoptés en tiennent compte.

« Avez-vous abandonné votre souhait de voir s'établir une large concertation sur ce terrain européen avec le pouvoir ? »

Cette concertation me paraît toujours aussi souhaitable. Je crois que le pouvoir, qui aura besoin du concours de l'opposition pour aboutir, devra la proposer à un moment ou à un autre. On verra sous quelle forme. Si les choses se bloquaient, si le gouvernement adoptait une attitude trop rigide, la ratification deviendrait plus difficile. Il est important que les négociations soient conduites dans un esprit ouvert. En Allemagne, le chancelier Kohl, avant de déposer son projet, a reçu longuement les ministres-présidents des Länder qui, à part deux d'entre eux, appartiennent au SPD, c'est-à-dire à l'opposition.

Si ce débat se passe bien, la vie politique de la France en retiendra un mieux, en montrant la capacité de notre système politique à traiter soigneusement et sérieusement un grand sujet. Mais le débat sur l'Europe ne sera pas clos pour autant. Quel sera le degré de compatibilité entre le maintien d'une identité française forte, active, rayonnante, et notre participation à un fonctionnement efficace de l'union de l'Europe ? Il me semble que le pouvoir actuel n'a pas poussé assez loin son analyse, notamment sur la définition des compétences qui devront rester nationales et locales et sur celles qui devront être exercées en commun au niveau de l'Union. Enfin la question des institutions devra à nouveau être posée : il y a une incompatibilité évidente entre l'entrée de nouveaux membres dans la Communauté européenne et le maintien du fonctionnement des institutions communautaires dans leur état actuel. Mais cela, c'est un autre débat...

Propos recueillis par DANIEL CARTON

■ M. Gérard Gouzes rapporteur du projet de réforme de la Constitution. — M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a été désigné, jeudi 23 avril, comme rapporteur du projet de révision constitutionnelle tendant à ajouter à la Constitution un titre : « De l'union européenne ». La commission des affaires étrangères est saisie pour avis.

Intervenir pour la cassation dans un...

M. Hubert Carton d'Acquart

RIO 92 CARNAVAL C NOUVELLE GES DU MONDE

GREENPAC

SOCIÉTÉ

L'intervention de M. Pierre Drat après la polémique entre avocats et magistrats

La Cour de cassation se prononcera sur l'arrêt Touvier dans un délai de huit à neuf mois

La décision de deux avocats parisiens de refuser de plaider, jeudi 23 avril, devant la formation de la chambre d'accusation ayant rendu l'arrêt Touvier (le Monde du 25 avril) a déclenché une polémique dans le monde judiciaire.

Le premier président de la cour d'appel de Paris a saisi le bâtonnier de l'ordre des

avocats de Paris pour lui faire part de son « indignation », tandis que le bâtonnier n'hésitait pas à dénoncer une « opération de destruction de l'état de droit », s'attirant une vive réplique des deux avocats concernés.

Plus haut magistrat de l'ordre judiciaire, M. Pierre Drat, premier président de la

Cour de cassation, s'est efforcé de calmer le jeu en affirmant qu'« aucune sanction disciplinaire ne peut frapper un juge pour le contenu de la décision qu'il a rendue ». M. Drat a estimé que la Cour de cassation ne se prononcerait sur l'arrêt Touvier que dans un délai de huit à neuf mois.

M. Myrtille Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris, a fait savoir, vendredi 24 avril, qu'elle avait « immédiatement » saisi le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, en l'invitant à se rendre à son cabinet pour lui exposer son « indignation » après le refus de M. François Cotta et Aude Catala de plaider devant les trois magistrats ayant rendu l'arrêt Touvier. Dans un communiqué, la première présidence de la cour d'appel précise que M. Ezratty a fait part au bâtonnier « de sa vive émotion face à cette attitude qui met en cause personnellement des magistrats à l'occasion de leur activité juridictionnelle et risque de nuire gravement au fonctionnement normal de l'institution judiciaire ».

Le bâtonnier, M. Georges Flécheux, avait partagé sa réprobation en déclarant notamment : « Je regrette que des avocats participent à une opération de destruction de l'état de droit (...). Les magistrats ont été l'objet de menaces physiques intolérables (...). On a montré leur domicile, on a menacé leur famille... ».

Ce propos a provoqué une vive réaction des deux avocats ayant refusé de plaider. Dans un courrier adressé à leur bâtonnier, M. Cotta et Catala s'élevaient contre « l'amalgame » réalisé entre les menaces phy-

siques dont les magistrats auraient fait l'objet par ailleurs et leur position symbolique. « Je n'accepte pas que vous, chef de mon ordre professionnel, émettiez une opinion toute personnelle en affirmant que je participe à une opération de destruction de l'état », écrit M. Cotta, en soulignant qu'elle a respecté ses devoirs d'avocate qui sont « en totale concordance avec sa sensibilité de citoyen ». De son côté, M. Catala déclarait notamment : « Je respecte profondément la position de mon bâtonnier, mais je ne peux accepter qu'il se trompe sur mes agissements (...). Oui, la justice est malade. Le problème de savoir si elle l'est de son silence ou de l'action de certains avocats relève du débat d'idées ».

M. Pierre Drat, premier président de la Cour de cassation, a tenté d'apaiser les esprits. S'exprimant vendredi 24 avril sur TF1, le plus haut magistrat de l'ordre judiciaire a déclaré : « Je comprends tout à fait la réaction d'indignation et de douleur qui est exprimée par ceux qui ont vu certains des leurs marqués par la discrimination, par la déportation et ensuite ont péri. Comme citoyen, je pose des questions, mais comme premier président de la Cour de cassation (...), je dis : je n'ai pas de sentiment à manifester dans l'immédiat ». Si l'impartialité des juges de la cham-

« A la fois des juges et des historiens »

Catégorique et martelant ses mots, le premier président a ajouté : « Je serai très net. Je préside le Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire et j'ai toujours veillé à ce qu'il soit affirmé, dans les décisions disciplinaires, que jamais aucune sanction disciplinaire ne peut frapper un juge pour le contenu de la décision qu'il a rendue. » Et la cause en cause personnelle des magistrats de la chambre d'accusation inquiète M. Drat : « Je crois que, à suivre certains, nous sommes sur une mauvaise voie. Il n'est pas bon de procéder à ces intrusions dans la vie personnelle, professionnelle, familiale des juges. Voulez-vous que, dans cette démocratie, les juges aillent à l'indien, après avoir porté une casquette ? ».

Il a aussi un mot pour les avocats

qui ont refusé de plaider devant la formation de la chambre d'accusation qui a rendu l'arrêt Touvier : « L'avocat est l'élément de contestation qui permet au juge d'avoir toujours l'esprit en éveil. Mais lorsque certaines démarches et certaines réactions tendent à empêcher le fonctionnement de la justice, je dis : halte ! Il y a danger. Et danger pas seulement pour les juges sur un plan purement corporatiste mais pour la justice de notre pays ».

Revenant à l'arrêt lui-même analysé dans tous les commentaires comme un travail d'historiens tentant de réhabiliter le gouvernement de Vichy, M. Drat a affirmé : « Comme juge du droit et comme sentinelle du droit, la Cour de cassation dira si, dans leurs démarches, les juges ne sont pas sortis des voies qui doivent être les leurs, s'ils ont été à la fois juges et des historiens ou seulement des juges comme ils doivent l'être ».

Mais la sérénité est indispensable. Aussi, le haut magistrat souhaite-t-il que le temps fasse son œuvre : « Il est nécessaire que cette affaire, pour qu'elle puisse venir devant la Cour de cassation et être jugée, le soit alors que les passions et les émotions seront apaisées. Je pense qu'un délai de huit à neuf mois pour juger cette affaire - l'instruire et la juger - devrait être un délai raisonnable ».

M. P.

Trouble à l'ordre public

par Laurent Greilsamer

Il aura fallu dix jours au premier président de la cour d'appel de Paris, M. Myrtille Ezratty, et au bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, M. Georges Flécheux, pour manifester leur émotion. Une émotion strictement destinée à fustiger deux avocats - M. François Cotta et Aude Catala - venant d'exprimer oralement leur refus de plaider désormais devant la première section de la chambre d'accusation de Paris...

On comprend bien. L'un des plus hauts magistrats de France et le représentant du plus grand barreau du pays sont restés dans une prudente réserve au soir du 13 avril, après le non-lieu en faveur de l'ancien chef milicien Paul Touvier. Et les voilà indignés, révoltés par le geste de ces deux femmes, et se trouvant tout à la fois de cause et de registre.

Mais peut-on, sous prétexte du respect des usages et de l'institution judiciaire, toujours s'incliner sans jamais protester ? Doit-on, au motif que l'état de droit serait la proie d'une « opération de destruction », selon le bâtonnier Flécheux, accepter sans mot dire qu'un arrêt, rendu au nom du peuple français, révisé benoîtement l'histoire du régime de Vichy ? Et les silencieux de la semaine passée sont-ils vraiment les mieux placés pour tancer aujourd'hui M. Cotta et Catala ?

Avec pondération, le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drat, a demandé vendredi soir que chacun garde la mesure. L'adresse s'imposait. Mais on n'oublie pas non plus son conseil tant de fois renouvelé

à l'intention des juges, les invitant à toujours faire preuve d'impartialité afin de ne jamais courir le risque d'être accusés. Les rédacteurs de l'arrêt Touvier auraient été bien inspirés de l'écouter avant de rendre leur non-lieu.

Corporatisme et révérence

La fronde présente ne saurait surprendre. Une fronde ouverte et polie. Votre décision « n'est critiquable par personne », indiquent les deux avocats dans leur lettre aux trois juges. Mais c'est pour ajouter aussitôt : « Vous avez donné de l'histoire une version qui nous semble dénuée de toute objectivité. De ce fait, nous ne retrouvons plus devant vous la nécessaire confiance entre magistrats et avocats qui, seule, nous permet d'assurer le fonctionnement normal de la justice ».

L'émotion labile de M. Ezratty et du bâtonnier Flécheux puise naturellement à une autre source. Leur indignation se nourrit certainement du plus simple des corporatismes, celui de la grande famille des professions judiciaires, et de la révérence à l'égard d'une institution, quel qu'elle fasse. A ce titre, ni le juge ni l'avocat ne trouvent un mot de compréhension pour les deux rebelles, avant de les condamner sans circonstances atténuantes.

Ces hiérarchies font au passage fi d'une triste évidence : le non-lieu signé par le premier président de la chambre d'accusation de Paris et ses deux conseillers constitue bien la cause principale du trouble à l'ordre public constaté.

MÉDECINE

Avant de se rendre à Washington

M. Hubert Curien menace de rompre l'accord franco-américain de 1987 sur le sida

Comme on pouvait s'y attendre, la révélation, par le professeur Robert Gallo, du contenu d'une version finale du rapport de l'Office for Scientific Integrity consacré aux recherches sur le sida menées par l'équipe du célèbre chercheur américain (le Monde du 19-20 avril) n'a pas eu l'effet escompté. En effet, dans une interview à Libération, samedi 25 avril, M. Hubert Curien, ministre de la recherche, menace les autorités américaines de « rompre l'accord de 1987 » sur la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida si le gouvernement américain persiste à faire mine d'ignorer la demande de renégociation de l'accord formulée depuis des mois par le gouvernement français. « Ce serait alors aux tribunaux de trancher », menace M. Curien.

En 1987, ajoute le ministre, cet accord avait été signé sur « des

bases erronées ». « Ainsi, précise-t-il, les commissions d'enquête américaines ont pu prouver que les seuls virus que M. Gallo a utilisés pour réaliser son test provenaient de l'Institut Pasteur de Paris. De plus, au cours de l'enquête minutieuse menée par les investigateurs américains, il a pu être prouvé que M. Gallo a systématiquement supprimé dans tous les articles scientifiques qu'il publiait les références aux virus envoyés par les Français. Il est maintenant manifeste que la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida. A l'évidence, sans les envois de l'Institut Pasteur, M. Gallo n'aurait pas pu mettre au point son test de dépistage ».

Replaçant cette polémique sur le terrain de la « morale », M. Curien ajoute : « Il faut bien à un moment que la justice soit rendue ! Il en va de l'honneur de nos chercheurs et de la réputation de la France ».

M. Curien devrait se rendre prochainement à Washington afin d'y rencontrer M. Allan Bromley, conseiller scientifique de M. George Bush. M. Curien souhaiterait également pouvoir rencontrer M. Louis Sullivan, secrétaire américain à la santé, qui, depuis plusieurs mois, contrairement à tous les usages de la diplomatie, refuse de rencontrer, à propos de cette affaire, les représentants du gouvernement français qui en font la demande (le Monde du 2 avril).

Il semble actuellement se dessiner à Washington deux camps : les pragmatiques, parmi lesquels M. Bromley, qui souhaitent en finir avec cette polémique, et ceux qui semblent vouloir persister dans la tactique de la « défense en ligne », au premier rang desquels M. James Mason, sous-secrétaire américain à la santé, et M. Bernard Henty, directrice du National Institute of Health.

F. N.

L'hommage aux déportés

Les Musées de la Résistance et de la déportation

De nombreuses manifestations étaient prévues en France, dimanche 26 avril pour la Journée de la déportation. Nous publions à cette occasion la liste des nouveaux musées consacrés en France à la Résistance et à la déportation.

NORD-PAS-DE-CALAIS

• Arras (Pas-de-Calais) : Musée de la Résistance et de la déportation (musée municipal).
• Calais (Pas-de-Calais) : Musée de la guerre (association).
• Dunkerque (Nord) : Musée départemental de la Résistance et de la déportation en Flandre.
• Hazebrouck (Nord) : Musée municipal de la Résistance et de la déportation.
• Hénin-Val-d'Audoubert (Nord) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).

ALSACE-LORRAINE

• Strasbourg (Bas-Rhin) : Musée de la Résistance et de la déportation (musée municipal).
• Metz (Moselle) : Fort de Metz-Queulein (association).
• Nancy (Meurthe-et-Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Saint-Denis (Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).

CHAMPAGNE-ARDENNE

• Reims (Marne) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

• Marseille (Bouches-du-Rhône) : Musée départemental de la Résistance et de la déportation (association).
• Digne (Alpes-de-Haute-Provence) : Musée départemental de la deuxième guerre mondiale (association).
• Tignes (Savoie) : Musée départemental de l'Armée suisse et de la Résistance (en cours de construction).
• Fontaine-de-Vaucluse (Vaucluse) : Musée départemental de la Résistance (association).
• Valence (Drôme) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Grenoble (Isère) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Lyon (Rhône) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Moret (Seine-et-Marne) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Nancy (Meurthe-et-Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Nancy (Meurthe-et-Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Nancy (Meurthe-et-Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).

Auvergne-LIMOUSIN

• Auch (Gers) : Musée de la Résistance (association).
• Aurillac (Cantal) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Figeac (Lot) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Gannat (Allier) : Musée municipal (association).
• Rivecourt (Aisne) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Saint-Denis (Moselle) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).

CENTRE - PAYS DE LA LOIRE

• Le Mans (Sarthe) : Musée départemental de la Résistance et de la déportation (association).
• La Rochelle (Charente-Maritime) : Musée d'Origny-Bernon (association).
• Royan (Charente-Maritime) : Musée municipal.

BRETAGNE - BASSE-NORMANDIE

• Cherbourg (Manche) : Musée de la guerre et de la Libération (association).
• Fougères (Mayenne) : Musée municipal du Bocage normand (association).
• Fougères (Mayenne) : Musée municipal du Bocage normand (association).
• Fougères (Mayenne) : Musée municipal du Bocage normand (association).

AQUITAINE - MIDI-PYRÉNÉES

• Agen (Lot-et-Garonne) : Musée de la Résistance et de la déportation du Lot-et-Garonne (association).
• Bordeaux (Gironde) : Centre national Jean-Moulin : Musée de la Résistance, de la déportation et des Forces armées françaises (association).
• Calves (Aveyron) : Musée de la Résistance et de la déportation (association).
• Lormont (Gironde) : Musée des maîtres de la Vierge-Lormont (association).
• Toulouse (Haute-Garonne) : Musée de la Résistance Jean-Pélagie.

ILE-DE-FRANCE

• Champs-sur-Marne (Val-de-Marne) : Musée de la Résistance nationale (association).
• Montreuil (Seine-Saint-Denis) : Musée de la Résistance vivante (association).
• Paris : Musée de l'Ordre de la Libération.
• Paris : Musée du mémorial du martyr Jaff (association).

RIO 92

CARNAVAL OU NOUVELLE GESTION DU MONDE ?

Greenpeace s'interroge sur Rio 92, le « Sommet de la Terre », en juin prochain. Enquête passionnante et inquiétante sur cet enjeu colossal. Également dans ce numéro, tout sur la démographie galopante, le trou dans la couche d'ozone, et l'information verte internationale. Greenpeace Magazine, chez vous, 15 francs.

☐ OUI, je souhaite recevoir rapidement Greenpeace Magazine (spécial Rio) au prix de 15 francs.

☐ OUI, je m'abonne 1 an à Greenpeace Magazine. Pour 60 francs, je recevrai 4 numéros (+ en cadeau le numéro spécial Rio).

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville _____

Je joins mon chèque de _____ F à l'ordre de Greenpeace France.

GREENPEACE

28, rue des Petites Ecuries 75010 PARIS

EDUCATION

Le SCEN-CFDT et le SNE-SUP sont satisfaits des décisions de M. Jack Lang. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SCEN-CFDT) estime « positive » la nouvelle orientation donnée par le ministre de l'éducation nationale à la rénovation des lycées et des premiers cycles universitaires. Le syndicat s'inquiète néanmoins du silence de M. Jack Lang sur l'enseignement professionnel et sur le baccalauréat. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP), pour sa part, se déclare satisfait de l'abandon d'un projet de réforme des premiers cycles universitaires « réducteur, élitiste, rigide et sans moyens ».

■ Campagne d'information sur le sida dans des lycées parisiens. - A la rentrée 1992, une campagne d'information sur le sida devrait être organisée dans trente-deux lycées municipaux d'enseignement professionnel à Paris. Mis en place par la Ville de Paris, ce dispositif est destiné à sensibiliser 2 000 élèves de classe de seconde. Des équipes de médecins, d'infirmières et d'assistantes sociales seront à la disposition des établissements scolaires.

Laurent Cohen-Tanugi

L'EUROPE EN DANGER

Fayard

252 p. 98 F

LAURENT COHEN-TANUGI

Une réflexion de fond en forme d'avertissement sur un enjeu aussi fondamental que mal compris.

FAYARD

SOCIÉTÉ

Après une ultime concession de la compagnie américaine Amoco Les communes de Bretagne sinistrées par la marée noire de 1978 vont recevoir leurs indemnités

L'affaire de l'Amoco-Cadiz a pris fin, vendredi 24 avril, au plan judiciaire. M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, vice-président du syndicat des communes sinistrées et président du conseil général des Côtes-d'Armor, a indiqué que la compagnie américaine renonçait à faire appel devant la Cour suprême des Etats-Unis. Cet ultime recours expirait vendredi. Les communes sinistrées recevront 220 millions de francs et l'Etat français 1,05 milliard, sommes dues à ce jour.

BREST

de notre correspondant

Le procès de l'Amoco-Cadiz aura duré quatorze ans. Une farouche bataille de droit maritime international prend ainsi fin. Il s'agit de juger les pollueurs américains devant leur propre justice, le syndicat des communes bretonnes sinistrées ne pensait pas en découvrir aussi longtemps avec une compagnie qui a utilisé tout l'arsenal de la procédure pour retarder l'échéance du versement du premier centime.

Ce n'est que quatre ans après le naufrage du tanker Amoco-Cadiz au large de Pornic, le 16 mars 1978, avec 220 000 tonnes de pétrole, que le procès a réellement démarré à Chicago. Encore ne s'agissait-il, à l'époque, que de statuer sur la responsabilité d'Amoco, comme si elle n'apparaissait pas évidente. La cour, présidée par le juge fédéral Francis G. Garr, a siégé pendant plus de soixante-dix jours, a entendu cent

témoins et trente experts. Ce n'est que le 19 avril 1984 qu'elle a rendu son délibéré, déclarant solidairement responsables la Standard Oil of Indiana et ses deux filiales, Amoco International Oil Company et Amoco Transport.

Il a fallu ensuite fixer le montant du préjudice, soit quatre années de délai supplémentaire : deux années d'insuccès pour l'évaluation et une nouvelle audience-fléuve d'un an devant le tribunal de Chicago, assortie d'un long délibéré d'une année. Mais lorsque la deuxième décision du juge Mac Garr tomba le 11 janvier 1988, ce fut la douche froide.

Une petite consolation

Les indemnités de 693 millions de francs réclamées par les Bretons avaient été, contre-dépense, réduites à seulement 93 millions de francs - cependant que l'Etat obtenait sensiblement son dû : 378 millions de francs pour une demande de 428 millions de francs. Six mois plus tard, le juge accordait toutefois une petite rallonge de 16 millions de francs aux communes sinistrées. Mais le compte n'y était pas, dans la mesure où la justice américaine n'avait pas pris en considération le préjudice écologique, difficilement estimable à ses yeux.

Ce bras de fer juridique s'est poursuivi en appel. Après une forte réévaluation des taux d'intérêt, la cour fédérale américaine s'est montrée plus généreuse : elle a accordé, le 24 janvier 1992, une sensible rallonge aux victimes. A ce jour, les sommes dues sont de 220 millions

de francs aux Bretons et de 1,05 milliard à l'Etat français.

Mais ce n'est qu'une petite consolation pour les communes sinistrées. Si l'aboutissement de ce procès est une incontestable victoire morale, en revanche, sur le plan financier, le succès est moindre. Quand la compagnie Amoco a-t-elle déclaré responsable, les élus se sont mis à rêver à la manne américaine qui viendrait laver cette sinistre marée noire. Du côté de Pornic, on se promettait

même d'ériger une statue au juge Mac Garr.

Aujourd'hui, à l'heure des comptes, il ne reste plus grand-chose pour les collectivités. Celles-ci auront déboursé 130 millions de francs pour l'ensemble du procès, y compris une créance envers l'Etat, qui a fourni une avance de 33 millions de francs dans le cadre de la procédure. En fait, l'impôt prélevé sur les habitants des différentes communes membres (passé de 2 F à

Quatorze ans de bataille juridique

Depuis la catastrophe, la bataille juridique aura duré quatorze ans. - 16 mars 1978 : échouement du pétrolier libérien Amoco-Cadiz au large de Pornic (Finistère). Sa cargaison (220 000 tonnes) se déverse presque intégralement sur le littoral.

- Septembre 1978 : l'Etat français, d'une part, et quatre-vingt-huit communes sinistrées du Finistère et des Côtes-d'Armor, d'autre part, portent plainte à New-York contre Amoco et la Shell.

- Décembre 1979 : l'Etat français réclame à la compagnie américaine 1,2 milliard de francs et les communes 1,6.

- 4 mai 1982 : ouverture à Chicago du procès en responsabilité contre Amoco.

- 18 avril 1984 : le juge fédéral américain déclare coupable la compagnie Amoco et la condamne à rembourser les dégâts.

- 16 avril 1986 : ouverture à

Chicago de la deuxième phase du procès, destinée à fixer le montant des indemnités.

- 11 janvier 1988 : l'Etat français et le syndicat des communes sinistrées se voient accorder un total de 468 millions de francs.

- 21 février 1989 : le juge fédéral américain corrige la part des communes, qui passe de 93 à 187 millions de francs.

- 24 juillet 1990 : Amoco est condamnée à verser 693 millions de francs aux plaignants français.

- 24 janvier 1992 : la cour d'appel de Chicago accepte de réévaluer les taux d'intérêt des indemnités, qui passent à 935 millions pour l'Etat et 208 millions pour les communes.

- 24 avril 1992 : Amoco renonce à faire appel. L'affaire est close sur un montant global d'indemnités, à ce jour, de 1 050 millions pour l'Etat et 220 millions pour les communes.

GABRIEL SIMON

DÉFENSE

Une délégation spéciale aux restructurations militaires sera installée en Picardie

Placé sous l'autorité directe du préfet de l'Aisne, un délégué spécial du ministère de la défense sera installé à Laon, avant le 15 mai, pour trouver sur place les solutions économiques censées compenser le départ des militaires de la Picardie après la dissolution de sa division d'infanterie. Un comité départemental sera créé également pour étudier les demandes des élus locaux. C'est ce qu'a annoncé, vendredi 24 avril à Laon, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, qui s'était spécialement déplacé dans la région.

La Picardie, avec la disparition de la 8^e division d'infanterie (le 16 avril), est, de loin, la région la plus gravement touchée par les mesures de restructuration du dispositif militaire annoncées à la mi-avril par le ministre de la défense. On y compte quelque 22 000 militaires (armée de terre, armée de l'air et gendarmes). Les emplois induits par cette présence représentent 15 000 emplois actifs, soit 2 % de la population active - et le conseil régional de Picardie estime à environ 1,3 milliard de francs les sommes dépensées par les armées dans une région où il y a 10,1 % de chômeurs.

L'Aisne pourra bénéficier d'une aide financière prélevée sur le fonds de restructuration de la défense doté, pour 1992, de 80 millions de francs. « C'est dérisoire », a reconnu M. Mellick, mais cela doit permettre de déclencher des opérations d'études et, le cas échéant, d'autres sources de financement.

Lire aussi page 9 notre dossier dans le supplément « Heures locales ».

Les exilés du Fleuve

Suite de la première page

Il leur doit tout. La grande mosquée aux deux minarets. Le mur du cimetière où leurs ancêtres, de stricts mahométains de la confrérie tidjane, ont trouvé le repos. La pieuse enceinte a coûté 7 millions de francs CFA (1), gagnés à la sueur de leur front, à charrier les poubelles dans les rues de Paris ou à la chaîne chez Renault.

Les bornes-fontaines où les femmes du village remplissent cruches et calabasses ? Un cadeau des émigrés. Les classes en dur de l'école primaire ? Encore eux. Idem pour le bureau de poste. Sans lui, les mandats envoyés de France se feraient attendre. « Veux-tu d'un fils, d'un frère ou d'un époux, les familles d'émigrés arborent ici et là les signes de leur opulence. A elles les maisons de parpaings. Aux autres, les cases en banco et leurs gargouilles de fer blanc.

Lorsque, au mois d'octobre, les ingénieurs du barrage de Manantali, au Mali, ont déclenché une crue inopinée du fleuve, les récoltes de sorgho et de mil ont été inondées. La peur d'une nouvelle disette s'est emparée du village. Mais à Dakar, Port-Gentil (Gabon) ou Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), les émigrés veillent. Les 13 tonnes de riz achetées grâce par eux ont sauvé provisoirement - Agnam-Sivou.

Aucun village, le long du fleuve Sénégal, ne saurait se passer de l'argent de la diaspora. A Agnam-Goly, une commune voisine, la manne des exilés a servi à édifier un dispensaire et une maternité. La roulotte n'y décline plus les enfants en bas âge ni les autres maladies qui, auparavant, entretenaient un taux de mortalité infantile de 116 pour mille (contre 8 pour mille en France).

Le gouvernement sénégalais sait ce que la (relative) paix sociale doit à cet afflux de capitaux. Et il n'est pas avare d'encouragements. Symboliquement, le dispensaire et la maternité d'Agnam-Goly ont été inaugurés par Mata Sy Diallo, le ministre chargé des émigrés. Créé en 1983, ce ministère, qui n'a pas de budget propre, illustre le poids politique que le Sénégal reconnaît à ses expatriés.

« Balayeurs pour Jacques Chirac »

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a calculé que les émigrés de la vallée du fleuve gagnent par an « plus de deux fois le budget de Mali, plus de cinq fois celui de la Mauritanie et 61 % ou 81 % de celui du Sénégal » (2). Un fonctionnaire malien de catégorie A touche environ 1 000 francs par mois. Son cousin émigré en France, 5 700 francs s'il est payé au SMIC. Comme le remarque Dial Diop, le gouverneur de la région de Saint-

Louisa, « les gens, ici, préfèrent de beaucoup être balayeurs pour Chirac. Ils gagnent autant qu'un ministre sénégalais ».

Ces chiffres disent à quel point le sous-développement nourrit l'émigration. Abdou Diouf, le président du Sénégal, le sait qui est un fréquentant de cet argument pour réclamer une aide accrue des pays riches. Sans crainte d'affoler les populations, en France et ailleurs : « Vous risquez d'être envahis demain de multitudes d'Africains qui, poussés par la misère, déferleront en vague sur les pays du Nord. Et vous aurez beau faire des législations contre l'émigration, vous ne pourrez pas arrêter ce flot car on n'arrête pas la mer avec les bras (...) Ce sera comme des hordes que vous avez connues dans votre Moyen Age (3) ».

A quoi les bailleurs de fonds du Sénégal rétorquent que celui-ci ferait bien de commencer par mettre de l'ordre dans son économie. La région du fleuve, d'où les Sénégalais prennent le chemin de l'exode, est censée devenir dans les prochaines années le grenier à riz du pays. Le spectre de nouvelles famines serait écarté. La région retrouverait une relative prospérité. Ses enfants lui resteraient. Mais les Sénégalais, estimant les pays donateurs, doivent y mettre du leur.

Gagées sur les travaux pharaoniques qui ont domestiqué le cours du fleuve, ces belles promesses supposent que le Sénégal rompe avec une politique des prix à laquelle la défunte Union soviétique a renoncé sur le papier. Actuellement, le riz consommé par les Sénégalais leur est vendu au détail au tarif imposé par l'Etat, de 120 francs CFA le kilo. Cela, quel que soit sa provenance. Un chiffre aberrant si on le compare au cours du riz thaïlandais dont le Sénégal importe chaque année plusieurs centaines de milliers de tonnes : 70 francs CFA le kilo.

Le haut fonctionnaire français qui, à Dakar, qualifie anonymement ce système d'« insupportable », estime que le Sénégal peut prétendre, dans les prochaines années, à l'autosuffisance alimentaire grâce au riz. A deux conditions : que le prix garanti actuellement par l'Etat aux petits producteurs de la vallée du fleuve diminue ; et que le riz soit vendu au consommateur plus cher qu'il ne l'est aujourd'hui. Economiquement souhaitable, admet le gouverneur de la région de Saint-Louis : « Nous serons obligés d'en passer par là. » Mais politiquement explosif : « Le gouvernement sénégalais est assis sur une branche que ses bailleurs de fonds lui demandent de scier. »

En attendant, l'émigration reste le poumon principal de la vallée du fleuve. Et l'anomie économique le moteur, toujours puissant, de l'exil. Plus pauvre encore que le Sénégal,

le Mali, huit millions de citoyens, compte trois millions d'émigrés dont 2,5 millions installés en Afrique et soixante mille en France. Une précision donnée à Bamako par Boubacar Diallo, conseiller technique auprès du ministre des affaires étrangères, lequel a aussi en charge les Maliens de l'étranger. A rebours d'une idée répandue, ce n'est donc pas la France que cet exode massif pèse le plus.

Exilés de force pour la « navéte »

Pour autant, les Africains les plus pauvres ne sont pas toujours les plus migrants. Peuplé de Soninkés, le triangle Bakel (Sénégal) - Kayes (Mali) - Sélibabi (Mauritanie) est une région de très forte émigration, vers la France en parti-

culier. Les Noirs que l'on croise dans la capitale française en combinaison vert vif de la Propreté de Paris sont neuf fois sur dix des Soninkés. Une fable veut même que la plus grande ville soninké du monde ne soit ni Bakel ni Kayes mais Montreuil (Seine-Saint-Denis). Ni moins pauvres ni plus riches, les Sécrés, installés dans la région de Kaolack (Sénégal), à 500 kilomètres de là, n'émigrent pas.



L'émigration est un réflexe culturel chez les Soninkés, qui remontent à loin : « Le voyage (...) est une étape dans la vie du jeune homme, une marque de son accession au statut d'adulte. » (4) Très tôt, les conquérants de l'Afrique occidentale se sont convaincus que les Soninkés étaient le peuple le plus capable de la région. Leur réputation n'était plus à faire, l'administration coloniale les a enrôlés de force pour la récolte saisonnière (ou « navéte ») de l'arachide, dans les parages de la fertile Gambie. Puis, la marine marchande a embauché en nombre les Soninkés avant de les débarquer, les temps ayant changé, sur les quais du Havre où Renault et Simca les ont recrutés comme OS.

Voilà pourquoi, malgré la fermeture des frontières de l'hémisphère

de touristes pour le plat pays. Il ne restait plus aux bénéficiaires qu'à passer clandestinement en France, à travers champs, du côté de Mouchin ou de Dottignies (Nord). L'intéressé, Olivier Soucar, un Français, Libanais de souche par son père, était d'autant plus enclin à fermer les yeux que le consulat communautaire discutait avec une agence de voyages dont le patron n'est autre... que lui-même. Aujourd'hui, il plaide la bonne foi et assure observer la consigne venue tardivement - de Bruxelles - de faire plus attention.

Ceux qui s'élançaient ainsi vers la France savaient qu'au bout du chemin un frère, un cousin, quelqu'un de leur village les attend. Et pour cause. Le hola, mal officiellement Paris à l'émigration, il y a dix-huit ans, a incité la plupart des Toucouleurs ou des Soninkés qui se trouvaient dans l'Hérault à y faire souche. Tous gardent la nostalgie du pays, cette terre ingrate qui les a rejetés. Rares sont ceux qui ne cessent pas l'espérance de s'y réinstaller un jour. Mais la plupart d'entre eux ne bougent pas.

Exceptés quelques rumeurs, toujours les mêmes, citées en exemple, les tentatives de retour se sont souvent soldées par un échec. Les plus précautionneux, comme Mody Diawara, qui préside à Dakar aux destinées d'un modeste Garage du rail, ont gardé leur carte d'identité. C'est pour eux, l'assurance de pouvoir rebrousse chemin en cas de malheur. Les autres l'ont rendue et, pour certains, ne se le pardonnent pas. « eux-là ont bénéficié d'une aide retour, plus ou moins généreuse. C'est évident, ils n'ont pas su la faire fructifier.

Les chemins de la clandestinité

L'Etat de cessation de paiement du Mali et du Sénégal, la faillite du système bancaire et le manque d'expérience expliquent leurs déboires. Les émigrés rentrés au pays n'ont pas trouvé sur place les relais financiers espérés. Surtout, ils étaient, pour la plupart, mal préparés à la nouvelle vie qui les attendait.

« Serez-vous dans le raton Corréze », Aliou Diéye attend depuis quatre ans le prêt qui lui permettrait de créer une fabrique de meubles. Kalidou Pathé Ba, lui, s'est lancé dans le maraîchage. Son petit hectare de piments, d'aubergines et de courges, à Kanel, non loin du fleuve, suivait tant bien que mal aux besoins d'une maraîchère, grâce à une motopompe dont personne ne se souciait, à prédire la longévité.

A Dakar, Michel Didier, l'ancien délégué de l'Office des migrations internationales (OMI), a fait ses comptes. Cinq cent quarante-huit Sénégalais sont revenus au pays en six ans après avoir bénéficié de France d'une aide au retour. Mais le nombre de ces volontaires n'a cessé de diminuer. Deux cent cinq en 1985, six en 1990. Les déconvenues de ceux qui sont rentrés au pays ont tétanisé les autres. Rares

ils ne veulent pas rentrer. Ou plutôt, ils ne le peuvent pas. La terre de leurs ancêtres, le fier royaume du Ghana, n'est plus, sur de vastes étendues, qu'une lande stérile peuplée de baobabs fantomatiques et d'épineux. Leur pays est à bout de souffle. L'horizon est bouché. Gens du fleuve, bannis de partout, ils sont, pour longtemps sans doute, condamnés à l'exil.

BERTRAND LE GENDRE

- (1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc.
- (2) Les migrations internationales Sud-Nord. Une étude de cas : les migrants maliens, mauritaniens et sénégalais de la vallée du fleuve Sénégal, en France, de Julien Comté et Pap Sy Diagne, OCDE, 1986.
- (3) Le Figure du 3 juin 1991.
- (4) La Société soninké, d'Eric Pollet et Grace Winter, Editions de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, 1971.

Lorient gardé

فكر من الاصل

Le Monde

HEURES LOCALES

L'armée déménage, les élus protestent

L'Alsace sévèrement touchée

STRASBOURG
de notre correspondant régional

QUATRE mille six cents militaires en moins d'ici à 1994 dans une région qui en compte aujourd'hui douze mille cent. Tels sont, pour le nord-est de la France, les chiffres bruts qui ressortent du plan de M. Joxe. La classe politique alsacienne, toutes tendances confondues, aurait donc de bonnes raisons de parler de «matraquage» et même de «sinistre matraquage».

La Lorraine peut s'estimer plus légèrement touchée par le programme de redéploiement des forces françaises. Seuls l'établissement annexe des subsistances de Verdun et le dépôt de munitions de Reims (à 30 kilomètres au sud de Metz) seront dispersés. La décision la plus significative concerne la fusion du 6^e régiment d'artillerie de Phalsbourg avec le 7^e régiment d'artillerie de Nevers, qui provoquera le départ de deux cent cinquante personnes. En contrepartie, la cité mosellane de cinq mille habitants verra un accroissement des effectifs de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). En outre, il n'est pas exclu qu'un état-major du groupement interarmes Centre Europe soit créé à Metz.

En Franche-Comté, la seule dissolution programmée est celle du centre de mobilisation de Héricourt (Haute-Saône), et encore s'agit-il d'un nombre limité d'emplois (soixante-quatre militaires et neuf civils). Pour le reste, il ne s'agit que de réorganisation d'établissements régionaux de matériel (ERM), comme à Belfort et à Besançon.

Comparativement, l'Alsace apparaît comme la véritable cible du ministère de la Défense. La base aérienne de Strasbourg-Entzheim (deux mille hommes) devrait être fermée en 1994 (voir encadré ci-contre) ; le 133^e régiment d'infanterie de Metz (mille quatre cent cinquante hommes) devrait être dissous en 1993, en même temps que le 57^e régiment de transmissions de Mulhouse (huit cent cinquante hommes) et le 8^e régiment de hussards d'Altkirch (huit cents hommes).

A cela s'ajoutent des mesures qui, prises indépendamment, ne représentent pas des effectifs importants mais dont le total pèse de son poids non négligeable. Dans ces conditions, on comprend le désarroi de certains élus alsaciens. C'est le cas de M. Jean-Luc Reitzer (RPR), maire d'Altkirch et député du Haut-Rhin, qui parle de «deuil» pour sa commune. Les effectifs du 8^e hussards représentent 20 % de la population de cette ville du Sud alsacien. M. Jean-Marie Bockel (PS), député et maire de Mulhouse, tout en se montrant solidaire de ses collègues haut-rhinois, admet que les disparitions d'unités sont «le résultat d'une politique qu'on peut comprendre».

Pourtant la disparition du 57^e régiment de transmissions ne sera pas sans retombées économiques. Selon le lieutenant-colonel Outekunst, commandant du régiment, les soldes des trois cents officiers et sous-officiers que compte son unité s'élèvent au total à environ 2 millions de francs par mois. Tous les cadres louent des loge-

ments à Mulhouse et dans les communes avoisinantes. Mais déjà M. Bockel, comme il se plaît à le dire, s'est «projeté dans l'avenir» en songeant à négocier avec le gouvernement des mesures d'accompagnement et même de remplacement. Sa nature optimiste lui fait dire : «J'ai espoir pour quelque chose à Mulhouse ou dans le Haut-Rhin, peut-être un élément du futur corps d'armée européenne».

Mutzig tire son épingle du jeu

En réalité, de toutes les communes d'Alsace, la seule qui tire son épingle du jeu et qui compte engranger un bénéfice encore plus substantiel qu'aujourd'hui est celle de Mutzig. Le régiment d'infanterie sera remplacé par le 44^e régiment de transmissions (mille deux cents hommes), basé actuellement à Landau (Allemagne). Or, un régiment technique comporte plus de cadres (un tiers des effectifs) qu'une unité d'infanterie, qui compte plus d'appelés. M. André Courtes (France unie), le premier magistrat de cette cité de cinq mille trois cents habi-

tants, a du mal à cacher sa satisfaction : «C'est vrai que je ne pleure pas sur mon sort».

Pour ce Parisien d'origine, maire depuis 1981, c'est la revanche qu'il attendait depuis la fermeture de la brasserie en 1990 par le groupe Heineken, propriétaire de la célèbre marque depuis 1975. «Il est difficile d'imaginer le drame qu'a été pour nous, rappelle-t-il, l'arrêt de la production d'un établissement qui fournissait 25 % des recettes municipales et 30 % du produit de la taxe professionnelle». Depuis deux ans, affirme-t-il, il connaissait le changement qui allait se produire pour Mutzig. Aussi s'est-il très vite préparé - en soulevant visiblement de sérieuses réticences chez certains, enclins à plus de prudence - des structures d'accueil pour les cadres supplémentaires qui vont venir s'installer dans les murs mutziçois. Il ne cache pas que, en association avec des intérêts privés, la ville va construire «un très beau collectif de 200 à 400 logements pour 1994».

MARCEL SCOTTO



En 1993, une centaine de sites militaires seront supprimés, transférés ou regroupés dans le cadre d'une réorganisation des forces armées décidée par le gouvernement. Déjà, cette année, le remodelage portera sur soixante-quinze autres sites. En 1994 et jusqu'en 1996, le patrimoine domanial militaire subira un remue-ménage équivalent. En principe, par le biais d'une délégation aux restructurations, le ministère de la Défense compte «accompagner» le mouvement en proposant des solutions de conversion aux communes touchées. Mais, pour l'instant, les élus locaux, qui n'ont pas été associés à la décision, cherchent le moyen de compenser les effets négatifs d'un tel plan. C'est le cas des littoraux du Contentin et de la Bretagne, mais aussi des régions frontalières de l'Est.

Lorient garde la tête froide

VANNES
de notre correspondant

PAS de catastrophisme dans la ville aux cinq ports, même si les répercussions du plan de M. Joxe sur l'arsenal et la marine ne sont pas minces : 200 emplois en moins à l'arsenal (sur un effectif de 3 100 salariés), dont 110 départs naturels, et 300 pour la marine (dont 134 militaires de carrière). Lorient se console aussi en voyant que Cherbourg paie le prix fort. A peine «débarrassé» de la Rue Royale, M. Jean-Yves Le Drian, l'ancien secrétaire d'Etat à la mer et maire (PS) de Lorient, «ne sous-estime nullement le plan Joxe, mais ne dramatise pas ses conséquences».

Pour la marine à Lorient, les mesures sont de quatre types : le groupement amphibie doit quitter Lorient pour Toulon avec ses 90 hommes à la mi-1993. La base opérationnelle avancée des quatre commandos marine (70 hommes) disparaît. Le *Champlain*, un bâtiment de transport léger basé à Lorient avec un équipage de 30 marins, en mission actuellement dans les Antilles, est affecté à Toulon. Deux patrouilleurs, la *Sterne* et le *Orbè* - avec au total 72 membres d'équipage - chargés de la surveillance des pêches et de missions de service public rejoindront Brest en 1994.

Plus inquiétantes sont les incertitudes qui pèsent sur la base des sous-marins d'attaque à propulsion classique, où opèrent 700 militaires, dont la moitié de personnel de métier. Des travaux d'infrastructure seront entrepris à Brest, dès 1993, pour accueillir «le moment venu» les quatre sous-marins diesel de type *Agosta* qui doivent naviguer au-delà de l'an 2000. Cette perspective a provoqué un certain émoi à la base de Keroman, construite par les Allemands, au point que l'état-major de la marine a tenu à indiquer qu'il s'agit d'une mesure à l'étude et que rien, pour l'instant, n'était arrêté.

L'arsenal et le contrat du siècle

S'il juge «embêtantes» les pertes de Marine-Lorient, l'ancien secrétaire d'Etat n'a pas de réelles craintes, par contre, sur l'avenir de l'arsenal de Lorient, «qui a trouvé sa voie» grâce notamment à un mirifique contrat de six frégates pour Taiwan. Ce contrat représente une somme globale de 14 milliards de francs, et 1,5 million d'heures de travail pour chaque frégate. Avec d'importantes retombées sur les entreprises de sous-traitance durant cinq ans : 400 emplois créés en 1992 et 250 supplémentaires en 1993. Bon prince, M. Le Drian s'apprête à lancer une association d'amitié Bretagne-Taiwan.

La direction des constructions navales (DCN) de Lorient connaît-elle son salut dans la seule exportation ? Le 13 juin prochain, la première des trois frégates du type *La Fayette* sera mise en service pour la marine française.

Les premiers éléments de la seconde frégate, le *Surcouf*, sont en cours de montage. Avec l'entretien courant de la flotte française et les frégates de Taiwan, la DCN de Lorient affiche, pour 1992, un plan de charge de 4,8 millions d'heures de travail. S'ajoute une commande de trois chasseurs de mines pour le Pakistan : le premier, le *Sagittaire*, sera pris sur les stocks de la marine. Un second et peut-être un troisième devraient être construits à Lorient. La ville de Lorient attend également beaucoup d'un nouveau contrat avec l'Arabie saoudite : il s'agit de navires de guerre dont trois exemplaires avaient été construits à La Seyne (Var) après un prototype conçu à Lorient. La DCN, enfin, a engagé des études

sur la frégate anti-aérienne franco-britannique dont la construction sera effectuée par les deux pays.

«Le plan de charge de l'arsenal et la capacité industrielle de Lorient sont complètement restaurés. On ne le dit pas assez. Obtenir brutalement neuf commandes de bateaux passe ici inaperçu. Alors qu'à Saint-Nazaire, lorsqu'un paquebot est commandé, on affiche son enthousiasme», observe M. Le Drian qui reconnaît que «la capacité d'exportation est une force, mais aussi une fragilité». Quant au plan de reconversion qu'il s'apprête à défendre pour sa ville, il souhaite qu'il soit porté par l'arsenal pour donner de l'humus à l'ensemble industriel lorientais.

MICHEL LE HEBEL

Cherbourg plaide sa cause à Matignon

CHERBOURG

de notre correspondant

L'ANNONCE faite par le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, de la dissolution de la flottille du Nord va faire perdre à Cherbourg, à l'été 1993, son rang de port militaire opérationnel. Parallèlement, sans attendre la loi de programmation militaire, ce sont 100 000 heures de travail qui vont être retirées, dans les prochains mois, aux sous-traitants de la direction des constructions navales, avant la suppression de 240 emplois en 1993.

«Il est hors de question d'accepter de telles décisions», tempête le maire socialiste de Cherbourg, M. Jean-Pierre Godefroy, prêt à un «combat fratricide» avec le gouvernement. Le bras de fer a d'ailleurs été engagé quand les élus de la communauté urbaine, toutes tendances confondues, ont investi la sous-préfecture en fin de semaine dernière, et les 21 et 22 avril.

Au-delà de l'enceinte de l'arsenal, c'est en fait l'avenir du bassin d'emplois de Cherbourg qui est en jeu. L'usine CIT-Alcatel prépare son quatrième plan social : des menaces planent toujours sur les constructions mécaniques de Normandie, le «chantier des vedettes», et La Hague vit douloureusement sa période d'après-grand chantier. D'ici le mois de juillet, ce sont ainsi 1 500 emplois qui vont disparaître dans une région où le taux de chômage atteint 14 %.

«La situation est intolérable», tonne M. Bernard Cauvin, député socialiste de la Manche. Alors qu'ils avaient demandé en vain pendant quatre mois une audience à Matignon, les élus de la communauté urbaine ont été reçus, le 23 avril, par M. Pierre Bérégovoy. Ils ont

renouvelé au premier ministre, leurs propositions, tant en matière de désenclavement que d'actions sur le logement, la formation et l'implantation d'entreprises. Elles avaient été préparées pour obtenir des compensations aux pertes d'emplois liées à la fin du chantier de construction de l'usine de La Hague. «Mais seul le premier ministre détient la clé de l'ouverture de négociations interministérielles pour revitaliser le Nord-Cotentin», affirme M. Cauvin.

(Interim.)



Fin de cohabitation à Strasbourg-Entzheim

STRASBOURG

de notre correspondant

L'A fermeture, prévue pour l'été 1994, de la base aérienne de Strasbourg-Entzheim et le départ pour Reims de la 33^e escadre de reconnaissance suscitent une forte émotion en Alsace. Il s'agit, en effet, du déménagement d'une entreprise de près de deux mille personnes - dont une cinquantaine de civils - implantée sur la zone aéroportuaire depuis 1959. Surtout, il sonne le glas de la cohabitation entre civils et militaires sur l'unique piste de l'aéroport, une vie commune qui avait ses bons côtés.

Ce divorce va obliger le commerce à reprendre à sa charge les services sécurité-incendie, l'entretien et le balayage de la piste, son déneigement et son déverglacage en hiver, pour l'instant assurés par les militaires. «Impossible pour l'instant de donner un chiffre, mais ce sera pour nous un gros dossier», prévient M. Veit, directeur de l'aéroport strasbourgeois géré par la chambre de commerce et d'industrie. Actuellement, la chambre de commerce paie 3 millions de francs de charges annuelles à l'armée de l'air, et certains investissements, comme des éléments de l'entretien, sont tout temps, ont été confiés. Il faudra également que des contrôleurs aériens civils remplacent les actuels contrôleurs militaires.

La déménagement, qui doit être achevé en 1994, sera très progressif, explique-t-on à la base. Une question reste ouverte : l'armée de l'air va-t-elle réoc-

cupier en tout ou en partie des terrains ou des installations et dans quelles conditions ?», demande M. Veit. Le développement de l'aéroport Strasbourg international peut en être largement modifié : chacune de ses étapes jusqu'ici avait fait l'objet d'une négociation serrée entre civils et militaires. Ainsi les nouveaux parkings avaient dû être créés en souterrain, mais l'armée de l'air avait accepté une extension de la zone de stationnement des avions civils à ses dépens.

Le conseil général du Bas-Rhin a protesté contre «des mesures prises sans concertation ni information préalable (...) qui menent gravement en cause le rôle de Strasbourg comme capitale européenne». Pour sa part, sur un ton plus modéré, M. Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a écrit au ministre de la Défense pour le questionner «sur la logique qui aboutit à dégrader l'Alsace et Strasbourg des forces armées qui y sont stationnées (1)». Strasbourg espère, en effet, accueillir l'état-major mixte et, peut-être, le régiment de commandement et de soutien du futur corps d'armée franco-allemand, qui pourrait redonner un rôle militaire nouveau à la capitale alsacienne.

JACQUES FORTIER

(1) Le chef du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), le contrôleur général des armées Gérard Delbault, s'est déclaré «surpris» de l'émotion suscitée par la fermeture de la base de Strasbourg et, notamment, des propos de son maire, qui «s'est récemment plaint des nuisances des militaires en demandant qu'ils quittent la région».

CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

HEURES LOCALES

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Sensibiliser les jeunes à la nature

On connaît les bibliothèques, et plus récemment les ludothèques : il faut désormais compter avec les écolothèques. Sous cette appellation vient d'être inauguré à Saint-Jean-de-Védas, dans la banlieue de Montpellier, un complexe dans lequel le district de Montpellier a investi 12 millions de francs. Son but est de sensibiliser l'enfant à la découverte de la nature et la protection de l'environnement.

Un « centre de ressource » a ainsi été greffé à la ferme pédagogique qui existait déjà. Les enfants peuvent venir individuellement ou avec leur classe pour découvrir la vie des plantes (plantations, cueillette, entretien des animaux...). Mais ils peuvent aussi s'initier à l'astronomie, à la météo, aux écosystèmes, et même apprendre à trier les ordures en plaçant dans les bonnes poubelles les déchets recyclables. Dans quatre salles, soit 1 800 mètres carrés, ils disposent de livres, de films vidéo, d'ordinateurs, d'un laboratoire, d'un vivarium, d'expositions de roches et même d'une mare spécialement implantée à l'extérieur. Un enseignant a été détaché par l'éducation nationale pour seconder les animateurs et aider les élèves dans leurs découvertes.

Deux brochures du « Monde » sur les régions

Sous le titre « La France dans ses régions », le Monde vient de publier une brochure de 145 pages. Elle reprend dans une première partie les enquêtes menées dans les vingt-six régions métropolitaines et d'outre-mer par ses envoyés spéciaux et ses correspondants et publiées au cours des derniers mois dans nos pages « Heures locales ».

Dans une seconde partie sont rassemblés l'ensemble des résultats des élections régionales du 22 mars, département par département ainsi que pour 600 villes de plus de 15 000 habitants, avec le rappel des résultats antérieurs, les commentaires et les portraits des nouveaux présidents des régions.

► En vente au prix de 45 francs chez tous les dépositaires de journaux. D'autre part le Monde qui, depuis dix-sept ans, publie chaque année un bilan de l'actualité économique et sociale nationale et internationale éditée désormais, suivant la même formule, un Bilan économique et social Rhône-Alpes. Cette brochure de 100 pages fait pour la région — la deuxième de France — le point des événements et des évolutions qui ont marqué l'année 1991.

► En vente au prix de 38 francs chez tous les dépositaires de journaux de Rhône-Alpes et au Monde, service de la vente au numéro, 15, rue Falguière 75015 Paris. (Joindre un chèque à la commande en ajoutant les frais de port : 7 francs pour la France, 11 francs pour l'étranger.)

Les îles du Ponant menacées par le tourisme

Visiteurs d'un jour et vacanciers bouleversent l'équilibre écologique et économique de ces petites parcelles de terre

BREST

de notre correspondant

LES îles bretonnes craignent le surpeuplement estival. A Belle-Ile, en été, la population passe de 4 500 à 27 000 personnes. A Yeu (5 000 îliens), l'effet touristique se traduit par un coefficient multiplicateur de cinq, tout comme à Groix. Dans les petites îles, on atteint des sommets : 2 700 habitants au kilomètre carré à Bréhat, 4 600 à Aix, 6 500 à l'île-aux-Moines.

Hormis à Ouessant, Sein et Molène, situées au large du Finistère, où il existe encore une « marge de manœuvre », ces îles affichent un complet à l'été que l'association qui les regroupe (1) redécouvre au moyen de freiner le flot d'arrivants. Après avoir vu dans le tourisme une économie de substitution aux activités traditionnelles, notamment la pêche, les îliens constatent que leur environnement se dégrade sérieusement.

L'état des lieux dressé par Jean Portier, un agronome expert auprès de la Conférence des régions périphériques maritimes de la CEE, ne laisse guère de doute sur l'avenir de ces milieux fragiles. Les parties basses de la zone côtière, les dunes, où se trouve la flore la plus fragile, avec des espèces rares ou protégées, sont victimes des piétinements, des vélos, et parfois des voitures. A cela s'ajoute une modification des habitudes insulaires : les landes non entretenues et les zones agricoles envahies par les friches, à l'exception de Batz, Groix

et Yeu, où l'on cultive toujours des terres, altèrent les paysages.

L'afflux d'estivants à la journée, arrivant avec leurs papiers et repartant les mains vides, ajouté au surcroît de déchets imputable à la poussée de population et à l'accroissement des activités de restauration, compliquent, sur ces petites îles, l'élimination des ordures. Dans la plupart des cas, les services concernés n'ont qu'une solution : la création de déchèteries. Les conseils municipaux étudient le traitement des ordures et imaginent, comme à Chausey, de faire appel au civisme des touristes en les incitant à repartir le soir avec leurs déchets.

« Alors que Bruxelles commence à voter les yeux de Chausey pour les îles, il serait dommage de ne pas leur montrer l'intérêt qu'il y a à garder nos îles du Ponant propres et vivantes », assure M. Jean Portier.

Stopper la construction de résidences secondaires

A raison d'une évolution du tourisme de + 10 % par an, il est prévu un scénario catastrophe. « En l'an 2000, il sera trop tard (sauf pour Ouessant), et les îles ressembleront à tant de paysages estivaux méditerranéens. Les routes ne pourront supporter la charge des vélos et des autos. Les centres-bourgs seront asphyxiés, et l'on fera la queue à 7 heures du matin aux boulangeries ».

Pour Christian Bonnet (UDF-PR), conseiller général de Belle-Ile et président de l'Association des îles du

Ponant, la maîtrise des transports est une solution. Mais ce qui est possible avec le service public l'est moins avec les compagnies privées, car on ne peut pas leur interdire d'exercer leurs activités. La tactique consiste à occuper les créneaux laissés vides par les bateaux du service public, tournant à régime moindre, comme cela s'est fait entre Belle-Ile, Quiberon et Lorient. En 1993 des aménagements européens pourront se placer sur ce marché intéressant, il ne restera aux maires îliens que la dissuasion en négligeant l'agrandissement des ports et des quais. Mais il est un message que les élus concernés ont bien retenu. Pour l'auteur du rapport, il faut arrêter la construction de résidences secondaires afin de conserver aux habitants le droit d'être chez eux. Cela suppose l'établissement de plans d'occupation des sols (POS) très restrictifs sur les zones constructibles.

« L'attractivité des îles est telle que les continuateurs fortunés pourront toujours acheter des parcelles à construire alors que les insulaires ne le peuvent jamais », constate Jean Portier, qui va jusqu'à préconiser un droit de préemption pour ces derniers et l'interdiction de ces résidences dans les îles où elles représentent de 30 à 50 % des logements, et même plus.

GABRIEL SIMON

(1) Association pour la protection et la promotion des îles du Ponant (APPIP), Auray, qui comprend : Chausey, Bréhat, Batz, Ouessant, Molène, Sein, les îles de Groix, Belle-Ile, Houat, Hoëdic, l'île-aux-Moines, Yeu et Aix.

POINT DE VUE

Combien de Franciliens en 2015 ?

par Jean-Paul Lacaze

La polémique se développe sur l'objectif de population à prendre en compte, à l'horizon 2015, pour la révision du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF). Aujourd'hui, le contexte de croissance forte et régulière n'existe plus. L'internationalisation de l'économie crée un climat chaotique et aléatoire où les acteurs ont bien du mal à établir des prévisions à long terme. Du coup, la logique de la planification spatiale à long terme perd beaucoup de sa pertinence, et c'est pourquoi l'évaluation du chiffre de la population francilienne dans vingt-cinq ans tend à se transformer en un débat formel et idéologique, traduisant des vœux ou des sensibilités plutôt que des prévisions fiables.

Sur le fond du problème, que ressort-il des travaux scientifiques les plus récents ? Deux tendances lourdes et une hypothèse ne semblent se dégager.

Concentration et retour au pays

La première tendance peut être constatée dans l'ensemble du monde développé. Avec la reprise économique de 1985, une nouvelle phase de concentration urbaine s'est déclenchée sous une forme plus diffuse que celle de l'après-guerre : les géographes appellent la métropoli-

tion. Dans le cas de la France, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Chaque fois que la population a augmenté de six personnes entre les recensements de 1952 et 1990, on en retrouve deux en Île-de-France, une dans chacune des deux principales aires en cours de métropolisation, à savoir la région Rhône-Alpes et la façade méditerranéenne entre Montpellier et Nice, une dans une des sept villes non comprises dans une aire métropolitaine mais qui jouent un certain rôle intermédiaire, comme Toulouse, Bordeaux ou Strasbourg ; la dernière se trouve dans les soixante-dix départements non concernés par cette courte liste.

La seconde tendance lourde résulte du caractère doublement sélectif de cette concentration. D'une part, d'un point de vue démographique, la concentration est freinée par le phénomène de retour au pays, à l'âge de la retraite, des hommes et des femmes qui sont venus à la ville au cours des « trente glorieuses ». Mais cet échange de population concentre les jeunes actifs dynamiques et les grandes villes. Plus les qualifications professionnelles sont élevées et plus la concentration s'affirme, l'Île-de-France prenant une part écrasante, de l'ordre de 50 %, pour les milieux industriels innovateurs et les services. De plus, il n'est pas sûr que ce phénomène soit durable, car les enfants des immigrés des trente glorieuses sont nés dans les grandes villes, et non dans la France profonde, ce qui leur fera à l'âge de leur future retraite.

D'autre part, les secteurs économiques ne se concentrent pas dans les grandes villes par perversité ou par inconscience. S'ils acceptent d'y supporter des coûts plus élevés et des pénibilités plus fortes, c'est que, tous comptes faits, ils y trouvent plus d'avantages que d'inconvénients. La taille du marché de l'emploi leur permet de recruter ou de former plus facilement. Les coûts de transport et la présence de gros bataillons d'O.S. ne sont plus des facteurs de production déterminants des prix de revient. Par contre, l'adaptabilité, la capacité à bénéficier aisément des services les plus rares, l'accès très rapide à l'information, la possibilité de négocier des partenariats sont devenus déterminants dans la course épuisante à la compétitivité internationale.

Ce constat ne fera pas plaisir aux vieux militants de l'aménagement du territoire, au nombre desquels je me compte personnellement, mais, dans ce domaine, beaucoup de lucidité est nécessaire pour trouver les voies d'une action en profondeur.

L'hypothèse que je voudrais soumettre au débat est la suivante. A force d'analyser l'évolution récente

du système économique urbain de la France, il me semble qu'une tendance se dégage sous la forme d'une alternance qui n'est pas sans rappeler le « stop and go ». Pendant les dix ans de crise, de 1975 à 1985, la population des agglomérations françaises a peu varié. La reprise de 1985 à 1990 a, en revanche, relancé la concentration. L'avenir n'est-il pas, selon toute vraisemblance, compris dans la fourchette ainsi définie ?

Repenser l'aménagement

Ces remarques éclairent le débat sur les objectifs démographiques du SDRIF. On peut certes multiplier les scénarios, ce qui sera déterminant, ce sera le rythme et les modalités de la croissance économique. Pour simplifier, disons que 11 millions d'habitants en 2015 correspond à un scénario de croissance continue. Mais la vraisemblance de scénarios aussi fortement contrastés paraît trop faible pour qu'on puisse en retenir un. Deux questions se posent alors.

Tout d'abord, faut-il conserver l'objectif d'un schéma à long terme ? Dans un contexte économique aléatoire, une planification à moyen terme, à l'horizon de dix ans, ne paraît-elle pas de mieux cerner les problèmes et surtout de mieux cadrer le nécessaire débat politique sur les enjeux du SDRIF ? La question mérite d'être approfondie dans ses conséquences juridiques et politiques.

Ensuite, la pause économique actuelle peut et doit être mise à profit pour repenser la politique d'aménagement du territoire. Lorsque la croissance reviendra, les mécanismes de l'hyperconcentration parisienne se réactiveront d'eux-mêmes, avec leurs conséquences en termes de saturation des infrastructures, de hausse de prix et de ségrégation sociale. Pour être efficace, il faut agir à contre-courant et profiter de la pause actuelle pour renforcer les atouts des sites effectivement capables de concurrencer cette hyperconcentration, c'est-à-dire les aires métropolitaines de province et le proche bassin parisien. Ce choix est difficile, bien sûr, tant il va à l'encontre du discours égalitariste dominant. Mais la logique de la métropolisation ne semble pas, actuellement, offrir à moyen terme d'autres possibilités réellement opérationnelles si l'enjeu central reste de tempérer la croissance francilienne.

► Jean-Paul Lacaze est président du comité directeur du programme de recherche Mutations économiques et urbanisation.

La polémique sur la taxe d'habitation

Une fiscalité sans solidarité

TOUTS les ministres des finances devraient avoir à l'esprit ce mot d'Edgar Faure : « Les meilleurs impôts sont ceux auxquels on ne touche pas ». Il en va ainsi des impôts d'État comme de la fiscalité locale.

Le cafoillage politique interne au PS et entre les pouvoirs exécutif et législatif-aucun vient de donner lieu au débat sur l'opportunité de remettre en cause la réforme de la taxe d'habitation en apportant l'éclatante illustration. Si un gouvernement veut renoncer à une disposition fiscale ou l'amender — c'est son droit le plus strict — il faut à tout le moins qu'il ait préparé le terrain politique et le dispositif technique.

Il faut toutefois ramener les choses à leurs justes proportions. La taxe d'habitation (TH) est perçue par trois collectivités, les communes, les départements et les régions. Or, la réforme tant controversée ne concerne que la part départementale, à savoir 13,8 milliards de francs alors que les communes touchent 31,2 milliards (et les régions seulement 3,3). Et sur les 201 milliards que rapportent l'ensemble des quatre taxes directes locales aux collectivités, la TH n'entre que pour 50,8 milliards.

On doit aussi à cette occasion poser deux questions : pourquoi les députés socialistes ont-ils tant insisté en 1990-1991 pour assécher le revenu des occupants (et non plus sur la valeur

du logement) la TH départementale, et pas la TH communale ou la TH régionale ? Pourquoi n'avoir pas lancé la mise à jour de la taxe professionnelle, qui représente 92,8 milliards, peut-être en la régionalisant d'avantage ?

Disparités géographiques

Bonne occasion aussi pour constater les fortes disparités géographiques quant à la pression fiscale. La taxe d'habitation rapporte 505 francs par habitant à la Corse-du-Sud, 326 à la Nièvre, 154 au Nord. Mais les bases d'imposition — c'est à dire les valeurs des logements, elles-mêmes complètement obsolètes — sont aussi différentes : 8 700 francs dans les Hauts-de-Seine, 8 300 dans le Var, 2 950 dans le Gers. En conséquence les taux de taxe d'habitation font « le grand écart », variant de 3,6 % à 8,2 %.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres la France est composée de départements riches et de collectivités pauvres. Et le système actuel de la fiscalité locale, à la fois complexe, ancien et (ce qui est un comble à l'heure de la décentralisation) élaboré, modifié, amendé rigoureusement par le gouvernement et le parlement, n'est pas de nature à faire jouer les nécessaires solidarités. Alors, faut-il renoncer à toucher aux impôts ?

FRANÇOIS GROSCHARD

Le tarot triomphe à Pontarlier

Deux cent quarante joueurs viennent de vivre un week-end d'enfer dans le Doubs

BESANÇON

de notre correspondant

C'EST par un coup des plus audacieux qu'Antonio Spinella, un Bourguignon de Saône-et-Loire, a arraché à l'ultime donne le titre de champion de France de tarot, le 20 avril, à Pontarlier (Doubs), au terme de trois jours de compétition. Un de ces coups auxquels on se risque à peine une fois dans sa vie quand on tape le carton dans un club, au café ou en famille et qu'il n'y a en jeu qu'une poignée de saucissons ou quelques piécettes. Pour le principe, l'animateur de tarot ayant de commun avec le pire flambeur qu'il n'entend rien aux haricots. Le champion a donc tenu sur une garde contre le chien.

Les 34 % de Français qui, selon un sondage réalisé par BVA en 1983, pratiquent le tarot apprécieront. Selon M. Armand Baillet, président de la Fédération française de tarot, ce jeu d'origine italienne, peut-être venu du nord de l'Italie, très pratiqué en France-Comté et sur tout le versant ouest des Alpes, s'est largement répandu dans l'Hexagone, devant le bridge et les échecs. Cette expansion doit beaucoup à la médiocratie et à la défense nationale. L'organisation des hôpitaux et celle, non moins propice aux « sports de l'esprit », des casernes en sont la cause.

« Créer l'événement »

Les deux cent quarante joueurs sélectionnés pour ce championnat de France « en donne libre » étaient venus de toutes les régions, accompagnés des dirigeants de club et de comité, de quelques épouses et de joueurs non sélectionnés, mais néanmoins résolu à passer deux ou trois nuits blanches en compagnie de France-Comtois décidés, quant à eux, à ne pas s'en laisser remonter dans l'art périlleux de tenir d'une seule main dix-huit cartes grand format. Plusieurs compétitions ouvertes étaient en effet proposées au cours du week-end pascal, parallèlement aux épreuves du championnat proprement dit. Le samedi soir par exemple, huit cents quarante joueurs, serrés au coude à coude dans la grande salle à ossature de bois des Capucins, disputaient quatre par quatre le Grand Prix de la ville de Pontarlier, tandis qu'ailleurs des lycéens s'efforçaient d'égaliser leurs aînés.

Habillé d'un tee-shirt illustré des « atouts maîtres » de Pontarlier, un barman improvisé feignait d'être un des rouges de ce « plus grand championnat de tarot du monde », représentant le superlatif des communications locales, qui, en l'espèce, ne prennent guère de risques puisque de telles concentrations publicitaires n'existent apparemment qu'en France. Au reste, il s'agissait de « créer l'événement pour que l'on parle de Pontarlier », concédait le maire, Yves Lagier. « C'est une ville sans doute trop discrète qui jusqu'à ces dernières années n'avait pas éprouvé le besoin d'organiser sa communication », dit Y. Lagier, élu en 1989 sur une liste socialiste dans un secteur montagnard, catholique, rural et conservateur. Cet enfant du pays était alors directeur de cabinets du maire de Besançon. Il a rapporté de la « grande ville » le virus de la communication. Un peu moins de 0,9 % du budget municipal — lequel se monte à 12 millions de francs pour 18 000 habitants — est désormais consacré à cette politique.

La commune édite un magazine trimestriel, diffuse des affiches et s'est lancée dans les logos, les pin's et les « coups » médiatiques. De l'avenue même du maire, Pontarlier n'a pas de problèmes financiers. Ses 1 000 hectares de forêt suffisent à lui épargner des fins de mois trop difficiles. Les industriels de la Suisse voisine sont soucieux de mettre un pied dans l'Europe des Douze en s'implantant dans la région, comme Neslé, par exemple, l'avait fait avant la première guerre mondiale.

Ce n'est donc pas pour rien que parmi les atouts maîtres de Pontarlier figure l'emblème de la Confédération helvétique, même si la proximité de la frontière encourage parfois propriétaires et commerçants à indiquer leur marge bénéficiaire sur le cours du franc suisse. « La vie est chère, mais on vit bien », dit-on dans la ville. Réseau de transports urbains, étape du TGV Paris-Berne et de la route européenne Luxembourg-Lausanne, projets urbanistiques, zones industrielles « où il reste de la place », manifestations culturelles de haut niveau, ski de fond, futur école nationale de VTT... Pontarlier peut effectivement peindre ses atouts des couleurs les plus engageantes, tout en restant au quarante-deuxième rang départemental pour la pression fiscale par habitant. Elle pourrait continuer à vivre cachée si, dans la partie économique qui se joue, la prudence ne commandait pas d'assurer le coup.

CLAUDE FABERT

Le Monde des

Collectivités territoriales

UNE NOUVELLE RUBRIQUE SPÉCIFIQUE POUR VOS RECRUTEMENTS

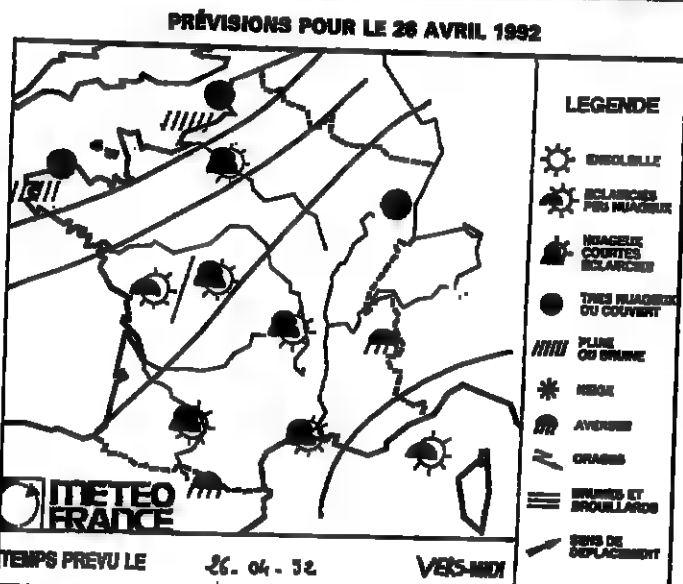
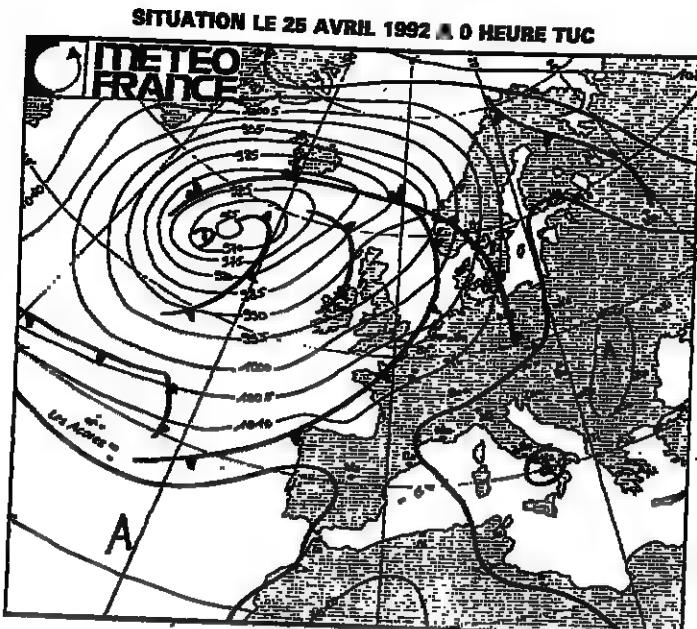
Chaque mardi (daté mercredi) dans :

Le Monde INITIATIVES

Renseignements (1) 46-62-73-02.

سنة من التحول

MÉTÉOROLOGIE

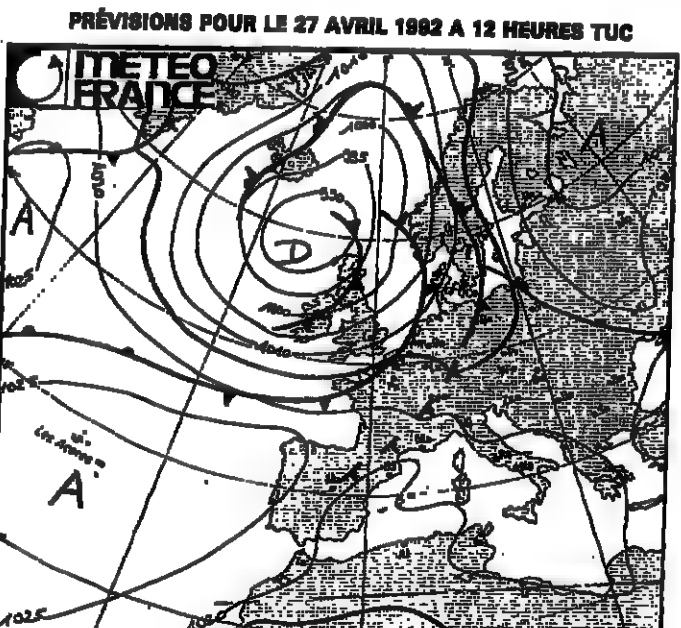


Dimanche : beaucoup de nuages, quelques pluies isolées. Des Charentes, de la Bretagne, du Limousin à la Bourgogne, jusqu'en Lorraine, Alsace et Franche-Comté, le ciel sera souvent très nuageux. Des petites pluies pourront encore se produire localement, dans l'après-midi, les nuages se dissipant sur les régions du Centre.

La zone faiblement touchée par la Bretagne et le Cotentin dès le matin. Au cours de la journée, elle gagnera toute la Normandie, les Pays de la Loire, l'Île-de-France, le Nord-Pas-de-Calais. Avant et après ce passage, on pourra profiter de quelques éclaircies. Le vent, de sud-ouest, sera jour après jour en faiblesse.

Des Pyrénées, au Massif Central, au Jura, ainsi qu'en Rhône-Alpes, le temps deviendra lourd et des nuages se développeront au cours de la journée. Des orages locaux pourraient éclater sur le relief dans l'après-midi ou en soirée.

Généralement comprises entre 8 et 12 degrés, les températures minimales seront encore au-dessus des normales saisonnières. Elles s'élèveront entre 15 et 20 degrés du Nord-Ouest au Nord. Elles grimperont jusqu'à 21-25 degrés sur la moitié sud, voire plus dans le Centre.



TEMPÉRATURES maximales - minimales - temps observé			
le 24-4-1992 à 19 heures TUC et le 25-4-1992 à 11 heures TUC			
FRANCE			
AJACCIO	20 12 D	TOULOUSE	23 13 D
BIARRITZ	17 12 N	TOURS	20 11 C
BORDEAUX	24 12 O	POINTE-A-PITRE	31 11 C
BOURGOS	19 12 D		
BREST	19 12 P		
CARIN	16 12 B	AMSTERDAM	16 11 C
CHERBOURG	18 9 B	ATHENS	21 12 N
CLEMONT-FR.	26 16 D	BANGKOK	37 26 N
DJON	20 14 D	BARCELONE	20 11 D
GRENOBLE	26 14 D	BERGAMO	17 9 D
LILLE	16 13 N	BERLIN	17 11 C
LIMOGES	22 10 D	BRUXELLES	17 12 C
LYON	22 11 D	COPENHAGUE	16 6 P
MARSEILLE	22 14 D	DAKAR	23 18 D
NANCY	19 9 D	DJIBOUTI	17 11 C
NANTES	18 13 P	GENEVE	25 11 D
NICE	16 13 N	HONGKONG	27 23 C
PARIS-MONTS	18 14 C	ISPAHAN	17 8 A
PAU	25 11 N	JERUSALEM	16 8 D
PERPIGNAN	18 13 C	LE CAIRE	22 11 D
RENNES	17 11 P	LASBONNE	20 11 D
ST-ETIENNE	26 17 D	LONDRES	15 8 P
STRASBOURG	20 11 D	LOS ANGELES	25 16 N
ÉTRANGER			
LUXEMBOURG	18 9 D	MADRID	27 7 D
MARRAKECH	26 13 C	MILAN	21 6 D
MONTREAL	12 7 C	MOSCOW	1 1 D
NAIROBI	26 15 N	NEW DELHI	36 24 D
NEW-YORK	27 11 C	OSLO	10 2 C
PALMA-DE-MAJ.	25 10 D	PERIN	24 14 D
RIO-DE-JANEIRO	23 27 -	ROMA	19 8 D
SINGAPOUR	26 26 C	STOCKHOLM	1 1 D
TOKYO	23 16 D	TUNIS	28 16 D
VARSOVIE	9 3 N	VIENNE	18 11 D
YOKOHAMA	17 11 D		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 1 heure en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ dans le Monde radio-télévision ; ◯ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 25 avril

- TF 1**
20.50 Variétés : Succès fous.
22.30 Magazine : Ushuaïa.
23.40 Magazine : Formule sport.
- A 2**
20.50 Magazine : La Nuit des héros.
22.45 Magazine : Double jeu.
0.00 Journal et Météo.
0.15 Variétés : Le 4^e Gala de L'UNICEF.
- FR 3**
De 20.00 à 1.20 La SEPT
20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
21.00 Documentaire : Haute-Savoie 1944.
22.30 Le Courrier des téléspéctateurs.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Sport : Tennis.
22.58 Téléfilm : Criminal Justice.
0.20 Magazine : Mégamix.
1.20 Sport : Voile.
- CANAL PLUS**
20.05 Football : coup d'envoi.
22.50 Flash d'informations.
Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : Opéra.
0.30 Cinéma : Les Nuits de Harlem.
- M 6**
20.30 Les Dents de l'humour.
- 20.40 Téléfilm** : Les Routes de la vie.
22.20 Téléfilm : Le Triangle des Bermudes.
23.40 Musique : Flashback.
0.10 Six minutes d'informations.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
21.00 Documentaire : Haute-Savoie 1944.
22.30 Le Courrier des téléspéctateurs.
Soir 3.
22.58 Téléfilm : Criminal Justice.
0.20 Magazine : Mégamix.
- FRANCE-CULTURE**
20.30 Photo-portrait.
21.00 Documentaire : L'abbé, d'Armando Lamas.
22.35 Musique des Pâques orthodoxes.
23.00 Pâques orthodoxes.
0.05 Rencontre au... la nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.00 Opéra (donné le 27 juillet 1991 lors du Festival de Salzbourg) : La Finta enchanteresse, opéra en deux actes de Mozart, par le Chœur de l'Opéra de Vienne, l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. : Sir Georg Solti.
0.08 Les Bruits du siècle.
1.30 Les Sortilèges du flamenco.

Dimanche 26 avril

- TF 1**
14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc.
15.15 Série : Columbo.
16.35 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
18.58 Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7.
20.00 Journal, Tierset, Météo et Tapie vert.
20.50 Cinéma : La Rumba.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : Don Camillo Monseigneur.
0.38 Journal et Météo.
- A 2**
14.55 Série : Mac Giver.
15.50 Dimanche Martin.
17.30 Documentaire : L'Équipe Coustou à la redécouverte du monde.
18.15 1, 2, 3, Théâtre.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Meguy.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Bains de jeunesse.
22.25 Magazine : Bouillon de culture.
23.50 Journal et Météo.
- FR 3**
14.25 Sport : Tennis.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Téléchat.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Jeu : Spécial Questions pour un champion.
22.05 Magazine : Le Divan.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Voile.
22.55 Cinéma : Masques de cirque.
- CANAL PLUS**
14.00 Téléfilm : Double vision.
15.30 Magazine : 24 heures.
16.30 Documentaire : Les Oiseaux au feu.
17.05 Dessin animé : Les Simpson.
17.25 Cascades et cascadeuses n° 4.
17.55 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Gawin.
En clair jusqu'à 20.30
19.35 Flash d'informations.
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Parrain d'un jour.
22.05 Flash d'informations.
22.10 L'Équipe du dimanche.
0.15 Cinéma : Plaisir d'amour.
- M 6**
14.45 Variétés : Multitop.
16.15 Série : Clair de lune.
- TF 1**
14.15 Série : Le Saint.
18.00 Série : Espion modèle.
19.00 Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport.
20.40 Téléfilm : Coupables d'amour.
22.25 Magazine : Culture pub.
22.58 Cinéma : Carresses sous un idylme.
- LA SEPT**
13.35 Théâtre : Qu'ils crèvent, les artistes.
15.05 Informations : Dépêches.
15.10 Musique : Récital Fischer Diskau.
15.30 Informations : Dépêches.
15.35 Courts métrages : Henri Cartier-Bresson, cinéaste.
16.25 Informations : Dépêches.
16.30 Téléfilm : Le Siècle des Lumières.
17.55 Informations : Dépêches.
18.00 Documentaire : Trottoirs intimes.
18.55 Informations : Dépêches.
19.00 Documentaire : Monsieur S./Madame V.
19.55 Informations : Dépêches.
20.00 Sait-on jamais.
20.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
20.30 Cinéma : Démon dans le jardin.
22.10 Le Dessous des cartes.
22.20 Cinéma : La Captive du désert.
- FRANCE-CULTURE**
20.30 Atelier de création radiophonique.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 14 avril à la Maison de Radio-France) : Fats au Toro, par le Quartet de Jean-Marc Padovani (Jean-Marc Padovani, saxophone, Francis Turrel, vibraphone, Yves Rousseau, cornet, Pierre Guignou, batterie, Enzo Cornetti, voix).
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.35 Concert (donné le 8 septembre 1991 lors du Festival de Montreux) : Vespère de la Beate Vergine, de Monteverdi, par le Collegium Vocale de Gand, les Sacquebouteurs de Toulouse, dir. Philippe Herreweghe.
22.15 Mémoire d'orchestres.
23.35 Mémoire obscure et fils accompli.

CARNET DU MONDE

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de :
- M^{lle} Germaine LEBEL, chevalier de la Légion d'honneur, archiviste paléographe, ancien administrateur de la Bibliothèque d'Alger, ancien directeur d'études à l'École des hautes études.
- À Dieu, le 25 avril 1992, M^{lle} Gien (Loire), sa quatre-vingt-septième année, munie des sacrements de l'Eglise.
- Les obsèques seront célébrées le mardi 27 avril, à 14 heures, à l'église Saint-Albert-le-Grand, sa paroisse, 112, rue de la Glacière, Paris-13.
- L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse.
- La part : M^{lle} et M^{lle} nées, Jacob, Pombel, et familles Chatain, Gouault, et Poullier.
- On nous prie d'annoncer le décès de :
- l'abbé Bernard ROOSEN, né le 23 avril 1902, à la soixante-neuvième année.
- La messe religieuse sera célébrée le lundi 27 avril 1992, à 11 heures, à l'église Saint-Thérèse, 92, rue Denfert-Rochereau, Paris-14.
- De la part : M^{lle} et M^{lle} familles Roosen, Guinand, Berlet, Girard, Damide, Dupré.
- Il rejoint dans le Seigneur son frère Marie-Thérèse ROOSEN, un carmel, Sœur Marie-Cécile de Saint-Esprit, décédée le 9 février 1992.
- M^{lle} Raymond GERALDON, survenue le 18 avril 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
- Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.
- 18, rue Mademoiselle, 75000 Paris, 11, avenue Junot, 11, rue Paris.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5766

HORIZONTALMENT
1. Rend les sautelettes fragiles. Tue beaucoup de bêtes à trompe. - II. Préfixe. - Four servant à préparer le pot. - au feu. - III. Petit canard (oiseau). - IV. Sans confusion possible. Interjection.

- V. Jaunes parmi des travailleurs. - VI. Le signe de Cain. Enlacement étroit obtenu par les carlines. - VII. Elles passent dans la purée. Se présente à avoir été annoncé. - VIII. Son homme l'adore. Il se faut beaucoup pour faire une brique. Division du temps. - IX. - X. - XI. - XII. - XIII. - XIV. - XV.

Fragment d'un ouvrage que l'on peut perdre. Élément de - XII. - XIII. - XIV. - XV. - XVI. - XVII. - XVIII. - XIX. - XX. - XXI. - XXII. - XXIII. - XXIV. - XXV. - XXVI. - XXVII. - XXVIII. - XXIX. - XXX.

VERTICALEMENT
1. Les lardons de la cuisine. - 2. Sorte à la fin du travail. Lettres de félicitations. Lits de - 3. Phénomènes fugitifs. - 4. Nait dans le Jura. Un qui fait son trou. - 5. Offre. - 6. Beaucoup. - 7. Anciens instruments de percussion. Pris par les uns, il est rasé par les autres. - 8. Appréhension confus. - 9. Anneau. Pour doubler ou stopper. Évoque une situation d'attente. - 10. Accablant au poil une partie de la terre. - 11. Qui fait son travail. - 12. Degré. Le malheur le rendit bête. Possessif. Plus d'un qu'il se boite à l'heure où le travail commence. - 13. Comme des animaux ou des plantes. Peut apporter la lumière en coupant d'abord le courant. - 14. Pièce à reprises. Agréte lumineuse montée aux extrémités d'un mât (trois mots). - 15. Supprime la salade. Réclame des fraises quand elles sont gâtées. En France.

SPORTS
FOOTBALL : Angers et Strasbourg qualifiés pour les barrages. - Angers et Strasbourg se qualifient, vendredi 24 avril, pour les barrages permettant l'accès en première division. Strasbourg a battu Le Mans (3-1) et Angers a battu Le Mans (1-0, après prolongations). Angers recevra tout d'abord Strasbourg le 29 avril à la première division barragiste, et retour, les 12 et 13 mai.

TENNIS : Arnaud Boetsch demi-finaliste du tournoi de Monte-Carlo. - Arnaud Boetsch, 19 ans, qualifié, vendredi 24 avril, pour la demi-finale du tournoi de Monte-Carlo en double, avec le Français Uwe Steeb (1-6, 6-2, 6-0). Le Français Steeb, 24 ans, a rencontré, samedi, Mikael Tillström (6-3, 4-6, 6-3). Vainqueur à Cheshkov (6-1, 7-6 (7-1), Aaron Krickstein sera le meilleur sur Michael (7-6 (7-5), 4-6, 7-5).

VOILE : nouvelle victoire d'America-3 dans la Coupe de l'America. - America-3 a une nouvelle fois devancé, vendredi 24 avril, Stars-and-Stripes dans la cinquième manche de la finale des défenses de la Coupe de l'America, disputée à San-Diego. Le voilier skipé par Bill Koch a franchi la ligne d'arrivée avec une avance de trois minutes et 31 secondes sur le voilier barré par Dennis Conner.

Solution du problème n° 5765

Horizontalment

- I. Honneur. - II. Inuit. Age. - III. Belgues. - IV. Erseau. Ri. - V. Ré. Tas. - VI. Nd. Evadé. - VII. As. - VIII. Tectres. - IX. Ors. Au. - X. Oisive. An. - XI. Exérèse.

Verticalment

1. Hibernation. - 2. Onéreuse. - 3. Nuis. Lyocse. - 4. Nigé. Strix. - 5. Ensa. Erève. - 6. Eu. Voiler. - 7. Ras. Talc. - 8. Radieras. - 9. Ramisée. Une.

GUY BROUTY

ÉCONOMIE

BILLET

Le dix-septième congrès de Force ouvrière

M. Marc Blondel à l'heure du bilan

Une France compétitive

Il faut remonter à une vingtaine d'années en arrière pour trouver la balance commerciale de la France équilibrée trois mois de suite. Cette performance vient de se renouveler avec l'excédent de 1,4 milliard de francs enregistré en mars, après les soldes positifs de janvier et février (le Monde du 25 avril). Le ministère de l'économie et des finances explique que ce bon résultat a pour origine les gains de compétitivité de l'économie française. Il est vrai que la progression rapide des exportations françaises est assez surprenante alors même que l'activité économique dans le monde est encore très ralentie. Selon le FMI, la croissance moyenne des pays industrialisés aurait été inférieure à 1 % l'année dernière et n'atteindrait même pas 2 % cette année. Pour l'ensemble du monde, les chiffres d'activité sont encore plus faibles : -0,3 % en 1991 et +1,4 % cette année. Que, dans un tel contexte, la France puisse accroître fortement ses ventes à l'étranger accrédite l'idée de gains de compétitivité. Entre mars 1991 et mars 1992, les exportations de la France ont augmenté de 9,6 %. Sans doute cette progression s'explique-t-elle en partie par des livraisons d'Airbus de plus en plus nombreuses. Mais sur l'ensemble du premier trimestre la progression est également forte : +6 % par rapport aux trois premiers mois de 1991. L'hypothèse d'une amélioration de la compétitivité française est étayée par le réajustement des échanges commerciaux avec les pays de la CEE, échanges excédentaires de 2,3 milliards de francs en mars et de presque 10 milliards sur le premier trimestre. Au cours des trois premiers mois de 1991, nos échanges avec la CEE avaient été déficitaires de 4,4 milliards de francs. Autre signe favorable : la balance des produits industriels (matériel militaire compris) a été équilibrée au premier trimestre alors qu'elle avait été très déficitaire (12,5 milliards de francs) au cours de la même période de 1991. S'il est à peu près certain que la balance commerciale sera équilibrée au premier semestre, la seconde partie de l'année sera plus difficile. La reprise qui semble s'esquisser en France va entraîner davantage d'importations, alors que l'Allemagne, dont la croissance économique s'est ralentie, va exporter davantage. Le déficit commercial franco-allemand, qui avait presque disparu ces derniers mois, risque donc de se creuser à nouveau.

ALAIN VERNHOLES

PRÉFECTURE D'ILLE-ET-VAINE
Direction des Relations avec les Collectivités et Établissements Publics Locaux
3^e bureau
RÉALISATION DE LA PREMIÈRE LIGNE DU MÉTRO VAL DU DISTRICT DE RENNES
ERRATUM
Parution du 21 avril 1992, page 22
Au chapitre « Consultation des dossiers et registres subsidiaires », il fallait lire : « Les dossiers et registres subsidiaires pourront également être consultés à un District Urbain de l'agglomération rennaise, Direction des Transports Urbains et des Infrastructures, 16, rue du Petit-Manger (2^e étage) - RENNES, et non pas au numéro 18, rue du Petit-Manger, comme il a été indiqué par erreur. POUR AVIS.

Lors de son 17^e congrès, qui se déroulera à Lyon du 27 avril au 1^{er} mai, Force ouvrière réaffirmera son attachement à la pratique contractuelle et à ses racines réformatrices. Des traditions quelques peu bousculées par M. Marc Blondel, qui, depuis son accession au secrétariat général, en 1989, a assis son autorité en imprimant à son organisation un style plus combatif, mais aussi plus crispé. S'il souhaite effectivement « élargir » les instances dirigeantes de FO, le secrétaire général - qui doit être réélu - devra accepter certaines concessions.

Existe-t-il une « ligne Blondel » ? A l'heure des premiers bilans, une telle interrogation ne peut que laisser perplexes. Le secrétaire général s'est distingué par un discours radical, parfois outrancier. Il tient en horreur le « consensus » (« facteur d'effritement ou de déshérence du tissu social ») et rêve d'une « action dure » contre la politique économique du gouvernement. Parallèlement, il n'a cessé de se poser en interlocuteur privilégié du patronat et des pouvoirs publics, sachant lorsqu'il le faut adopter un ton plus conciliant, notamment lors de l'élaboration du dispositif de maîtrise des dépenses de santé dans lequel son organisation a joué un rôle essentiel.

A défaut de témoigner d'une parfaite cohérence, l'action de M. Blondel paraît se résumer à une méfiance instinctive à l'égard du changement et à une hostilité viscérale à l'égard de toute initiative inter-syndicale sur le plan national. Qu'il se soit retrouvé aux côtés de la CGT, sur laquelle il espère pourtant prendre une revanche historique. Force ouvrière a violemment rejeté la réforme de la grille de la fonction publique, destinée à mieux prendre en compte l'évolution des qualifications des fonctionnaires. La contribution sociale généralisée (CSG), qui vise à élargir le financement de la protection sociale aux revenus du capital

(mais aussi aux retraités impossibles et aux 10 % de chômeurs les mieux indemnisés), n'a pas reçu un meilleur accueil. Incapable de se prononcer, la confédération n'a jamais donné de réponse à l'accord interprofessionnel du 24 mars 1990 portant sur les salariés concernés par des formes de travail précaire. Enfin, elle affirme avec obstination que le déficit de la Sécurité sociale est un « mythe » qui « sert avant tout de moyen de conditionnement de l'opinion ».

Fort éloigné de l'« ère Bergeon », ce raidissement semble convenir à la majorité des militants, mais il s'accompagne d'un repli de FO sur elle-même. La centrale a refusé de participer aux précédentes initiatives lancées par les « réformatrices » de la CFDT, de la CFEC, de la CFE-CGC et de la FEN sur l'emploi, prévoyant organiser seule le 24 octobre 1991 une « grève générale » dont l'objectif fut à peine atteint par la journée d'action opportuniste déclenchée par la CGT. Auparavant, les fonctionnaires FO et CGT avaient lancé en novembre 1989 des appels parallèles à manifester, et les deux organisations s'étaient retrouvées dans la rue (mais avec la CFE-CGC) un an plus tard contre la CSG. Cette complicité implicite avec les cégétistes a créé quelques remous, même si le rapport d'activité assure que « Force ouvrière n'a pas d'états d'âme ».

Resserrer le bureau confédéral

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent également de la bienveillante neutralité du secrétaire général à l'égard des trotskistes, « dont l'influence réelle dépasse largement l'importance numérique parce qu'il n'existe que peu ou pas de débats à l'intérieur de l'organisation », note un responsable pourtant favorable à M. Blondel. Minoritaires, les adversaires de ce dernier - qui se recrutent pour l'essentiel parmi les anciens partisans de M. Claude Pitzon - son rival malheureux en 1989 - souhaitent que l'on modère un discours qui leur semble décalé par rapport au comportement de la base militante. Hostiles à une recomposition du mouvement syn-

dical, ils déplorent néanmoins le cavalier seul de FO et son jeu rapproché avec la CGT. Alors que M. Blondel entend « élargir » les instances dirigeantes (le Monde du 21 décembre), ses adversaires posent leurs conditions. Ils demandent une véritable représentation au sein de la commission exécutive, dominée par les « blondistes », et l'intégration de trois des leurs au sein du bureau confédéral (1). Pour l'heure, une soixantaine de candidats pour trente-cinq postes se sont manifestés à la commission exécutive, et M. Blondel compte ramener de quatorze à douze les membres du bureau confédéral. Explication du secrétaire général : il souhaite d'une part « resserrer » son équipe et se déclarer d'autre part contraint de prendre en compte l'existence des locaux confédéraux. Les places seront donc plus chères, et les minoritaires risquent fort de ne pas faire élire leurs trois représentants, même si M. Blondel n'exclut pas d'écarter le bureau avant le prochain congrès. Reste que, pour M. Michel Huc, leader de la fédération FO de la métallurgie, « l'unité de la maison passe par le maintien de quatre membres au bureau confédéral et la prise en compte de notre sensibilité réformatrice. Sinon, il n'y aura pas d'unité ».

Assuré d'une confortable majorité, M. Blondel à toutes les cartes en main : jouer l'ouverture ou, au contraire, ignorer ses adversaires. Il serait malgré tout dommageable que les seuls enjeux de ce congrès portent sur les postes à pourvoir et que le secrétaire général se borne à faire jouer un « réflexe identitaire ». L'écroulement des régimes communistes renforce certes la légitimité des principes fondateurs de Force ouvrière. Mais la centrale a d'autres défis à relever, et elle ferait bien de ne pas négliger le danger qui consisterait à ne pouvoir se définir que de manière négative.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Il s'agit de MM. Alain Kerbrat (agriculteur), Robert Sidrune (mécanicien) et Bernard Schet (union départementale du Nord).

Estimant à 45 milliards les moins-values fiscales

Le gouvernement prévoit un déficit budgétaire de 135 milliards de francs en 1992

Fixé à 90 milliards de francs dans le projet de loi de finances pour 1992, le déficit budgétaire devrait atteindre 135 milliards. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé, vendredi 24 avril à l'issue d'une rencontre avec le ministre du budget, M. Charasse, et celui des finances, M. Sapin, cette révision des comptes de l'Etat, précisant dans un communiqué publié par Matignon que, « proche de l'exécution du budget 1991, le niveau du déficit restera inférieur à 2 % du PIB ». Par cette annonce, M. Bérégovoy indique qu'il compte continuer à Matignon la politique budgétaire qu'il menait à Bercy, cherchant à adapter le budget à la conjoncture. Pour soutenir l'activité, la baisse importante des

recettes ne sera pas compensée dans l'immédiat par une réduction correspondante des dépenses. Cette révision du déficit budgétaire résulte d'une baisse attendue des recettes fiscales, estimée à 45 milliards de francs. La réduction anticipée du taux de TVA (sur l'automobile pour l'essentiel) devrait d'une part se traduire par des moins-values estimées à 4,3 milliards de francs. Cette baisse de la TVA va donner lieu à un projet de loi spécifique qui sera présenté au Parlement lors de la session en cours. L'impact de la conjoncture, plus faible que prévu en 1991, se traduira d'autre part par des moins-values fiscales globales estimées aujourd'hui par Bercy à 41 milliards pour 1992.

Le chef de gouvernement a en fait décidé vendredi de ne pas compenser ces moindres recettes par des réductions de dépenses et de laisser croître le déficit. Cela permettra au ministre français de l'économie, M. Sapin, d'expliquer dimanche à Washington à l'occasion de la réunion du G7 comment la France utilise ses marges de manœuvre pour contribuer à l'action concertée en faveur de la croissance mondiale. A Matignon, on précise cependant que la procédure de régulation budgétaire engagée à la fin du mois de février sera poursuivie et que toute dépense nouvelle qui pourrait intervenir devra être financée par des économies nouvelles.

E. L.

Pour mieux protéger sa concession

Canal Plus signe des accords à long terme avec le football et le cinéma

M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, est sans doute le plus japonais des patrons français. Ferme campé sur sa montagne de bénéfices (1,08 milliard de francs de résultat net en 1991 pour 6,9 milliards de francs de chiffre d'affaires), il travaille pour le long terme. Après avoir conclu un accord avec le cinéma jusqu'en 1997 - accord financièrement fort avantageux pour les producteurs - la chaîne cryptée s'est, vendredi 24 avril, liée aux professionnels du football jusqu'à l'an 2000. Moyennant la somme d'un chèque plus que confortable, Canal Plus aux vingt matches du championnat de France, et pourra retransmettre certains matches de championnats étrangers. Aucun chiffre n'a été cité, mais chacun des signataires reconnaît que la chaîne a été au-delà des 4,2 millions de francs par match actuellement payés par Canal Plus.

Pourquoi Canal Plus subventionne-t-elle aussi hardiment ses partenaires du football et du cinéma ? Pourquoi la chaîne demande-t-elle à passer les accords en cours (l'accord avec la Ligue de football courait normalement jusqu'en 1994) ? Réponse : pour mieux se protéger. Car l'insécurité financière de Canal Plus fait des envies.

Comparés aux 300 petits millions de francs de bénéfices de TF1 ou aux pertes de l'ensemble des chaînes de télévision France, Canal Plus est - de loin - la meilleure affaire du Paysage audiovisuel français (PAF), mais aussi européen. Un seul détail la menace : le renouvellement de sa concession en 1995. A cette date, les pouvoirs publics pourraient être tentés de limiter quelque peu les « originalités » de Canal Plus. D'autant qu'ici ou là un discours revendicatif s'élèverait. De plus en plus d'articles de presse utilisent par exemple les mots « privilège » et « monopole » pour évoquer la situation de la chaîne. Et à travers la presse M. Rousselet sait bien que c'est la classe politique et financière qui s'exprime, sans oublier les jaloux du PAF.

YVES MAMOU

La grève à Marseille

Les dockers : « Jusqu'à la victoire... »

Les dockers CGT, opposés à la réforme de leur statut, ont continué le vendredi 24 avril la grève commencée le 21 : le mouvement est largement suivi. Deux condamnations judiciaires ont été prononcées contre la CGT à laquelle il est demandé de libérer les ports de Bordeaux et de Marseille, sous peine d'astreintes. A Marseille, le syndicat CGT a été condamné par le tribunal de grande instance à une astreinte de 100 000 francs par heure de retard à libérer les accès au port, astreinte qui sera portée à 150 000 francs au bout de deux jours. A Bordeaux, la pénalité s'élève à 20 000 francs par jour à partir d'un délai de 48 heures après la signification de l'ordonnance.

que le gouvernement et le patronat veulent notre mort. L'heure n'est pas, quoi qu'il en soit, aux concessions. Les dirigeants de la CGT ont, jusqu'ici, refusé d'engager la moindre discussion avec le patronat local. Et au meeting organisé jeudi par l'union départementale du syndicat, le ton était des plus virulents. M. Alain Dini, secrétaire adjoint des dockers de Fos traitant, M. Bernard Tapie, ministre de la ville, qui s'était engagé, avant les élections régionales à défendre le statut des dockers, de « ministre du mensonge et du vent ».

Au-delà de cette grève de cinq jours, « qui n'est qu'une étape », M. Dini a également insisté sur le caractère décisif de la grève. « Nous ne resterons pas enfermés derrière les grilles du port », a-t-il promis. Les dockers marseillais savent, il est vrai, à quoi s'en tenir. D'un peu plus de deux mille hommes, leurs effectifs devraient être réduits de moitié par la mise en œuvre du plan de modernisation de la filière portuaire. Sur ce nombre, trois cents d'entre eux devraient bénéficier de « mesures d'âge ». « Nous attachons la plus grande importance au reclassement de tous les autres », assure M. Georges Chapuis, président du syndicat des entreprises de manutention de Marseille-Fos, qui a mis en chantier, en collaboration avec la chambre de commerce, un « schéma d'opération » prévoyant un traitement individuel de tous les dockers (bilan, mise à niveau, orientation, recherche d'emploi, formations spécialisées, assistance à la création d'entreprises).

MARSEILLE

de notre correspondant régional

S'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là. A Marseille, l'idée prévaut que dans le bras de fer engagé entre le gouvernement et les dockers le port autonome sera, sans doute, le dernier à céder. Question de tradition et de tempérament. « Sur le plan social, observe le directeur adjoint du port, M. Bruno Vergobbi, c'est à Marseille que les crises atteignent toujours leur paroxysme. On ne sait pas, ici, régler un problème de cette importance sans qu'il y ait une explosion ».

Pour le moment, du moins, si la tension est forte, la situation n'a pas dégénéré. Depuis mardi 21 avril, le blocage du port est, certes, total. Les cinq portes des bassins est, de Marseille ainsi que les terminaux minéraliers de Fos et de Caronte sont solidement tenus par les grévistes CGT qui ont dressé des barrières à l'aide de conteneurs, remorques, wagons et autres engins de levage. Mais il n'y a pas eu d'escalade. Une solution a pu être trouvée pour le trafic passagers avec la Corse - transféré sur Toulon - et les approvisionnements pétroliers, l'autre enjeu politique majeur de tout conflit sur le port de Marseille, n'ont pas été perturbés. Les entreprises de manutention redoutent, toutefois, des représailles. Ainsi, après une visite musclée de certains éléments « incontrôlés », la direction de Sonotrans a pris la précaution de faire blinder la porte palière, et même les murs attenants des bureaux de la société. Atmosphère...

La restauration du climat social

Même s'ils jugent que « rien n'est irréversible », certains dirigeants cégétistes se placent, eux-mêmes, dans la logique du projet de loi en espérant, comme M. Natalini, que « les députés respectueux de leur ville et de leur port voteront les amendements nécessaires ». Pour M. Chapuis, qui exclut de faire appel à la main-d'œuvre extérieure - au cas où la CGT refuserait d'appliquer la loi - « c'est du qu'il faut doubler ». M. Vergobbi, lui, est optimiste. « En ce qui concerne le trafic stratégique des conteneurs, qui s'effectue presque exclusivement par les ports du nord de l'Europe, notre objectif, explique-t-il, sera, après la restauration du climat social, de convaincre les armateurs qu'il existe une alternative à l'approvisionnement du marché européen par la façade sud. A Marseille, nous avons l'espace, les équipements, un bon réseau de transports. Notre seul point faible a été, jusqu'ici, la fiabilité ».

Les responsables du PAM ont également établi le préjudice causé à la communauté portuaire par le long conflit des dockers : 300 000 tonnes de marchandises et 100 millions de francs perdus depuis octobre 1991. Chiffres auxquels s'ajoutent ceux de la dernière grève : 50 millions de francs de recettes évanouies en cinq jours.

GUY PORTE

(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA VIENNE
Direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie 3^e bureau
AVIS AU PUBLIC
relatif à l'enquête publique portant sur
- la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des quatre lignes électriques de 400 kV reliant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne,
- et le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.
Par arrêté du 16 avril 1992, le préfet de la région « Poitou-Charentes », préfet de la Vienne, a prescrit l'ouverture d'une enquête portant :
- sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des quatre lignes électriques de 400 kV reliant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne,
- et sur le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.
Est désigné commissaire enquêteur, M. Louis BOULLON.
Le maire de Civaux est désigné comme siège de l'enquête et du commissaire enquêteur.
Les dossiers d'enquête relatifs à la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction des lignes électriques et au projet de poste, comprenant notamment l'étude d'impact et les registres d'opposition, seront déposés :
- à la préfecture de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie,
- à la sous-préfecture de Montmorillon,
- à la mairie de Civaux,
- à la mairie de Valdivienne.
La consultation des dossiers et le dépôt des observations sur les registres par toute personne intéressée pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 11 mai 1992 au 12 juin 1992 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la préfecture, de la sous-préfecture et des mairies de Civaux et de Valdivienne. Les observations écrites pourront être adressées au commissaire enquêteur, à la mairie de Civaux.
En outre, les observations du public seront reçues personnellement par le commissaire enquêteur aux dates et lieux suivants :
- le 10 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux,
- le 11 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 45 à Valdivienne,
- le 12 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux.
Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de Montmorillon et dans les mairies de Civaux et de Valdivienne.
Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Cette demande devra être adressée obligatoirement au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie - 3^e bureau.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Allemagne n'emprunte qu'en marks

Les autorités allemandes ont à cœur d'afficher leur indépendance en matière d'endettement. Elles ne négligent aucune occasion d'affirmer qu'il n'est pas question pour l'Etat d'emprunter en une autre monnaie que le mark. La banque centrale l'a redit récemment, rejetant une fois de plus les nombreuses suggestions qui lui sont faites de lever des fonds en euros.

Et, comme si cela ne suffisait pas, comme s'il fallait fournir une preuve supplémentaire d'autonomie, le gouvernement allemand, pourtant soucieux de placer le plus largement possible sa dette à l'étranger, a insisté pour solliciter le marché quand les autres grandes places financières internationales sont au chômage : les spécialistes évoquent à cet égard le souvenir de la première émission du Fonds de l'unité allemande, celle qui a suivi la réunification monétaire des deux Allemagnes de 1990 et qui a été lancée le jour de la fête nationale américaine, le 4 juillet. Il s'agissait d'une opération de 6 milliards de marks, qui devait inaugurer un important programme financier en faveur de l'ex-République démocratique allemande. Les mêmes experts font remarquer que le prochain emprunt d'Etat, dont le produit est également destiné aux nouveaux Länder de l'est du pays, sera émis dans une semaine, le 4 mai, un jour de congé dans la City de Londres.

Les investisseurs qui souhaitent acquérir des titres allemands de toute première qualité, mais libellés en d'autres monnaies que le deutschemark, ont, à défaut du gouvernement lui-même, le choix entre plusieurs signatures, dont celle d'une dépendance d'Etat, KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), est la plus fréquente. Le débiteur est réputé pour son habileté et, depuis deux ans environ qu'il sollicite régulièrement le marché international, il s'est imposé comme de nombreux emprunteurs. Ces derniers mois il a émis deux emprunts en dollars de longue durée, l'un sur l'euro-marché, l'autre à New-York. Sa dernière transaction, qui vient d'être lancée, se monte à 300 millions de dollars canadiens. Les obligations qui viendront à échéance dans dix ans portent intérêt au taux de 9,50 %, et au prix où elles étaient initialement offertes elles rapportaient aux investisseurs quelque 9,57 %. L'opération, tout à fait réussie, était dirigée par l'eurobanque londonienne Merrill Lynch, et le débiteur a conclu un contrat d'échange au terme duquel il disposera de

fonds en dollars des Etats-Unis. On prête une grande attention à cet emprunteur car son cheminement est souvent comparable à celui de quelques grands établissements publics français. Ainsi, l'année dernière, il a été le premier débiteur allemand à lancer des obligations livrées à l'électricité de France n'a pas tardé à le suivre sur cette voie.

Elf-Aquitaine à New-York

Trois emprunts internationaux nouveaux ont été annoncés ces derniers jours pour le compte de débiteurs français. La Compagnie financière du Crédit mutuel de Bretagne et la banque indonésienne ont opté pour le compariment du franc luxembourgeois où les opérations, de taille assez modeste, sont destinées à des particuliers. La troisième transaction est d'une tout autre dimension. Emise à New-York, en dollars, pour le compte d'Elf-Aquitaine, c'est un emprunt de type yankee dont les titres ont été placés auprès d'investisseurs institutionnels et de grands gestionnaires de fonds. New-York attire présentement de nombreux débiteurs étrangers à qui cette place permet de procurer des ressources pour des montants élevés et de durée parfois très longue tout en élargissant le cercle de leurs investisseurs par rapport à l'euro-marché.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la grande affaire de ces derniers jours a été l'emprunt de 500 millions de livres sterling contracté par le groupe britannique Hanson. Il est très rare d'atteindre sur l'euro-marché des montants de cette ampleur. Normalement, les transactions de cette taille sont effectuées par des Trésors publics comme ce fut le cas au mois de mars lorsque la Finlande pu se procurer à Paris 5 milliards de francs français. A sa sortie, l'emprunt de Hanson a provoqué un certain émoi dans les milieux financiers car, connaissant l'activité du groupe, nombreux étaient ceux qui supposaient que le produit servirait à acquiescer une autre société. Il ne semble pas que ce soit le cas. Les fonds Hanson sont destinés à consolider des dettes à brève échéance. D'une durée de cinq ans, les obligations sont rémunérées au taux facial de 10,375 % l'an. La direction de l'emprunt a été confiée à CSFB, l'eurobanque londonienne du groupe du Crédit suisse.

Cette même banque a dirigé un nouvel emprunt de 125 millions d'euros dont le bénéficiaire est ABB

et de grands noms de l'industrie électromécanique. La durée des titres est de cinq ans et leur taux d'intérêt facial s'élève à 9 %. Pour l'essentiel cet emprunt a trouvé preneur en Suisse. L'emprunteur avec lequel les investisseurs de ce pays recherchent actuellement des placements en euros tranche singulièrement avec l'indifférence constatée dans la plupart des autres pays d'Europe. Une des raisons principales qui poussent les Suisses à acquiescer des titres en euros est la faiblesse de leur propre franc. Cette situation les conduit d'ailleurs à s'intéresser aussi à d'autres monnaies, tout particulièrement au florin et au franc français, dont la valeur extérieure est liée au mark, mais qui rapportent bien plus que la devise allemande.

Une des conséquences des difficultés actuelles du marché suisse des capitaux a été de pousser la Hongrie à faire appel au marché autrichien. La banque nationale de ce pays avait prévu de drainer des fonds à Zurich. Mais pour mener à bien son projet, il lui aurait fallu disposer d'un bien meilleur environnement. Son dernier emprunt, d'un montant de 600 millions de schillings et d'une durée de sept ans, est rémunéré au taux facial de 10,375 % l'an. Il est dirigé par Creditanstalt-Bankverein.

CHRISTOPHE VETTER

Le président de Barclays serait contraint de démissionner. Selon le *Financial Times*, Sir John Quinlan serait « obligé » de quitter, sous la pression des membres du conseil d'administration, son poste de président directeur général de la Barclays Bank, première banque britannique. Les détails du départ de Sir John, soixante-deux ans, devraient être mis au point et annoncés jeudi 30 avril, lors d'une réunion du conseil d'administration, suivie de la réunion annuelle des actionnaires, ajoute le journal. Sir John restera à la présidence de la banque jusqu'au début de l'année prochaine, mais il devrait laisser immédiatement sa place de directeur général à Andrew Baxton, directeur exécutif de Barclays. M. Baxton le remplacera également ensuite à la présidence de la banque. Les membres non exécutifs du conseil d'administration auraient fait comprendre à Sir John que la gestion des affaires de Barclays - qui emploie 111 400 personnes dans le monde - « doit être modifiée de façon significative ».

DEVISES ET OR

Le mark dopé par les taux

Après avoir été, en début de semaine, affaibli par l'éventualité d'une grève des services publics allemands, le mark s'est redressé vigoureusement en fin de semaine, vis-à-vis du dollar, après l'annonce d'un fort accroissement de la masse monétaire en RFA. *Voici notre rubrique « Marché monétaire et obligataire »*. De cet accroissement, les marchés ont immédiatement déduit que la Banque fédérale d'Allemagne, très préoccupée par ce dérapage, n'était pas prête d'abaisser ses taux directeurs, sans exclure la possibilité d'un nouveau relèvement.

On a donc vu le dollar monter d'abord à 1,67 DM et 5,64 francs, puis redescendre à 1,65 DM et 5,57 francs. A la vérité, les marchés des changes ont tourné au ralenti cette semaine, dans l'attente de nouvelles indications sur la vigueur, réelle ou supposée, de

la reprise économique aux Etats-Unis. Certes, l'emploi paraît commencer à s'améliorer, mais les autorités politiques et monétaires pensent toujours que le retour à la croissance est bien long.

En tout cas, il sera intéressant d'observer, la semaine prochaine, les réactions du mark aux grèves du secteur public allemand, les premières depuis dix-huit ans.

Car, on l'a vu, le relèvement possible de la Banque centrale de Francfort contribuera à éviter tout glissement de sa monnaie. De ce jeu de bascule entre dollar et mark, le franc français a fort bien tiré son épingle, le cours de la devise allemande à Paris se maintenant au-dessous de 3,38 francs, touchant même 3,3770 francs en milieu de semaine. Il faut dire que l'annonce d'une hausse des prix de 0,4 % au 15 avril dans le Land de Rhénanie-Westphalie - 4,5 % sur

un an - finit d'apparaître la France tout à fait vertueuse avec ses 3 % et, surtout, avec une balance commerciale qui pourrait n'être plus déficitaire pour le second semestre, avec à nouveau un excédent en mars (1,38 milliard de francs).

Relevons enfin que la livre sterling poursuit son redressement, après la victoire surprise des conservateurs aux élections générales. Tombée à 2,84 DM, elle est en train de se rapprocher de son cours pivot de 2,95 DM, ce qui permettrait au gouvernement de M. Major d'abaisser éventuellement les taux d'intérêt à court terme pour amplifier une reprise économique encore bien hésitante.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AVRIL AU 24 AVRIL 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Dollar	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7740	17,9977	65,5307	66,6980	2,9489	33,9883	0,0000	0,0000
Paris	1,7450	17,7164	64,7668	65,8882	2,9129	33,1914	0,0007	0,0007
Zurich	2,9776	2,9686	36,487	37,36	16,4267	160,1617	4,4903	4,4903
Bruxelles	2,9776	2,9686	36,487	37,36	16,4267	160,1617	4,4903	4,4903
Amsterdam	2,9776	2,9686	36,487	37,36	16,4267	160,1617	4,4903	4,4903
Milan	2,9776	2,9686	36,487	37,36	16,4267	160,1617	4,4903	4,4903
Tokyo	2,9776	2,9686	36,487	37,36	16,4267	160,1617	4,4903	4,4903

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 avril, 4,1459 F contre 4,2186 F le vendredi 17 avril 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Retour de flamme en Allemagne

En avril, ne se découvre pas d'un fil le problème de la monnaie, et aussi pour les marchés financiers. A la fin de la semaine dernière, ils commencent à entrevoir un possible assouplissement de la politique monétaire de la Banque fédérale d'Allemagne, au cours du quatrième trimestre 1992. Jeudi, leur déconvenue a été forte à l'annonce d'une augmentation de 9,7 % (en rythme annuel), corrigée des variations saisonnières, de la masse monétaire allemande (M 3) pour le mois de mars plus forte que prévu (on attendait 8 %). Aussitôt, les cours ont plongé sur le MATIF français, tandis qu'à Francfort les rendements augmentaient, notamment sur l'emprunt d'Etat à 10 ans (Bund) à 8 % contre 7,90 %. Sur le MATIF, le repli est sévère, près d'un point complet sur l'échéance juin, à 107,35, sous l'effet de la contagion, soit un rendement de 8,76 % pour l'OAT à 10 ans, contre 8,63 % huit jours auparavant, et un écart de 0,77 point avec le Bund. « Sans être catastrophique, la situation n'en est pas moins quelque peu inquiétante », estiment les analystes sur graphiques de la Société générale.

L'émotion des opérateurs s'explique. Déjà, en début de semaine, une vive hausse des rendements des emprunts d'Etat américains avait porté le 30 ans à plus de 8 %, en raison des inquiétudes des milieux financiers à l'approche des adjudications trimestrielles du Trésor, près de 40 milliards de dollars : si les Japonais, qui rapatrient leurs capitaux, n'étaient pas là ?

Il encaissent mal le coup de la masse monétaire allemande, qui apparemment dérape sérieusement, puisque l'objectif initial pour l'année est une croissance de 3,5 % à 5,5 %. Mais, comme le relève la Dresdner Bank, les chiffres de la Bundesbank, en données brutes, donnent une masse monétaire très peu supérieure à celle de janvier, et les méthodes d'ajustement saisonnier posent problème. D'autre part, le gros de l'accroissement de ladite masse (20,6 de milliards de DM) vient des prêts des banques pour la reconstruction de l'ex-RDA, ce qui va contribuer à la diminution de l'inflation à bas. En outre, le phénomène dit de « l'invasion » qui pousse les taux courts au-dessus des taux longs incite les détenteurs de capitaux à rechercher les placements de faible durée, les plus rémunérateurs, ce qui gonfle la masse monétaire, qui inclut ces placements. Tout relèvement des taux directeurs de la Banque centrale accentuerait ce phénomène.

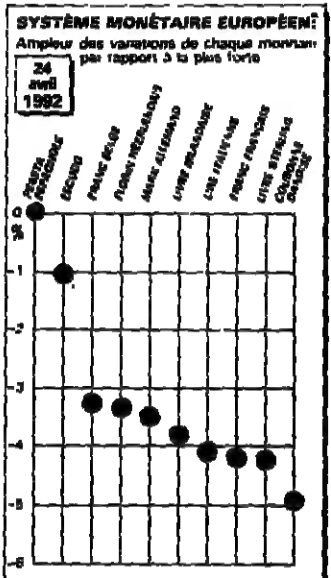
C'est, sans doute, ce qu'a voulu dire M. Otmars Isenhardt, chef écono-

miste de la Bundesbank, en déclarant à la presse qu'une hausse de ces taux directeurs n'aurait pratiquement aucun impact sur la masse monétaire et présenterait trop de risques compte tenu de la situation économique en RFA. Il trouve, naturellement, très « décevant » le dérapage de ladite masse, et dénote absolument toute baisse des taux directeurs. Mais son vice-président, M. Hans Tietmeyer, dans une déclaration au quotidien *Die Welt*, samedi, se montre plus alarmiste, estimant les transferts publics trop élevés et s'excluant pas vraiment un nouveau relèvement des taux directeurs. Quant au président de la Banque centrale, M. Helmut Schlesinger, il agit la sonnette d'alarme, estimant que « le mélange, à sens unique, de politique expansionniste en matière de finance et de revenus, et de politique monétaire restrictive sera mauvais pour le pays à long terme ». Clair avertissement aux pouvoirs publics, surtout aux Laender, qui dépendent à tout-va. Pour certains observateurs, cela ressemble fort à une préparation d'artillerie préliminaire, éventuellement, ce relèvement des taux directeurs, surtout si l'augmentation des salaires des fonctionnaires, en grève la semaine prochaine, dépassait les 4,8 % proposés.

Un déficit de 135 milliards de francs

Sur le marché obligataire, deux emprunts seulement dont le placement ne s'est pas mal effectué, mis à part l'effondrement du vendredi 24, en liaison avec la chute du MATIF et le bond de la masse monétaire allemande. La Caisse autonome de refinancement (CAR), qui tire les prêts de la Caisse des dépôts aux HLM, a levé 1 milliard de francs à 8,50 % nominal, soit 8,83 % de rendement réel, sous la direction du Crédit lyonnais et de la Société générale. L'accord a du bon en raison de la signature de la prestigieuse notation AAA et de la durée relative-ment brève, 6 ans et 117 jours, ce qui reflète l'intérêt des prêteurs pour le papier de moins de 10 ans, inversement, leur désintérêt pour les échéances plus lointaines. L'émission de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), 1 milliard de francs à 8,75 %, 8,73 % réel et 9 % sur le marché en final, a été plutôt recherchée, surtout à l'étranger, en raison, là aussi, de la durée de vie brève, 5 ans, et, par surcroît, de la garantie inconditionnelle de l'Etat.

Dans la chronique de la semaine dernière, une malencontreuse erreur nous a fait parler de l'emprunt étant de la SNCF avec, entre



Taux calculés par rapport aux cours de clôture de la Banque de France.

MATIÈRES PREMIÈRES

Prudence pour le nickel

Tributaire de l'activité sidérurgique où il trouve 60 % de ses débouchés, le marché du nickel connaît depuis l'an passé une certaine morosité à laquelle peu de producteurs ont échappé. Alors que les cours semblent se stabiliser actuellement autour de 7 550 dollars la tonne, les professionnels restent prudents quant aux perspectives à court terme. La reprise économique tant annoncée devrait, en toute logique, contribuer à raffermir les prix, la demande d'acier inox renaissant en général la reprise de l'activité. Il faut toutefois prévoir un certain décalage dans le temps entre cette reprise attendue et l'augmentation de la consommation de nickel : celui-ci n'est pas utilisé directement par les industries de biens de consommation, mais par la sidérurgie lorsqu'elle décide de réinvestir.

A l'issue de l'exercice 1991, les prix exprimés en dollars constants

PRODUITS	COURS DU 24/4
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 275 (-18) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 333 (-20) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 515 (+30) Dollars/tonne
Souris (Paris) Mai	277,38 (-1,5) Dollars/tonne
Café (Londres) Mai	763 (-16) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	903 (-7) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mai	386 (+24) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Mai	249 (-4) Cents/boisseau
Soye (Chicago) Mai	1743 (-4,6) Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

ont retombés à leurs niveaux les plus bas depuis 1970. Il est vrai que l'année passée a été marquée par de nombreux revers. La production d'acier inox a reculé de 2 % dans le monde. Si elle a progressé de 3 % au Japon, et même de 11 % et 13 % en Corée du Sud et à Taiwan, elle a chuté de 4 % en Europe et de 10 % aux Etats-Unis. « Au total, estime la Société métallurgique Le Nickel-SLN, la consommation apparente de nickel a baissé de 3 %, atteignant 657 000 tonnes dans le monde occidental. » La réduction des stocks dans l'industrie a accru cette tendance à une demande moindre. « La production d'acier inoxydable au nickel ne se redressera notablement qu'avec la reprise des investissements dans le monde », précise la SLN.

Incertitudes russes

L'an passé, le marché a aussi été sérieusement perturbé par les ventes anarchiques de l'ex-URSS, qui ont augmenté de 3,5 % pour atteindre au premier semestre un rythme annuel de 120 000 tonnes. Au total, le solde net réexporté par l'Occident en nickel venu de l'Est et de Cuba a représenté 100 000 tonnes supplémentaires par rapport à 1990. Les stocks détendus par les producteurs se sont donc réduits, atteignant l'équivalent de deux mois de consommation. Au LME (London Metal Exchange), ils ont culminé à plus de 21 000 tonnes en février, contre 4 300 tonnes un an plus tôt.

Ces arrivages incontrôlés se renouvelleront-ils en 1992 ? Les professionnels sont dans l'expectative, espérant simplement que la CIL ne sera pas en mesure techniquement d'alimenter le marché aussi abondamment que dans un passé récent. « L'évolution des livraisons de la Russie et de Cuba sera déterminante pour l'équilibre offre-demande au cours des prochaines années », observe la SLN. La

situation économique de ces deux pays et les problèmes de pollution en Russie renforcent les incertitudes sur le volume de leurs exportations à l'avenir.

Dans ce contexte incertain et difficile, rares sont les sociétés qui ont tiré leur épingle du jeu ou même limité les dégâts. Malgré un recul de ses ventes de nickel en 1991 (41 040 tonnes), contre 43 500 tonnes en 1990), le groupe français Eramet-SLN a pourtant réussi à conserver un résultat net positif de 370 millions de francs contre 653 millions de francs l'année précédente. Une performance que ni Amx ni Inco, les géants nord-américains du nickel, n'ont pu réaliser.

Pour M. Yves Rambaud, PDG d'Eramet-SLN, cette tenue satisfaisante en 1991 s'explique d'abord par des raisons commerciales : « Nous avons développé un style nouveau de relations avec nos clients, une philosophie opposée à celle des traders. Nos clients fabriquent d'inox ont besoin à l'avance de savoir à quel prix ils vendront leur acier. Or le prix du nickel dans ces aciers représente au moins 30 % de la part qui leur revient en cas de forte fluctuation des prix. Nous leur offrons des contrats limitant ces variations erratiques. » Ces mécanismes permettent aux industriels de bénéficier d'un prix stable de la matière première.

Quand les cours sont à la hausse, celle-ci n'est pas totalement répétée. Quand les prix fléchissent, comme ce fut le cas en 1991, la SLN n'essuie pas toute la baisse. « Au cours des prochaines années, annonce la SLN dans son dernier rapport d'activité, 50 % à 60 % des ventes de ferronickel du groupe seront réalisées à des prix assez stables. » Politique bien accueillie par les partenaires européens et japonais, mais radicalement refusée par les Américains, au nom du libre jeu du marché.

ERIC FOTTORINO

FRANÇOIS RENARD

Les pays industriels mettent l'Allemagne en accusation
